



Lutter contre les facteurs de conflit au Mali à travers l'Etat de droit
Un projet commun des Nations Unies
(Un projet commun des Nations Unies pour l'Etat de droit)

1^{er} janvier 2016 - 31 décembre 2020

Cellule mondiale de coordination des Nations Unies
PAYS : LA REPUBLIQUE DU MALI

Intitulé du projet :	Lutter contre les facteurs de conflit au Mali à travers l'état de droit. (Projet commun des Nations Unies pour l'état de droit)
Résultat(s) 2015-2019 de l'UNDAF (PNUAD) :	<p><u>Résultat 2 (paix, sécurité et réconciliation) :</u> D'ici 2019, la cohésion sociale sera facilitée par la justice transitionnelle, le dialogue communautaire inclusif, la culture et l'éducation pour la paix.</p> <p><u>Résultat 3 (gouvernance) :</u> Les institutions étatiques, nationales et locales, exerceront de manière plus efficace leurs missions de service public et les acteurs non étatiques participeront activement et assureront le contrôle citoyen en conformité avec les principes de bonne gouvernance et d'état de droit.</p> <p><u>Résultat 4 (services sociaux de base) :</u> D'ici 2019, les populations, en particulier les femmes et les enfants les plus vulnérables et celles affectées par les crises, auront un accès accru et équitable à des services sociaux de base de qualité et en feront usage.</p>
Mandat de la MINUSMA, selon les paragraphes de 14 à 28 de la Résolution 2295 (2016) adoptée par le Conseil de sécurité à 7727e séance, le 29 juin 2016 qui prend effet et reste en vigueur du 1 Juillet 2016 au 30 Juin 2017	<p>9. Prie les membres du Comité de suivi de l'Accord et les autres partenaires internationaux de continuer à appuyer la mise en œuvre de l'Accord, notamment en nommant un observateur indépendant comme le prévoit l'article 63 de l'Accord, et de coordonner, à cet égard, leurs efforts avec ceux du Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali et la MINUSMA, et salue le rôle que joue le Comité pour aplanir les désaccords entre les parties maliennes;</p> <p>19. (a) <i>Appui pour la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali</i> iii) Appuyer la mise en œuvre des mesures de réconciliation et de justice énoncées dans l'Accord, en particulier dans son titre V, notamment en ce qui concerne la création d'une commission d'enquête internationale, en consultation avec les parties, et l'appui à apporter à l'opérationnalisation de la Commission vérité, justice et réconciliation;</p> <p>(c) <i>Protection des civils et stabilisation, notamment contre les menaces asymétriques ;</i> f) <i>Promotion et protection des droits de l'homme</i> (i) Surveiller, sur le territoire national, les violations du droit international humanitaire et les violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits, notamment toutes les formes de violence sexuelle et sexiste et de violations et atteintes commises contre les femmes et sur la personne d'enfants sur tout le territoire du Mali, concourir aux enquêtes et lui faire rapport à ce sujet, de même que publiquement, selon qu'il convient, et contribuer aux activités de prévention de ces violations et atteintes;</p> <p>20. a) <i>Projets en faveur de la stabilisation.</i> À l'appui des autorités maliennes, contribuer à la création d'un environnement sûr pour les projets visant à stabiliser le nord du Mali.</p>
Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger (2015)	<p>Chapitre 2 : Fondements pour un règlement durable du conflit (Mesures destinées à assurer une meilleure gouvernance)</p> <p>Chapitre 4 : Répartition des pouvoirs et compétences</p> <p>Chapitre 10 : Réorganisation des forces armées et de sécurité</p> <p>Chapitre 14 : Réconciliation et justice</p>
Plan d'action national pour la mise en œuvre de la RCS 1325 2015-2017	<p>Domaine de priorité I : Prévention des conflits et des violences sexistes liés aux conflits armés – Renforcer la capacité des parties prenantes institutionnelles et communautaires à prévenir les violences sexistes.</p> <p>Domaine de priorité II : Protection et réadaptation des survivants – Renforcement des mécanismes légaux de lutte contre l'impunité des auteurs de violences sexistes liées aux conflits armés ; Améliorer et renforcer les mécanismes d'encadrement et de protection des survivants de violences sexistes liées aux conflits armés.</p>
Objectif du projet commun	Contribuer à la paix et à la réconciliation au Mali et lutter contre les facteurs de conflit en promouvant un système de gouvernance basé sur le renforcement de l'état de droit à travers un meilleur accès à la justice.

Un projet commun des Nations Unies – Lutter contre les facteurs de conflit au Mali à travers l'état de droit – 2016-2020

Résultat escompté 1 :	Renforcement institutionnel des structures nationales de l'état de droit.
Résultat escompté 2 :	Renforcement de la capacité opérationnelle à fournir des services de maintien de l'ordre et de justice.
Résultat escompté 3 :	Renforcement du service pénitentiaire.
Résultat escompté 4 :	Amélioration de l'accès à la justice pour les populations affectées par le conflit.
Partenaires d'exécution	HCDH/MINUSMA Droits de l'homme; MINUSMA Affaires judiciaires et pénitentiaires ; MINUSMA Police ; PNUD ; ONUDC ; UNMAS ; ONU Femmes
Partenaires institutionnels	Partenaire principal : Ministère de la justice et des droits de l'homme. Ministère de la sécurité et de la protection civile ; Ministère de la promotion de la femme, de la famille et de l'enfant ; DNAPES, DNAJ ; CPS ; DNEPS ; DGGN ; DGGP, CVJR.

Brève description :

Le Mali est aujourd'hui à un tournant. A l'issue d'un processus de négociation de longue durée et de mois d'incertitude et d'instabilité, la signature de l'Accord de paix en juin 2015 offre à présent une possibilité viable de tourner la page du conflit armé et de s'engager dans la voie d'une réconciliation durable, d'une réforme du secteur de la justice et de la sécurité, ainsi que du développement.

Sur la base de l'Accord de paix, **Résolution 2295 du 29 Juin 2016** du Conseil de sécurité charge la MINUSMA de s'attacher surtout à asseoir l'état de droit à travers le renforcement des capacités institutionnelles, les réformes et l'amélioration de l'accès de la population à la justice, à soutenir la mise en œuvre de mesures de réconciliation et de justice transitionnelle, et à s'attaquer aux problèmes de responsabilité et d'impunité. Ces priorités complètent les stratégies définies dans le Cadre d'action en faveur du développement de l'ONU 2015-2019. La volatilité des conditions de sécurité dont témoigne une augmentation des affrontements et attaques intercommunautaires mortels en 2015, réitère l'importance de la mise en œuvre urgente des éléments de l'Accord de paix qui concernent l'état de droit, la réconciliation et la justice.

En réponse à ces nouvelles réalités et besoins urgents de la situation au lendemain du conflit, les organismes des Nations Unies fournissant un appui aux activités policières, judiciaires et pénitentiaires ont développé un Projet commun dans le cadre de la Cellule mondiale de coordination (CMC). Ce Projet regroupe les moyens collectifs, les avantages comparatifs et l'expertise des Partenaires CMC de l'ONU dans le pays – la MINUSMA, le PNUD, l'ONUDC, Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), UNMAS et l'ONU Femmes – afin d'appuyer la mise en œuvre du Projet dans les domaines suivants :

1. Renforcement institutionnel des structures nationales de l'état de droit

- Améliorer les capacités des ministères chargés du maintien de l'ordre et de la justice, renforcer le contrôle des acteurs de la police judiciaire et de la justice, et l'appui qui leur est fourni, au niveau national
- Permettre l'instauration d'un système effectif d'aide judiciaire
- Appuyer l'examen des textes législatifs essentiels

2. Renforcement de la capacité opérationnelle à fournir des services de maintien de l'ordre et de justice

- Améliorer les capacités du personnel de la police judiciaire et de la justice à effectuer des enquêtes, à engager des poursuites et à rendre des décisions tenant compte de la problématique hommes-femmes
- Créer des liens entre la justice officielle et les processus traditionnels de règlement des litiges

3. Renforcement du service pénitentiaire

- Améliorer l'administration et la gestion des services pénitentiaires
- Améliorer la capacité des autorités à s'attaquer au surpeuplement des prisons
- Améliorer les conditions de détention et faciliter les programmes de réadaptation

4. Amélioration de l'accès à la justice pour les populations affectées par le conflit

- Appuyer les services multisectoriels aux femmes victimes de violences sexistes

Un projet commun des Nations Unies – Lutter contre les facteurs de conflit au Mali à travers l'état de droit – 2016-2020

- Appuyer la protection des victimes et témoins et fournir un appui psycho-social et juridique aux victimes du conflit
- Appuyer les mécanismes de justice transitionnelle

Le Projet s'appuie sur les conclusions de programmes existants des partenaires CMC. Il aidera le gouvernement du Mali à instaurer et préserver les conditions nécessaires à une société fondée sur l'état de droit, les principes d'égalité entre les sexes et les droits de l'homme et à améliorer la confiance du public dans les institutions de l'état de droit.

Période du Projet :	2016-2020	Ressources totales requises :	US\$	24.000.000
Intitulé du Projet :	<i>Lutter contre les facteurs de conflit au Mali à travers l'état de droit</i>	Ressources requises Année 1 :	US\$	5.925.000
N° du Projet:		Total des ressources allouées :	US\$	250.000
Durée du Projet :	5 ans	De base / Evaluées :	US\$	
Gestion :	DIM	Gouvernement :	US\$	
		Equipe d'experts :	US\$	250.000
		Budget non financé Année 1 :	US\$	5.675.000
		Contributions en nature Année 1 :	US\$	

PAGE DE SIGNATURES

Approuvé par :







Pour le Gouvernement de la République du Mali		
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Ministre Me Mamadou Ismaïla Konaté	Date : <u>02/09/16</u>	Signature : 
Pour la Cellule mondiale de coordination les Nations Unies pour l'Etat de droit (Global Focal Point)		
Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Coordonnatrice résidente des Nations Unies, Représentante résidente du PNUD, pour la MINUSMA, UNPOL, JCS, UNMAS Ms. Mbaranga Gasarabwe;	Date : <u>02/09/2016</u>	Signature : 
Directeur pays du PNUD, M. Boubou Dramane Camara	Date : <u>17/8/2016</u>	Signature : 
Représentant Résident ONU Femmes, M. Maxime Houinato	Date : <u>7/09/2016</u>	Signature : 
Représentant du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme au Mali M. Guillaume Ngefa	Date : <u>6.9.2016</u>	Signature : 
Représentant Régional UNODC pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre M. Pierre Lapaque	Date : <u>15/08/2016</u>	Signature : 

TABLE DES MATIERES

RESUME ANALYTIQUE	1
Acronymes	2
1. Analyse de la situation	4
<i>Maintien de l'ordre</i>	5
<i>Justice</i>	7
<i>Services pénitentiaires</i>	9
<i>Egalité des sexes et autonomisation des femmes dans le secteur de la justice</i>	12
<i>Droits de l'homme et justice transitionnelle</i>	12
2. Raison d'être : un projet commun des Nations Unies	15
3. Stratégie du projet	15
<i>Enoncé du problème</i>	15
<i>Obstacles au changement</i>	15
<i>Théorie du changement</i>	16
<i>Analyse des résultats du projet</i>	16
<i>Résultat 1 : Renforcement institutionnel des structures nationales de l'état de droit</i>	18
<i>Résultat 2 : Renforcement de la capacité opérationnelle à fournir des services de maintien de l'ordre et de justice</i>	19
<i>Résultat 3 : Renforcement du service pénitentiaire</i>	20
<i>Résultat 4 : Amélioration de l'accès à la justice pour les populations affectées par le conflit</i>	22
4. Systèmes de gestion	22
<i>Modalité d'exécution</i>	23
<i>Comité directeur</i>	23
<i>Conseil d'exécution du projet</i>	23
<i>Directeur et personnel du projet</i>	23
<i>Assurance du projet et suivi et évaluation</i>	23
5. Durée	24
6. Gestion des risques	24
7. Stratégie de sortie	24
8. Cadre juridique	25
Annexe 1 : Cadre de résultats et d'allocation des ressources et budget	Erreur ! Signet non défini.
Annexe 2 : Programme de travail annuel 2015-2016	xv
Annexe 3 : Registre des risques	xxxi
Annexe 4 : Structure organisationnelle du projet	xxxv
Annexe 5 : Cadre de suivi et d'évaluation	xxxvi
Annexe 6 : Liste des documents de référence	xxxvii

RESUME ANALYTIQUE

Le Mali est aujourd'hui à un tournant. A l'issue d'un processus de négociation de longue durée et de mois d'incertitude et d'instabilité, la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation en juin 2015 offre à présent une possibilité viable de tourner la page du conflit armé et de s'engager dans la voie d'une réconciliation durable, d'une réforme du secteur de la justice et de la sécurité, ainsi que du développement.

Sur la base de l'Accord de paix, la Résolution 2295 du 29 Juin 2016 du Conseil de sécurité charge la MINUSMA de s'attacher surtout à asseoir l'état de droit à travers le renforcement des capacités institutionnelles, les réformes et l'amélioration de l'accès de la population à la justice, à soutenir la mise en œuvre de mesures de réconciliation et de justice transitionnelle prévues par l'Accord, et à s'attaquer aux problèmes de responsabilité et d'impunité. Ces priorités complètent les stratégies définies dans le Cadre d'action en faveur du développement de l'ONU 2015-2019 qui vise à favoriser la paix, la sécurité et la réconciliation ; le renforcement des institutions étatiques ; et l'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base, y compris le droit à la protection des groupes vulnérables. La volatilité des conditions de sécurité dont témoigne une augmentation des affrontements et attaques intercommunautaires mortels en 2015, réitère l'importance de la mise en œuvre urgente des éléments de l'Accord de paix qui concernent l'état de droit, la réconciliation et la justice.

En réponse à ces nouvelles réalités et besoins urgents de la situation au lendemain du conflit, les organismes des Nations Unies fournissant un appui aux activités policières, judiciaires et pénitentiaires ont développé un Projet commun dans le cadre de la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires de promotion de l'état de droit au lendemain de conflits et d'autres crises (**CMC**). Ce Projet regroupe les moyens collectifs, les avantages comparatifs et l'expertise des Partenaires CMC de l'ONU dans le pays – la MINUSMA, le PNUD, l'ONUSD, Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), l'UNMAS et l'ONU Femmes – afin d'appuyer la mise en œuvre du Projet dans les domaines suivants :

1. Renforcement institutionnel des structures nationales de l'état de droit

- Améliorer les capacités des ministères chargés du maintien de l'ordre et de la justice, renforcer le contrôle des acteurs de la police judiciaire et de la justice, et l'appui qui leur est fourni, au niveau national
- Permettre l'instauration d'un système effectif d'aide judiciaire
- Appuyer l'examen des textes législatifs essentiels

2. Renforcement de la capacité opérationnelle à fournir des services de maintien de l'ordre et de justice

- Améliorer les capacités du personnel de la police judiciaire et de la justice à effectuer des enquêtes, à engager des poursuites et à rendre des décisions tenant compte de la problématique hommes-femmes
- Créer des liens entre la justice officielle et les processus traditionnels de règlement des litiges

3. Renforcement du service pénitentiaire

- Améliorer l'administration et la gestion des services pénitentiaires
- Améliorer la capacité des autorités à s'attaquer au surpeuplement des prisons
- Améliorer les conditions de détention et faciliter les programmes de réadaptation

4. Amélioration de l'accès à la justice pour les populations affectées par le conflit

- Appuyer les services multisectoriels aux femmes victimes de violences sexistes
- Appuyer la protection des victimes et témoins et fournir un appui psycho-social et juridique aux victimes du conflit
- Appuyer les mécanismes de justice transitionnelle

Le Projet s'appuie sur les conclusions de programmes existants des partenaires CMC. Il aidera le gouvernement du Mali à instaurer et préserver les conditions nécessaires à une société fondée sur l'état de droit, les principes d'égalité entre les sexes et les droits de l'homme et à améliorer la confiance du public dans les institutions de l'état de droit.

Acronymes

AA	Agent d'administration
ABA	Association du barreau américain
MISMA	Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine
AMDH	Association malienne des droits de l'homme
AJM	Association des juristes maliennes
ASF	Avocats sans frontières
PTA	Programme de travail annuel
BAO	Bureau d'accueil et d'orientation
BAJ	Bureau d'assistance judiciaire
BIJ	Brigade d'investigation judiciaire
BPAP	Bureau des politiques et de l'appui aux programmes du PNUD
CADJ	Centres d'accès au droit et à la justice
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CILC	Centre d'études sur la coopération juridique internationale
CNPCP	Cadre national de pilotage du curriculum de formation des parajuristes
COOP	Coopération française
CPS	Cellule de planification et de statistique (Ministère de la justice)
VSLC	Violences sexuelles liées au conflit
PSDC	Politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne
CSM	Conseil supérieur de la magistrature
OSC	Organisation de la société civile
CVJR	Commission vérité, justice et réconciliation
DFID	Ministère du développement international (RU)
DGGN	Direction générale de la gendarmerie nationale
DGPN	Direction générale de la police nationale
DGSE	Direction générale de sécurité de l'Etat
DIHR	Institut danois pour les droits de l'homme
DNAJ	Direction nationale de l'administration de la justice
DNAPES	Direction nationale de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée
DSRSG	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général
ECICA	Ecole centrale pour l'industrie, le commerce et l'administration
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
EUCAPSAHEL	Mission PSDC de l'Union européenne au Mali établie le 15 avril 2014 par le Conseil de l'Union européenne
EUTM	Mission de formation de l'Union européenne au Mali lancée le 18 février 2013
FSM	Forces de sécurité maliennes
GdM	Gouvernement du Mali
CPI	Cour pénale internationale
INFJ	Institut national de formation judiciaire
ISJ	Inspection des services judiciaires
JPCE	Juge de paix à compétence étendue
BAJ	Bureaux d'aide juridique
MAC	Maison d'arrêt centrale
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, établie par la résolution du Conseil de sécurité 2100 du 25 avril 2013
MNLA	Mouvement national de libération de l'Azawad
MES	Ministère de l'égalité des sexes (Ministère de la promotion de la femme, de la famille et de l'enfance)

Un projet commun des Nations Unies – Lutter contre les facteurs de conflit au Mali à travers l'état de droit – 2016-2020

MDI	Ministère de l'intérieur (Ministère de la sécurité et de la protection civile)
MJDH	Ministère de la justice et des droits de l'homme
MA	Mémoire d'accord
FASM	Fonds d'affectation spéciale multipartenaires
S&E	Suivi et évaluation
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
PAJM	Programme d'appui au secteur de la justice au Mali (Union européenne)
PRODEJ	Programme décennal de développement de la justice
PTF	Partenaires techniques et financiers (Groupe de donateurs)
RCS	Résolution du Conseil de sécurité
VSS	Violence sexuelle et sexiste
ASDI	Agence suédoise de coopération internationale au développement
SIJ	Service d'investigation judiciaire (Gendarmerie)
MON	Mode opératoire normalisé
RSSG	Représentant spécial du Secrétaire général
EE	Equipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit constituée en vertu de la Résolution du CS 1888 (2009)
TPI	Tribunaux de première instance
CNUCC	Convention des Nations Unies contre la corruption
UNDAF	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNDP	Programme des Nations Unies pour le développement
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
HCDH	Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
ONU Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
EPU	Examen périodique universel
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
VCFF	Violence contre les femmes et les filles

1. Analyse de la situation

1. Longtemps considéré comme un pays stable et un modèle de démocratie, le Mali a depuis 2012 été confronté à une crise multidimensionnelle résultant de faiblesses structurelles anciennes et aggravée par une combinaison d'événements régionaux imprévisibles. En janvier 2012, un groupe de Touaregs connu sous le nom de Mouvement national de libération de l'Azawad (le **MNLA**) a exigé l'indépendance du Nord (Gao, Tombouctou, Kidal), et s'est allié à des groupes armés islamistes pour lancer une série d'attaques contre les forces du Gouvernement dans le Nord. A Bamako, en réaction à cette crise, des soldats rebelles ont effectué un coup d'Etat militaire en mars 2012, mettant ainsi en lumière un certain nombre de problèmes jusqu'alors masqués par la stabilité apparente du Mali et accélérant l'effondrement de l'Etat dans le Nord. Ces événements doivent être inclus dans une longue série de rébellions auxquelles le Mali a été confronté depuis son indépendance en 1960, révélatrices de facteurs de conflit existant de longue date, dont l'inefficacité de la gouvernance, la faiblesse des structures étatiques et la corruption, ainsi que la défiance du public qui en résulte vis-à-vis des institutions de l'Etat et son incapacité à répondre efficacement aux plaintes. Le Mali s'est classé au 176^{ème} rang parmi 187 pays dans l'Indice mondial de développement humain pour 2014, ce qui corrobore la conclusion selon laquelle le faible niveau de développement a exacerbé les disparités dans les services essentiels, y compris ceux que fournissent les institutions de l'état de droit, et met en évidence la mesure dans laquelle le manque de développement a diminué la résilience aux chocs externes de l'Etat malien et de sa population.
2. En avril 2012, un accord conclu par l'entremise de la CEDEAO avec la junte militaire a débouché sur la nomination d'un gouvernement intérimaire. Entre-temps, des groupes islamistes avaient tiré parti de la vacance du pouvoir pour prendre le contrôle du Nord. En réponse à cette menace et à la demande des autorités de transition, en janvier 2013, la France a lancé l'Opération Serval et les Etats membres de la CEDEAO ont déployé la force d'intervention de la MISMA. Les forces maliennes, africaines et françaises avaient repris la plus grande partie du Nord en février 2013. Des signalements d'actes de violence commis par les forces maliennes pendant et après ces opérations contre des civils et des suspects rebelles placés sous leur garde ont à ce jour débouché sur peu de mesures officielles pour procéder à des enquêtes et établir les responsabilités.
3. En mai et juin 2015, après des mois de pourparlers facilités par la communauté internationale, les parties belligérantes ont signé un Accord pour la paix et de réconciliation pour mettre fin au conflit armé et engager un processus de réconciliation, de réforme et de développement durable dans l'ensemble du Mali. La restauration de la sécurité et d'une paix durable facilitée, notamment, par un renforcement de l'état de droit est une condition préalable à la stabilité non seulement de la région du Mali et du Sahel, mais également de l'Afrique et de l'Europe. La communauté internationale soutient le Gouvernement à travers une série d'interventions. En avril 2013, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (la **MINUSMA**) a été établie par la résolution du Conseil de sécurité 2100 (depuis étendue par la résolution 2227) pour soutenir les processus politiques et effectuer un certain nombre de tâches liées à la sécurité. La Mission complète la présence sur place de longue date d'entités des équipes de pays des Nations Unies telles que le PNUD et l'ONU Femmes. L'Union européenne a également établi deux missions : l'EUTM Mali en février 2013, pour soutenir la réforme des forces armées maliennes, et l'EUCAP Sahel Mali en avril 2014, pour soutenir la réforme des institutions maliennes de sécurité intérieure.
4. Malgré le répit obtenu grâce aux interventions militaires internationales et l'espoir que suscite la signature de l'Accord de paix, de graves problèmes de sécurité demeurent à ce jour. Bien que les élections présidentielles tenues en août 2013 aient contribué à stabiliser la situation politique, des affrontements fréquents entre des groupes rebelles belligérants ou avec le Gouvernement se sont poursuivis et la criminalité est en hausse, y compris la contrebande de drogue, la traite des êtres humains, les actes de banditisme à grande échelle, et les hauts niveaux d'activité extrémiste violente. Ces facteurs ont entraîné la détérioration continue des conditions de sécurité à travers le Nord et de manière croissante vers le Sud. Le lent retour des membres du corps judiciaires et de la police vers le Nord a peu contribué au rétablissement de l'état de droit ou de la confiance dans les institutions publiques. Ces facteurs de risque compromettent la gouvernance et le développement au Mali et, au final, menacent le retour de la paix et de la réconciliation dans le pays.
5. Toute tentative sérieuse visant à résoudre la situation complexe existant au Mali doit tenir compte du fait que certains problèmes de gouvernance inefficace, de faiblesse des structures de l'Etat et de corruption à l'origine de la crise doivent être résolus. Pour que la paix et la sécurité s'installent, l'Etat doit reprendre sa place dans l'ensemble du Mali et gouverner à travers l'état de droit. A cette fin, les institutions de l'état de droit devront être renforcées et la confiance du publique retrouvée.

Maintien de l'ordre

6. Les forces de sécurité maliennes comprennent l'Armée, la Gendarmerie nationale, la Garde nationale, la Police nationale et la protection civile la Sécurité d'Etat. Le Projet commun a pour objet de fournir un appui à la Police nationale qui relève administrativement des autorités civiles (le Ministère de la sécurité intérieure et de la protection civile et sa Direction générale de la police nationale (DGPN)), et à la Gendarmerie nationale qui relève administrativement à la fois du Ministère de la défense et mise sous tutelle pour emploi du Ministère de la sécurité intérieure, et de la Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN).
7. Avant la rébellion au mois de janvier 2012 et l'occupation ultérieure du Nord par des extrémistes, les institutions de maintien de l'ordre fonctionnaient dans l'ensemble du Mali, à l'exception de Kidal. Les Nations Unies travaillent de manière constante avec les autorités maliennes pour réhabiliter et équiper les services et unités postes de la Police et de la Gendarmerie dans le Nord et pour faciliter le retour du personnel. Au mois d'août 2015, la Police et la Gendarmerie disposaient conjointement de 606 agents dans les régions de Gao et de Tombouctou et 5 officiers de police étaient présents dans la région tourmentée de Kidal (contre un total estimatif de 200 en juin 2013). La faiblesse de ces chiffres s'explique en partie par le fait qu'il n'existe pas d'installations adéquates pour héberger davantage de personnel. Reconnaissant que ces chiffres sont insuffisants pour maintenir efficacement l'ordre dans le Nord et tenant compte des limitations budgétaires du GdM, des projets de réhabilitation bilatéraux sont en cours d'exécution. Le Gouvernement a indiqué qu'il a l'intention de recruter en 2016 1000 policiers et 1000 gendarmes supplémentaires qui seront déployés au fur et à mesure que des installations adéquates seront disponibles.
8. Avec des effectifs d'environ 6300 personnes dans l'ensemble du pays, la Police nationale exerce sa compétence dans les zones urbaines à haute densité et est chargée du maintien de l'ordre public et de la répression, de la protection des institutions, du contrôle des frontières, du renseignement et des fonctions de police judiciaire. Elle participe également à l'exécution des décisions de justice. Elle se compose de six services centraux, trois unités spécialisées et sept bureaux régionaux. La Police nationale ne respecte pas toujours les dispositions légales concernant la détention des suspects. Ses forces sont toutefois considérées comme étant d'une efficacité modérée mais ont besoin d'un appui sur le plan des moyens et du renforcement des capacités. En particulier, la Police ne dispose pas d'un système efficace de gestion des ressources humaines et sa procédure de recrutement manque de transparence. Ses capacités de formation souffrent de graves insuffisances en matière d'organisation, d'infrastructures, d'installations et de gestion. Le Projet commun vise à renforcer l'Ecole nationale de police, la Brigade d'investigations judiciaires (BIJ) et la Police technique et scientifique (PTS).
 - a. L'Ecole nationale de police occupe des terrains dédiés équipés de salles de classe, de terrains d'exercices et d'autres installations. Des programmes de formation sont fournis de manière régulière, y compris avec l'appui de la MINUSMA, de l'UNPOL, HCDH/MINUSMA Division des droits de l'Homme et de l'ONUDC, le PNUD et d'autres acteurs, comme l'EUCAP. L'Ecole a formé une moyenne constante d'environ 800 élèves par an et emploie environ deux douzaines de personnes, bien qu'il semble que ces rotations soient relativement peu appréciées par les officiers. L'Ecole travaille, avec un appui international, à la normalisation d'un certain nombre de programmes de formation. Toutefois la mesure dans laquelle ces programmes de formation sont coordonnés avec le centre de formation de la Gendarmerie demeure incertaine. L'Ecole ne dispose pas d'un budget officiel, mais seulement d'une ligne de crédit d'environ 8000 \$ par an. Il convient de relever qu'il existe des pratiques divergentes d'appui à la formation de la police, avec pour conséquence que les élèves reçoivent des indemnités journalières de montants différents selon qu'ils suivent une formation organisée exclusivement par l'Ecole nationale de police ou promue par l'EUCAP ou l'ONUDC. A l'avenir, celles-ci pourraient être coordonnées et déboucher sur une structure d'appui unique, voire même le remplacement des indemnités journalières par une politique cohérente pour la fourniture d'un hébergement aux élèves externes et d'installations de restauration améliorées à l'Ecole. Le commencement de la rénovation des locaux à travers la MINUSMA en mars 2015 constitue un bon début, mais les besoins en équipements persistent.

- b. La BIJ possèdent environ 50 agents à Bamako qui s'occupent aussi bien des litiges fonciers que du crime organisé et transnational. Les problèmes recensés incluent un manque important d'équipements (bien qu'il semble qu'il existe des ressources TI limitées) et de moyens de transport, ainsi que des locaux à usage de bureau inadéquats.
 - c. La PTS est installée dans l'enceinte de l'Ecole de police et se trouve dans un état relativement satisfaisant. Sa douzaine de spécialistes (basée à Bamako, il n'existe pas de personnel régional) est formée aux enquêtes sur les lieux des infractions, à la collecte et à la conservation des données d'identification et au relevé d'empreintes digitales. L'inexistence d'un cadre juridique adéquat et d'instructions internes définissant leurs rôles et missions a toutefois entravé leur efficacité opérationnelle. Bien que la PTS semble capable de fournir des prestations élémentaires de manière satisfaisante et possède des équipements de base, ses prestations sont rarement sollicitées par les enquêteurs ou par les magistrats au cours des procès. Lorsque la PTS a par le passé pris l'initiative de se rendre sur les lieux d'une infraction, il n'y avait souvent pas de procédure en place pour lui garantir un accès aux lieux. L'absence de registre national des empreintes digitales compromet plus encore la valeur probante des empreintes digitales relevées sur les lieux des infractions. Des réformes législatives nationales devraient définir le rôle des experts techniques dans le cadre des enquêtes sur les lieux des infractions, de la collecte des éléments de preuve, des prélèvements d'échantillons et de l'analyse scientifique. En ce qui concerne les équipements, la PTS possède un laboratoire disposant d'équipements de base, dont une unité d'analyse de téléphone cellulaire, un stock important et inutilisé d'équipements destinés aux enquêtes sur les lieux des infractions et un poste informatique du Système d'information de la police d'Afrique de l'Ouest (*Wapis*) pour la saisie des données sur la criminalité, bien qu'il semble que la saisie des données soit lente. Des modernisations régulières des équipements seront probablement nécessaires au cours de la durée de cinq ans du présent Projet, tout en tenant compte des besoins en matière de programmation pour la viabilité de tout appui fourni.
9. Comme la Police, dans une large mesure, la Gendarmerie, dont les effectifs comptent environ 5400 personnes, effectuent des missions d'investigations administratives et judiciaires et a pour mandat de garantir le maintien de l'ordre public. Toutefois, en raison de son statut quasi-militaire, des fonctions de défense du territoire lui sont souvent confiées et elle est susceptible de participer à des combats. Elle est également compétente vis-à-vis des forces armées dans le cadre des investigations judiciaires. Autrement dit, son Service d'investigations judiciaires (*SIJ*) peut enquêter sur toute infraction commise dans des locaux militaires ou impliquant des militaires. Les mécanismes prévus pour enquêter sur les actes de violence et de corruption commis par des forces de sécurité et punir de tels actes semblent relativement inefficaces et donnent lieu à peu d'enquêtes. Sa principale zone d'intervention correspond aux régions rurales mais, en pratique, elle est présente dans les centres urbains aux côtés de la Police, créant ainsi un chevauchement et une confusion entre les mandats et les responsabilités. La majeure partie du budget, des infrastructures et des salaires de la Gendarmerie est financée par le Ministère de la défense. La Gendarmerie est particulièrement impliquée dans l'appui aux activités des tribunaux (par ex. le transfert des personnes poursuivies) et dans l'exécution des décisions de justice. La nature militaire de sa force, à travers la formation dispensée, et la discipline militaire qu'elle impose sont considérées comme un atout essentiel sur le plan de la fiabilité. Une faiblesse apparente de la Gendarmerie tient à sa mobilité limitée due à un manque de moyens de transport. En outre, son budget a été jugé manifestement inadéquat, créant ainsi une insuffisance de moyens pour entretenir et renouveler ses infrastructures, son personnel et ses équipements. La formation est dispensée dans un centre de formation de la Gendarmerie nationale distinct de l'Ecole de police. Tout comme la DGN, la DGGN semble disposer de moyens de police scientifique de base d'un niveau satisfaisant. Outre l'assistance qu'elles reçoivent sur place, principalement des Français, elles envoient également 1 à 2 personnes par an au Bénin pour suivre une formation de police scientifique à l'école de formation de la GN béninoise. En matière d'équipements, la Gendarmerie possède le matériel de base nécessaire aux opérations de police scientifique et, en plus d'une équipe de police scientifique centrale à Bamako, elle dispose d'environ 20 agents régionaux de police scientifique au niveau des brigades. Leur système *Wapis* se trouve au commandement central de la Police judiciaire.
10. Une analyse des défis mutuels auxquels sont confrontés chacune de ces institutions, ainsi que la situation existante postérieurement à l'Accord de paix, font apparaître un certain nombre de priorités. Il est probable que la plupart de ces priorités seront également reprises dans tout document futur de réforme du secteur de la sécurité nationale qui fait actuellement l'objet de discussions dans le cadre d'un groupe de travail multidisciplinaire.
- a. L'appui à la réforme des forces de l'ordre pour maintenir la stabilité devrait inclure davantage de formation et d'encadrement des institutions et une professionnalisation des forces de l'ordre à travers une formation

- de base et spécialisée, y compris une préparation au retour dans les zones reprises. Les institutions de formation devraient disposer de cours spécialisés assortis de certificats agréés, ce qui pourrait servir de base objective à la promotion d'un système neutre de planification de carrière pour les officiers de rang supérieur, intermédiaire ou subalterne. Ceci devrait déboucher sur un système plus objectif de recrutement, de formation et de promotion dirigé au niveau ministériel.
- b. Les officiers de police judiciaire, dit **OPJ**, concentrent l'essentiel du travail en liant les investigations à d'éventuelles poursuites, en tant qu'élément central du système judiciaire. Ce sont les OPJ qui établissent habituellement des rapports et prennent des décisions. Les OPJ doivent suivre une formation spécialisée tant au sein de la Police que de la Gendarmerie. Il y a généralement peu de délégation et une grande importance est accordée à la hiérarchie, ce qui signifie que le système est sujet à des blocages en cas d'absence d'un supérieur. Il est possible d'étendre la formation des OPJ afin de s'assurer qu'un plus grand nombre d'agents acquièrent les qualifications nécessaires.
 - c. La reconstruction de locaux et la fourniture d'équipements essentiels, tels que des véhicules et des outils de communication dans le Nord et l'ensemble du pays, constituent une priorité pour permettre le fonctionnement efficace des services de maintien de l'ordre et une coordination efficace entre les différentes agences. Par exemple, une évaluation récente de l'UNPOL a constaté que 83 officiers de police et 128 gendarmes à Gao avaient accès entre eux à trois véhicules anciens et que 62 officiers de police et gendarmes à Tombouctou avaient accès à une seule camionnette. Des systèmes d'information sur la criminalité et des « bases de données » rudimentaires liés à Interpol et l'OCS devront être davantage développés. Les besoins en équipements devront être méthodiquement coordonnés et enregistrés et des systèmes adéquats de gestion du matériel roulant et des équipements devraient être en place pour minimiser les appropriations illicites et garantir la viabilité.
 - d. Ces institutions ont chacune besoin d'un cadre juridique renforcé clarifiant leurs rôles et compétences mutuels et tenant compte du rôle des unités spécialisées, comme la PTS. Des procédures internes renforcées sont également nécessaires pour s'attaquer au manque de coordination et d'échange d'informations entre les unités spécialisées et, plus encore, entre la Police et la Gendarmerie proprement dites.
 - e. L'Accord de paix (articles 8(1) et 27 ; annexe 2) confère aux régions le pouvoir d'assurer le maintien de l'ordre local et la protection civile et envisage la création d'une force de police territoriale. Les autorités devront rédiger la loi créant la nouvelle force et définissant ses rapports avec les forces existantes.

Justice

- 11. Le corps judiciaire et le système judiciaire maliens sont in fine placés sous l'autorité du Ministère de la justice et des droits de l'homme (**MJDH**) et la Direction nationale de l'administration de la justice (**DNAJ**), ainsi que d'organismes de régulation tels que le Conseil supérieur de la magistrature (**CSM**) pour le corps judiciaire et l'Ordre des avocats pour les avocats.
- 12. Avant la rébellion de janvier 2012 et l'occupation ultérieure de la région par des groupes armés extrémistes, les institutions judiciaires et pénitentiaires fonctionnaient dans l'ensemble du Mali, à l'exception de Kidal. Le Ministère de la justice avait entrepris un Plan décennal de développement de la justice, mais les événements de 2012 ont interrompu ces réformes. Avec l'intervention menée par la France et la reprise par le Mali de la majeure partie de sa région Nord, ainsi que l'assistance de la MINUSMA, l'attention s'est à nouveau portée sur l'importance de la réforme de la justice. En 2014, le PNUD et la MINUSMA ont apporté leur soutien au Ministère de la justice et des droits de l'homme pour établir un nouveau rapport sur la réforme du secteur judiciaire et pénitentiaire (le **Rapport national SJP**). Le Rapport a mis l'accent sur six domaines prioritaires : consolider l'indépendance du corps judiciaire et sa gouvernance, stimuler le corps judiciaire et les autorités pénitentiaires, renforcer la protection des droits de l'homme à travers le système judiciaire, moderniser l'organisation des tribunaux et la gestion du personnel, accroître l'accès à la justice, et mettre en place un système pénitentiaire efficace conforme aux droits des détenus. En avril 2015, le nouveau Ministre de la justice a reçu le Rapport et consultera les acteurs clés maliens et les partenaires internationaux afin de finaliser un plan stratégique et opérationnel sur 5 ans, le Plan d'urgence. Le présent Projet commun repose sur les constatations du Rapport national SJP et sera harmonisé avec le Plan d'urgence.

13. Tout autant que d'autres secteurs, le système judiciaire souffre de problèmes de mauvaise gouvernance et liés à la fragilité des institutions. Le budget du Ministère de la justice représente seulement 0,7 % du budget national et 60 % des fonds sont affectés au système pénitentiaire. Selon les estimations, ce montant ne couvre que 25 % des besoins et est par conséquent insuffisant pour exploiter un système entièrement opérationnel, ce qui explique que le respect de la légalité n'est garanti que de manière limitée par le système. Des administrateurs qualifiés disposant de compétences techniques et capables de gérer le système et ses spécialistes constituent un besoin essentiel du MJDH. Le caractère inadéquat du crédit budgétaire entraîne également l'insuffisance des équipements du personnel de la justice, dont la papeterie, les moyens de transport et les documents de référence.
14. Le Mali est un pays de droit civil dont le système juridique est basé sur le modèle français. Le droit national n'est habituellement appliqué que dans les zones urbaines, en raison des difficultés du système à couvrir les régions rurales. Le système comprend une grande variété de tribunaux. En commençant par la Cour suprême sise à Bamako, il comprend également à l'heure actuelle trois Cour d'appel et Cour d'assises à Bamako, Kayes et Mopti, et des Tribunaux de première instance. Divers tribunaux sont des juridictions spécialisées, comme les tribunaux de commerce, les conseils de prud'hommes, les tribunaux pour enfant et les tribunaux militaires et, tout récemment, un tribunal spécial compétent pour juger les actes de terrorisme. Des investigations sont lancées lorsqu'un membre de la Police judiciaire ou un magistrat du ministère public est informé de la commission d'une infraction. Les officiers de Police judiciaire effectuent les investigations et collectent les éléments de preuve sous la direction du magistrat du ministère public qui décide ensuite de poursuivre ou non les personnes identifiées par l'enquête, ainsi que de la gravité de l'infraction commise. Les infractions doivent être soumises à un magistrat instructeur, afin que l'enquête soit achevée. Le magistrat instructeur a le pouvoir de réunir des éléments de preuve, de convoquer des témoins ou d'ordonner la communication de documents et de délivrer des mandats de perquisition. Si le magistrat estime qu'il existe des preuves suffisantes pour justifier une condamnation, l'affaire peut être transmise à la chambre d'accusation d'une Cour d'appel qui procède à son examen et peut la renvoyer pour jugement à la Cour d'assise, aux Tribunaux de première instance ou aux Juges de paix. Ces procédures soulignent la nécessité de lignes de communication opérationnelles entre les forces de l'ordre et les systèmes judiciaires.
15. En raison de la crise, depuis le milieu de l'année 2015, seulement 65 % du personnel judiciaire et pénitentiaire prévu est déployé dans le Nord du Mali. Malgré des décrets nommant à nouveau des magistrats dans les différents tribunaux, seulement 7 tribunaux et parquets sur 12 et 7 prisons sur 12 ont rouvert. Néanmoins, ceci constitue un progrès par rapport à la situation existant en 2013, le personnel judiciaire et pénitentiaire retournant dans le Nord malgré de graves inquiétudes concernant leur sécurité. Cette tendance est censée aider à lutter contre le nombre exceptionnellement élevé de détenus actuellement en détention provisoire. Les Nations Unies continuent à soutenir le Ministère de la justice dans le cadre du déploiement d'agents supplémentaires des services judiciaire et pénitentiaire.
16. L'absence de surveillance combinée à de institutions judiciaires faibles et à un système de contrôle manquant de moyens opérationnels constitue également un obstacle majeur à l'accès à la justice, ce qui demeure une difficulté de taille, bien que le gouvernement malien en ait fait une priorité depuis 2000. Avec le CSM, à qui il appartient de s'assurer de la bonne administration de la justice dans l'ensemble du corps judiciaire, l'Inspection des services judiciaires (ISJ) est chargée de la surveillance. Leur tâche est entravée par des problèmes de mobilité et de faibles capacités institutionnelles. Il existe un Institut national de formation judiciaire (INFJ) qui sert de base à des cours de formation bénéficiant d'un appui international. Des partenaires internationaux comme le Canada et l'Union européenne ont indiqué qu'ils renforceraient l'INFJ au moyen de conseillers ciblés qui aideront au développement de programmes de formation normalisés. Toute formation de renforcement des capacités soutenue par les Nations Unies sera coordonnée par l'intermédiaire de l'INFJ.
17. Lors d'une récente étude de perception financée par les Pays-Bas (Hiil), 30 % des Maliens interrogés ont indiqué avoir eu un problème lié à la justice au cours des quatre dernières années et 23 % ont renoncé à chercher une solution. Les crises nationales, y compris le conflit de 2012, ont dégradé le sentiment de sécurité de la population et des études ont montré que les injustices auxquelles il n'est pas remédié constituent un catalyseur de violence future et de défiance vis-à-vis des autorités (Rapport sur le développement dans le monde 2011 : conflit, sécurité et développement, Banque mondiale).
18. Il existe au Mali un Ordre des avocats regroupant environ 350 avocats agréés, dont 26 avocates, qui s'occupent principalement d'affaires commerciales et représentent leurs clients devant les tribunaux lorsqu'ils sont rémunérés. Etant donné qu'il n'existe pas de système de bénévolat, le Gouvernement malien a décidé à travers la Loi relative à l'assistance judiciaire de créer des Bureaux d'assistance judiciaire dans les tribunaux inférieurs ; les tribunaux de première instance et les Juges de paix à compétence étendue (JPCE), en reliant les

Bureaux à certains tribunaux, et non pas à tous. Malgré des efforts visant à améliorer l'accès élémentaire des citoyens à la justice, il manque encore un système national et accessible d'aide judiciaire. Le Mali possède une société civile dynamique et un certain nombre d'ONG et d'OSC fournissent une assistance et des conseils juridiques par l'intermédiaire d'assistants juridiques, dans diverses parties du pays. Les assistants juridiques et les centres juridiques se sont révélés être des alternatives essentielles pour fournir des services de base en matière d'accès à la justice. Toutefois, les assistants juridiques n'ont pas le droit de représenter des clients dans le cadre d'audiences pénales et, par conséquent, ne peuvent remédier aux violations du droit constitutionnel à un avocat.

19. Il est nécessaire de regrouper les ressources disponibles pour optimiser l'assistance judiciaire aux citoyens du Mali, ce qui inclut l'Ordre des avocats, les avocats des ONG, les assistants juridiques et les centres juridiques pour la fourniture d'une assistance et de conseils juridiques. Ces efforts collectifs devraient faire l'objet d'un suivi par une autorité indépendante d'assistance judiciaire afin de garantir une coordination adéquate et un accès à l'ensemble des indigents et pour contrôler la qualité des services d'assistance judiciaire.
20. D'autres obstacles à l'accès à la justice comprennent le grand éloignement des tribunaux les plus proches, le faible nombre des institutions de justice officielles opérationnelles, le faible niveau de confiance des citoyens, les frais de contentieux élevés et la lenteur des procédures judiciaires. Par conséquent, les gens sont susceptibles d'accorder une confiance supérieure aux mécanismes traditionnels de règlement des litiges pour résoudre leurs différends, dans la mesure où ils sont souvent plus rapides. Les pratiques coutumières, telles que les versions locales de la Sharia ou autres coutumes traditionnelles, tendent à prévaloir dans les régions rurales. Etant donné que la population du Mali est musulmane à 90 %, de nombreux aspects de la vie familiale, tels que les successions et les mariages, sont basés sur des pratiques locales de la loi islamique.

Services pénitentiaires

21. Les établissements pénitentiaires du Mali sont gérés par la Direction nationale de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée (DNAPES) du MJDH. Il existe 59 centres de détention et 53 établissements pénitentiaires à travers le pays, y compris deux centres spécialisés pour les femmes et les mineurs et quatre centres agricoles. La DNAPES dispose d'environ 700 agents pénitentiaires spécialisés devant faire face à une population carcérale d'environ 6000 personnes dans l'ensemble du pays (dont la vaste majorité est détenue dans le Sud). Le système pénitentiaire est confronté à de nombreux défis, y compris une surpopulation extrême, un manque de politiques de ségrégation et de sécurité et un manque de formation du personnel correspondant aux besoins d'un système pénitentiaire civil moderne. Le Rapport national SJP a mis en avant des textes de base à examiner et adopter pour garantir le fonctionnement efficace du système pénitentiaire. Environ 60 % du budget du Ministère de la justice est affecté aux établissements pénitentiaires, mais ceci n'est pas suffisant pour faire fonctionner le service pénitentiaire. Par conséquent, il est nécessaire que la DNAPES possède son propre budget approprié.
22. Les infrastructures pénitentiaires étaient déjà dans un état déplorable au début de la crise ; exacerbant la situation, les prisons ont fait partie en 2012 et 2013 des premières cibles des groupes armés qui les ont mises à sac et pillées. Les mesures préventives prises à l'époque, pour transférer les détenus des centres pénitentiaires de Gao, Tombouctou et Rharous à Bamako et Mopti, ont à ce jour encore des répercussions. Pour s'attaquer à certains de ces problèmes, il a récemment été procédé à une importante réhabilitation de certaines prisons à Gao et Tombouctou par le PNUD, et l'UE réalisera des améliorations supplémentaires dans les établissements du Sud.
23. La surpopulation dans la Maison centrale d'arrêt de Bamako (MCA) et dans d'autres établissements pénitentiaires dans les différentes régions a été reconnue comme constituant une préoccupation majeure. Au milieu de l'année 2015, la MCA, qui abrite les détenus particulièrement dangereux, contenait 1800 détenus dans des installations construites pour 400, dont plus de 1000 personnes en détention provisoire. Les détentions prolongées sont courantes en raison du lent traitement des affaires et d'un manque de représentation par avocat. En général, les conditions de détention ne sont pas conformes aux normes minimums. Par exemple, les détenus dorment tour à tour sur les lits en raison d'un manque d'espace de couchage et les sanitaires ne sont pas suffisants. Ces conditions créent un environnement propice au recrutement par les extrémistes et il sera nécessaire, pour résoudre ce problème, de bien appréhender la population carcérale à travers des évaluations des risques et des stratégies pour gérer certains groupes de détenus de manière appropriée. Il existe également une insuffisance de mesures visant à prévenir le récidivisme, et les programmes de libération sont soit déficients, soit sous-utilisés. La situation est davantage aggravée par le manque d'efficacité du système de justice pénale, dont les enquêtes inefficaces ou retardées, l'utilisation limitée des dispositions et mécanismes

- de libération provisoire, les pratiques inefficaces de gestion des affaires, les ressources limitées au sein du ministère public et du corps judiciaire, le manque ou l'utilisation limitée de procédures d'urgence et les pratiques inappropriées en matière de prononcé des peines. Il n'y a que peu ou pas d'activités et de programmes professionnels, éducatifs ou de réadaptation pour permettre l'intégration efficace des détenus dans la société et sur le marché du travail après leur libération.
24. Les détenus ont droit à un avocat de leur choix ou à un avocat commis d'office, s'ils sont indigents, mais une pénurie d'avocats, en particulier en dehors de Bamako et de Mopti, les empêche souvent d'y avoir accès. Au milieu de l'année 2015, les détenus ordinaires avaient promptement accès aux membres de leurs familles, mais les autorités refusaient les visites familiales et l'assistance judiciaire aux militaires et officiers de police détenus dans le camp militaire de Kati.
 25. La loi dispose que les détenus mis en examen doivent être jugés dans le délai d'un an, mais les détentions provisoires prolongées demeurent un problème. Les longues procédures régissant les procès, ainsi que le grand nombre des détenus, le manque d'efficacité, l'impossibilité de transporter les détenus à leurs audiences, la corruption et la pénurie de personnel sont autant de facteurs qui contribuent au problème. Il semble que les détenus demeurent parfois en prison pendant des années avant que leur affaire ne soit jugée.
 26. En sus des problèmes en matière d'infrastructures structurelles, les équipements tels que les véhicules et les ordinateurs sont inadéquats et ne répondent pas aux besoins élémentaires des détenus, tels que l'eau courante et l'électricité. Il n'existe pas, pour le personnel carcéral, de formation continue et institutionnalisée comprenant un programme actualisé, ni de procédure de recrutement fondée sur les qualifications et les compétences et assorties de primes de risque. Le personnel n'a que peu ou pas de qualifications en matière de gestion des populations carcérales et possède une capacité limitée pour faire face à des troubles.
 27. Le centre de détention de Bollé à Bamako est la seule prison qui respecte certaines normes carcérales minimums pour les femmes détenues. Dans d'autres villes, les femmes sont détenues dans des lieux qui n'ont pas été conçus pour accueillir des femmes détenues. Dans un grand nombre de ces établissements, les femmes sont incarcérées avec les hommes, dans la même enceinte possédant des ailes séparées pour les hommes et les femmes. Les filles mineures vivent dans les mêmes cellules que les femmes adultes. Il existe un manque de personnel féminin pour s'acquitter des tâches de sécurité et de surveillance dans les établissements féminins. Au milieu de l'année 2015, la prison pour femmes de Bollé contenait 143 détenues adultes dont 34 détenues condamnées et 109 en détention provisoire, et 63 mineures dont 6 condamnées et 57 en détention provisoire. Les adultes et les mineures sont placées dans les mêmes cellules et certaines femmes vivent avec leurs nourrissons dans les cellules. La grande majorité de leurs affaires concernent des infanticides et abandons d'enfant. L'une des causes de cette situation est l'absence de loi en matière d'interruption de grossesse légale et sans danger pour des raisons culturelles et du fait des lois en matière d'adoption. D'autres femmes ont été arrêtées pour la commission d'infractions violentes au sein de leur famille, comme le meurtre de leurs maris, coépouses ou maîtresses, et d'autres encore ont été arrêtées pour des atteintes aux « bonnes mœurs », comme la prostitution. Les femmes détenues sont confrontées à des problèmes similaires d'accès insuffisant à l'assistance judiciaire et aux avocats et de détention prolongée sans procès. La MINUSMA travaille actuellement sur un projet visant à améliorer les conditions carcérales à Bollé, comme l'accès à de l'eau propre, la remise en état des espaces habitables, et à séparer les mineures des adultes.

Egalité des sexes et autonomisation des femmes dans le secteur de la justice

28. Les femmes représentent 50,4 % d'une population de 14,5 millions de personnes, et environ 78 % des femmes vivent dans des zones rurales. En 2010, le taux d'alphabétisation du Mali était de 29,1 %, et de 41,6 % pour les hommes et 18,8 % pour les femmes. La crise de 2012 a eu un grave impact sur les droits, la sûreté et la sécurité des femmes et des filles, des groupes armés dans les trois régions du Nord ayant commis de graves atteintes aux droits des femmes, telles que des flagellations et des lapidations, des mariages forcés, des violences sexuelles, la réduction en esclavage, et la restriction de leurs mouvements et de leur participation à la vie sociale et économique. Ces infractions témoignent de la mauvaise condition de la femme dans la société malienne, dans la mesure où les femmes continuent à souffrir de graves formes de violence sexiste qui sont tolérées et acceptées, et d'un statut profondément marginalisé dans la société malienne.
29. Bien que le Mali possède un cadre juridique garantissant les droits fondamentaux des femmes, tel que la constitution et le code de procédure pénal, les femmes sont confrontées à des obstacles particuliers pour accéder aux tribunaux et aux services juridiques, tels que la discrimination institutionnelle, des honoraires d'avocat hors de leurs moyens, l'éloignement, des procédures de longue durée et l'analphabétisme. Il existe une

sensibilisation insuffisante des femmes au droit, dans les zones rurales, et la connaissance par les hommes des droits légaux des femmes est médiocre, de même que l'accès à la justice qui est nécessaire pour permettre aux femmes de vaincre la discrimination fondée sur le sexe aux niveaux institutionnel et communautaire et pour acquérir les nombreux droits qui leur sont accordés par le droit malien. Le manque de développement des femmes au Mali peut être attribué à la persistance des lois discriminatoires, à la discrimination au sein de la famille, aux violences contre les femmes, et à l'accès limité à l'éducation, à l'emploi, aux postes de décision, à la propriété, à la santé et à la justice. Les autorités ont reconnu l'importance de concevoir des initiatives de justice pour les femmes dans les contextes politiques, économiques et sociaux affectant le progrès des femmes et des filles au Mali.

30. Le manque de connaissances et la déconsidération qui y est associée ont entraîné une importante sous-déclaration des affaires de violence sexiste. L'*International Medical Corps* a déclaré que dans deux districts de Tombouctou, en 2013-2014, seulement 3 % des femmes qui avaient demandé une aide médicale au titre de violences sexistes avaient ensuite déposé plainte (Bulletin humanitaire de l'OCHA, février-mars 2015). Peu de progrès ont été accomplis en ce qui concerne les 80 plaintes pénales relatives à des violences sexuelles prétendument commises par des membres de groupes armés qui ont été déposées par des organisations locales de défense des droits de l'homme en novembre 2014. Vingt-quatre autres dossiers déposés par des ONG demeuraient en cours d'examen au Tribunal de première instance de Tombouctou en raison de retards procéduraux dans le cadre du transfert de dossiers à Bamako.
31. En raison du nombre négligeable d'affaires de violences sexuelles liées au conflit (VSLC) et de violences sexuelles et sexistes (VSS) qui a été traité par le système judiciaire, des efforts de lutte contre l'impunité des auteurs de violences sexuelles liées au conflit et autres infractions sexistes doivent inclure le renforcement de l'état de droit et des capacités des systèmes judiciaires civil et militaire à s'attaquer aux violences sexuelles. Les réformes du secteur de la justice devraient mettre l'accent sur le soutien aux autorités nationales dans le cadre des réformes législatives, et sur la formation et la sensibilisation de la police, des procureurs, des juges et des magistrats sur la question des violences sexuelles, y compris la formation d'un plus grand nombre de magistrats et d'avocates. Il existe un besoin accru de s'assurer que les survivants ont accès à des services médicaux, de traitement du VIH, psychologiques, juridiques et autres services multisectoriels. Les institutions nationales et les réseaux locaux de la société civile travaillant avec le secteur de la justice doivent être renforcés, en particulier dans les systèmes de santé, judiciaires et de protection sociale, de manière à fournir une assistance durable aux victimes. Enfin, la fourniture d'indemnisations aux survivants et à leurs familles mérite considération, en particulier les approches multisectorielles plutôt que purement judiciaires.
32. Le Gouvernement du Mali a adopté une Politique nationale en faveur de l'égalité des sexes (2010) et un Plan d'action national sur les violences sexistes (à présent arrivé à échéance) dont le but principal est de renforcer l'état de droit en promouvant et protégeant les droits des femmes et de s'attaquer aux violences sexistes, y compris par un appui juridique. En juin 2015, il a adopté un Plan national d'exécution de la résolution du Conseil de sécurité 1325 (le PNE 1325), élaboré à partir des enseignements du passé, des projections relatives à l'évolution du contexte national, et des perspectives de paix et de sécurité résultant de l'accord malien pour la paix et la réconciliation. Le domaine de priorité I concerne la prévention des conflits et des violences sexistes liées aux conflits armés dans le but de renforcer la participation des femmes dans la prévention et la gestion des conflits armés ; de renforcer la capacité des parties prenantes institutionnelles et communautaires à prévenir les violences sexistes ; et de respecter des droits des femmes. Le domaine de priorité II concerne la protection et la réadaptation des survivants dans le but de renforcer les mécanismes légaux de lutte contre l'impunité des auteurs de violences sexistes liées aux conflits armés ; d'améliorer et renforcer les mécanismes d'encadrement et de protection des survivants de violences sexistes liées aux conflits armés et d'améliorer la participation des femmes dans le secteur de la défense et de la sécurité.
33. Il est nécessaire de développer et de renforcer une réponse intégrée, à l'échelle du système tout entier, aux incidents de violence contre les femmes, incluant les éléments essentiels suivants : les soins, le soutien et l'autonomisation des victimes/survivants ; la protection et la justice ; et la coordination du système pour garantir une couverture universelle de celui-ci dans l'ensemble des régions et son accessibilité à l'ensemble des femmes. Toutefois, le Projet commun s'appuiera sur des projets et initiatives existants mis en œuvre par des autorités étatiques et des OSC, y compris ceux de l'Association des juristes maliennes et du Centre d'écoute et d'orientation de l'ONG Ya-G-Tu, et les renforcera.

Droits de l'homme et justice transitionnelle

34. La crise de 2012 a entraîné de graves violations des droits de l'homme, notamment des meurtres, des actes de torture, des traitements cruels et inhumains, le recrutement d'enfants, et des atteintes à la liberté d'expression, de religion et d'enseignement, entre autres. La violence sexuelle a été systématiquement utilisée par les groupes armés dans le but de punir, d'intimider et de réduire en esclave les femmes et les filles.
35. Du fait de la crise, les institutions étatiques se sont également vidées, y compris les institutions de l'état de droit dans la région du Nord. L'impunité des auteurs de violations et d'infractions graves a continué à entraver le retour des autorités étatiques et a entamé la confiance de la population dans les institutions judiciaires et de maintien de l'ordre. Malgré la signature de l'accord préliminaire de Ouagadougou en juin 2013 et de l'Accord de paix en juin 2015, les conditions de sécurité et la situation des droits de l'homme au Mali sont demeurées précaires en raison d'affrontements persistants entre des groupes armés et d'attaques terroristes, ainsi que d'affrontements intercommunautaires dans les trois régions du Nord de Kidal, Gao et Tombouctou.
36. Malgré la signature de l'Accord de paix de 2015, la sécurité dans la région du Nord a continué à se détériorer du fait de la résurgence des combats entre groupes armés, de l'émergence de nouveaux acteurs armés dans la région antérieurement pacifique de Mopti, d'attaques terroristes, y compris contre les établissements et le personnel des Nations Unies, et de la pose croissante de mines sur les routes. Ceci contribue à fragiliser les progrès accomplis pour rétablir les institutions de l'état de droit dans le Nord et la justice transitionnelle à la suite des élections démocratiques de juillet et octobre 2013. Les détentions illégales et arbitraires, les traitements cruels et inhumains, les exécutions sommaires, les exécutions systématiques lors d'attaques terroristes et les assassinats ciblés persistent. En sus des violations persistantes, les mesures de renforcement de la confiance de l'accord de Ouagadougou ont entraîné le retour dans leurs régions d'un certain nombre d'auteurs de graves violations des droits de l'homme, ce qui a eu pour effet de compromettre les efforts déployés en faveur de la justice et suscité de graves inquiétudes concernant la protection des victimes et témoins, ainsi que des autorités judiciaires qui s'efforcent de mettre fin à l'impunité.
37. Le 16 janvier 2013, le procureur de la CPI a officiellement ouvert une enquête concernant des infractions prétendument commises sur le territoire du Mali depuis janvier 2012 à la suite de l'examen préliminaire de la situation au Mali à laquelle le Bureau procédait depuis juillet 2012, après avoir été saisi de la situation par le Gouvernement du Mali le 13 juillet 2012. En mars 2014, l'Assemblée nationale malienne a adopté une loi créant une Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR). L'article 46 de l'Accord de paix a préconisé son opérationnalisation. L'Assemblée a également créé une haute cour de justice pour juger les personnes suspectées de s'être rendues coupables de trahison et d'infractions au cours de leurs mandats.
38. Les tentatives visant à s'attaquer au problème de l'impunité ont été lentes et n'ont que peu avancé. En mars 2014, le Gouvernement a ouvert une enquête sur la disparition forcée de plus de 20 soldats en avril 2012, mais peu de poursuites ont été engagées au titre d'autres affaires de disparition forcées. En novembre 2014, six organisations de la société civile ont déposé une plainte auprès du Tribunal de première instance de la Commune III de Bamako au nom de 80 victimes de viols et de violences sexuelles commis par des groupes armés au cours de l'occupation du Nord en 2012 et 2013. L'Equipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit (EE) se coordonnera avec le Projet commun pour faciliter l'enquête et le traitement de ces affaires.

2. Raison d'être : un projet commun des Nations Unies

39. Il existe un besoin clair et urgent d'investir dans les secteurs de la justice et de la sécurité au Mali pour renforcer la dynamique créée par l'Accord de paix et s'assurer que les avancées réalisées vers une réconciliation et un développement durables ne sont pas compromises. Ceci a été indiqué de manière explicite dans les évaluations conduites par le Mali et effectuées par les experts des Nations Unies qui ont débouché sur l'élaboration du présent Projet commun et correspond au sentiment exprimé par les interlocuteurs nationaux de tous niveaux.
40. Conscientes de la nécessité de renforcer l'assistance collective des Nations Unies en ce qui concerne l'état de droit, en mettant tout particulièrement l'accent sur les approches conjointes dans les activités policières, judiciaires et pénitentiaires, les Nations Unies accordent une place croissante à l'initiative « Unis dans l'action ». Pour ces raisons, le Projet commun sera mis en œuvre dans le cadre d'un dispositif connu sous le nom de Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires de promotion de l'état de droit au lendemain de conflits et d'autres crises (CMC), qui vise à fournir une réponse de qualité aux demandes des pays en crise à travers des stratégies et une programmation communes, et qui permet aux partenaires des Nations Unies de fusionner leurs capacités et ressources techniques pour faciliter le

développement d'un secteur de l'état de droit tenant compte de la problématique hommes-femmes et axé sur les droits de l'homme.

41. Au Mali, les partenaires CMC sont la MINUSMA (affaires judiciaires et pénitentiaires, l'UNPOL, et la Division des droits de l'Homme), HCDH, le PNUD, l'ONUSDC, UNMAS et l'ONU Femmes, réunissant des structures spécialisées des Nations Unies, comme l'Equipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit (EE). L'avantage unique qu'offre ce dispositif consiste notamment à associer l'expertise de la mission en matière policière, judiciaire, pénitentiaire et de droits de l'homme, ainsi que d'exécution et d'opérations sur le terrain, à l'appui du PNUD, de l'ONU Femmes et de l'ONUSDC au développement et à la programmation à long terme. Il permet également aux moyens combinés de ces entités des Nations Unies de fournir une couverture nationale, y compris dans les régions les plus éloignées et instables du Nord. En s'appuyant sur plus de 200 experts en matière policière, judiciaire, pénitentiaire, de droits de l'homme et d'égalité des sexes,¹ les Nations Unies sont les mieux à même de fournir un appui au Gouvernement du Mali dans le cadre de ses efforts de renforcement de l'état de droit.
42. A Bamako, le groupe de la CMC réunit un groupe thématique sur la justice et l'état de droit, une structure déterminante pour garantir une approche coordonnée et concertée d'appui au secteur judiciaire, qui inclut l'ensemble des donateurs clés, ainsi que la participation active du MJDH. D'autres activités conjointes au Mali ont inclus un appui catalyseur à la Brigade des stupéfiants, la fourniture de services conjoints de renforcement des capacités et de formation à la Police, et le développement actuel d'un projet commun d'appui à une Unité spécialisée du ministère public chargée des affaires de terrorisme et de crime organisé.
43. Par conséquent, le Projet commun fournit un front unifié et un point d'entrée unique aux interlocuteurs nationaux et aux partenaires techniques. Il sera exécuté par une équipe de projet et une structure de gestion coordonnées et conjointes. Il bénéficiera des ressources combinées, de l'expertise et des avantages comparatifs d'entités spécialisées des Nations Unies, à savoir :
 - a. **La MINUSMA.** Elle est mandatée par le Conseil de sécurité pour fournir un appui déterminant en matière de sécurité et de stabilisation, pour favoriser la restauration de l'autorité de l'Etat dans l'ensemble du Mali et stabiliser les zones clés, en particulier le Nord. La Mission dispose d'une vaste expertise politique et technique, en particulier en matière policière, judiciaire, pénitentiaire et de droits de l'homme, est très présente sur le terrain dans l'ensemble du pays, y compris dans les régions les plus éloignées et instables, possède une bonne connaissance du secteur et peut s'appuyer sur des relations existantes de confiance avec les Ministères de la justice et de la sécurité interne. Elle est chargée de la fourniture d'un appui pour reconstruire les secteurs maliens de la sécurité et de la justice, de la promotion et de la protection des droits de l'homme et de faciliter l'application des dispositions clés de l'Accord de paix.
 - b. **Le PNUD.** Il fournit une approche à long terme en matière de développement et une expertise technique dans le cadre des actions liées à l'état de droit. Il a de même établi des relations de confiance avec les Ministères de la justice et de l'intérieur et possède une grande connaissance du secteur provenant de projets antérieurs et de sa présence sur le terrain avant la crise. En outre, le PNUD apporte une expertise de longue date en matière de gestion des projets, ce qui lui permet de gérer le Projet en qualité d'agent d'administration, en exécutant les opérations courantes et en gérant les fonds.
 - c. **L'ONUSDC.** Il est le gardien de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de ses protocoles, de la Convention des Nations Unies contre la corruption, ainsi que de différents instruments internationaux concernant le contrôle de la drogue et la lutte contre le terrorisme. Il dispose d'une expertise pour aider les Etats membres à s'attaquer au crime organisé et aux activités connexes de trafic illicite et de terrorisme à travers des services consultatifs en matière de législation, de justice pénale et de maintien de l'ordre, une assistance technique et la promotion d'une coopération régionale et internationale.

¹ Y compris, à compter de juillet 2015, 47 experts en matière judiciaire et pénitentiaire (37 fonctionnaires et 10 personnes mises à disposition par le gouvernement), 188 officiers de police déployés et 68 spécialistes des droits de l'homme au sein de la Mission, ainsi que plus de deux douzaines d'experts en matière d'égalité des sexes et d'experts en développement.

d. **L'ONU Femmes.** Elle est le leader mondial en matière de sensibilisation et de fourniture d'un appui technique aux gouvernements pour l'accélération des mesures et politiques concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Au Mali, l'ONU Femmes a depuis longtemps développé des partenariats avec des institutions clés chargées de la justice et de la sécurité et leur a fourni un appui pour accroître l'accès des femmes à la justice et promouvoir un système judiciaire réactif qui défend l'égalité des droits, des chances et de la participation des femmes. Le Projet commun tirera parti du rôle de l'ONU Femmes en tant que diffuseur de connaissances et d'expérience, en partageant les enseignements tirés en matière d'harmonisation des pratiques avec les orientations normatives, en particulier en ce qui concerne les liens entre le Projet commun et la politique mondiale et le travail intergouvernemental de l'ONU Femmes.

e. **Equipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit.** L'Equipe, basée dans le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général sur les questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit, a été créée par le Conseil de sécurité des Nations Unies en 2009 (CSNU 1888) pour diriger au niveau mondial la fourniture d'un appui technique aux gouvernements dans les situations de conflit et consécutives à un conflit afin de s'attaquer à l'impunité des auteurs de violences sexuelles liées aux conflits. Le DOMP, le HCDH et le PNUD assument le rôle d'entités codirigeantes de l'Equipe. Le Projet commun s'appuie sur l'engagement de l'Equipe au Mali et sera renforcé davantage par l'engagement du Représentant spécial sur les questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit.

44. Le Projet commun contribue aux résultats 2, 3 et 4 de l'UNDAF (PNUD) qui visent à faciliter la restauration de la paix, de la sécurité et de la réconciliation, le rétablissement de l'autorité de l'Etat, et la protection des populations vulnérables, et est harmonisé avec le mandat de la MINUSMA et son Programme de travail annuel, en particulier en ce qui concerne l'application de l'Accord de paix et la promotion et la protection des droits de l'homme, le Programme de travail annuel du HCDH, le Descriptif de programme de pays du PNUD 2015-2019, le projet de l'ONUSD pour le renforcement des systèmes de justice pénale au Sahel 2013-2017, et le Plan stratégique de l'ONU Femmes. Il s'est efforcé de parvenir à une harmonisation étroite avec les plans nationaux qui sont actuellement en cours d'élaboration concernant la réforme des secteurs judiciaire et pénitentiaire, ainsi que la réforme du secteur de la sécurité, et avec le PNE 1325.
45. Au-delà de certains domaines spécifiques d'expertise fonctionnelle et technique complémentaire qui apporteront de la valeur ajoutée à travers une « pollinisation croisée » des axes de travail, il y a beaucoup à gagner en particulier en incorporant l'expertise spécialisée intégrée dans le contexte d'un Projet commun, comme l'ONU Femmes, l'ONUSD, UNMAS et le HCDH (via la section des droits de l'homme de la MINUSMA). Le cadre conjoint garantira une « impulsion » directionnelle plus harmonisée et cohérente de la part de l'ensemble des organismes d'exécution, ce qui sera particulièrement essentiel pour surmonter les obstacles politiques en cours d'exécution. Sur le plan opérationnel, cette approche maximisera l'accès et réduira les redondances dans le cadre des rapports avec les institutions nationales, ainsi qu'avec la société civile – une approche « d'économies d'échelle » qui, simultanément, réduira les coûts de transaction et renforcera l'efficacité lors de la préparation des attributions de subventions aux OSC partenaires, y compris en exploitant les listes de la société civile.
46. La présidence par les Nations Unies du groupe de coordination de l'état de droit, sa large couverture géographique et sa grande expertise en la matière témoignent toutes de son rôle essentiel dans le domaine de l'assistance à la promotion de l'état de droit au Mali. La force du Projet commun tient en particulier à sa capacité à réunir des expertises dans des domaines connexes mais transversaux lui permettant, par exemple, d'œuvrer au renforcement des liens entre la police et les magistrats, d'inclure le système pénitentiaire souvent négligé, et de rattacher l'ensemble de son travail à l'importance capitale de la stabilisation du pays à travers la paix et la sécurité. En outre, les Nations Unies sont en mesure de s'appuyer sur un vaste réseau régional représenté par des bureaux de pays diversifiés situés dans les pays voisins que sont le Sénégal, le Burkina Faso et le Niger, et sur les diverses initiatives régionales gérées par l'intermédiaire d'entités de la CMC, comme le Projet du Sahel de l'ONUSD sur le renforcement des systèmes de justice pénale.
47. Le Projet commun appuiera et complètera d'autres efforts d'aide internationale dans ce domaine, tels que l'Union européenne et son programme PAJM ou les donateurs bilatéraux comme le Canada qui s'efforcent de revitaliser le PRODEJ existant de longue date. En ce qui concerne les interventions de renforcement des capacités destinées aux forces de l'ordre maliennes, les Nations Unies ont conclu en août 2015 un accord de coopération avec l'EUCAP qui garantira que tous les programmes de formation seront conjointement planifiés, coordonnés et exécutés, évitant ainsi les redondances et maximisant les résultats. Un dispositif commun

d'information, de suivi et d'évaluation sera mis en place et garantira que le Projet commun demeurera sur la *bonne voie pour obtenir* les résultats escomptés et possèdera la flexibilité nécessaire pour s'adapter aux risques émergents. Par conséquent, l'approche de l'Unité d'action des Nations Unies dans le cadre du dispositif de la CMC exploitera les forces collectives pour contribuer à l'objectif global du Projet consistant à renforcer la paix et la réconciliation au Mali et à lutter contre les facteurs de conflit à travers un meilleur accès à la justice et le respect des droits de l'homme.

3. Stratégie du Projet

48. Le présent Projet commun a été élaboré sur la base de priorités nationales identifiées dans le Rapport national SJP, d'un examen sur dossier, d'une analyse des besoins actuels dans l'ensemble du secteur de l'état de droit, d'un état des lieux des interventions des autres acteurs et de consultations approfondies avec des interlocuteurs nationaux. Ces tâches ont été effectuées par une équipe de cinq experts de la CMC au Mali en mai 2015. Ultérieurement, il a été procédé à une évaluation des capacités et avantages comparatifs des Nations Unies pour répondre à certains besoins déclarés prioritaires aux termes d'une analyse des lacunes. En outre, un examen interne des interventions antérieures des Partenaires CMC dans le pays et la région a contribué à identifier les initiatives qui ont eu la plus grande efficacité. Par conséquent, certains aspects du Projet commun regrouperont et amplifieront certaines activités de projets antérieurs.
49. En tirant parti des avantages de leur approche conjointe, les Partenaires CMC renforceront les liens entre les secteurs de la justice et de la sécurité (par ex. en œuvrant au renforcement de la coopération entre la police judiciaire et les magistrats, en améliorant l'exécution des décisions de justice, en liant les experts légistes au processus judiciaire), et harmoniseront les approches fondées sur les droits de l'homme et tenant compte tenant compte de la problématique hommes-femmes avec l'ensemble des activités. Par conséquent, le Projet commun amplifiera les efforts visant à accroître la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la Police et la Gendarmerie, en particulier en ce qui concerne la facilitation de l'accès des femmes à la justice et leur sécurité.

Enoncé du problème

50. Un système d'état de droit insuffisamment efficace pour reconnaître et protéger les droits et besoins de la population, dont les femmes, les enfants et les personnes touchées par les conflits, attisant ainsi les conflits et les dissensions et sapant les efforts visant à instaurer les conditions nécessaires à un Etat malien viable, fondé sur la justice, la sécurité et les droits humains.

Obstacles au changement

51. Comme en témoigne l'analyse contextuelle ci-dessus, plusieurs obstacles compromettent la capacité des citoyens à accéder à des services de justice et de sécurité tenant compte de la problématique hommes-femmes capables de reconnaître et de protéger leurs droits, d'améliorer l'état de droit et d'empêcher les conflits au Mali :
 - des capacités administratives insuffisantes au sein des ministères de planification ;
 - une couverture insuffisante des acteurs chargés du maintien de l'ordre et de la justice dans l'ensemble du pays ;
 - des déficits de capacité au sein des institutions des secteurs de la justice et de la sécurité ;
 - un manque de contrôle institutionnalisé dans l'ensemble de la chaîne judiciaire et la corruption ;
 - des lacunes et des ambiguïtés dans les cadres juridiques et organisationnels ;
 - une coordination insuffisante entre les acteurs de la justice, de la sécurité et de la protection ;
 - une faible connaissance du droit et une confiance restreinte dans les institutions publiques ;
 - l'inexistence d'un système d'assistance judiciaire ;
 - un contrôle limité de la société civile ;
 - des plaintes en justice déposées de longue date ;
 - une impunité ressentie et réelle de grande ampleur, y compris pour les auteurs d'infractions graves.

Théorie du changement

52. Objectif. Le Gouvernement du Mali est capable d'instaurer et de préserver les conditions nécessaires à une société fondée sur l'état de droit, les principes d'égalité entre les sexes et les droits de l'homme de manière à parvenir à la réconciliation, la stabilité et la sécurité et à améliorer la confiance du public dans les institutions de l'état de droit.
53. Si (i) un environnement favorisant l'accès des citoyens à la justice et la protection des droits de l'homme est créé ; si (2) les institutions de maintien de l'ordre, judiciaires et pénitentiaires sont soutenues et fonctionnent de manière efficace ; si (3) la sûreté et la sécurité des femmes et des filles sont assurées et les inégalités sous-jacentes entre les sexes traitées dans le cadre de processus de justice informels et formels ; si (4) des mécanismes crédibles sont en place pour combattre l'impunité et la corruption ; et (5) s'il est parvenu à la réconciliation nationale et à l'établissement des responsabilités à travers des processus de justice transitionnelle accessibles à tous, les personnes, en particulier les populations touchées par le conflit, pourront alors avoir accès à leurs droits légaux et fondamentaux et améliorer leur sécurité et leur situation socio-économique, la société malienne fera confiance aux institutions de l'état de droit, et le Gouvernement malien sera en mesure de renforcer son autorité et sa présence dans les zones de conflit.

Analyse des résultats du projet

Résultat 1 : renforcement institutionnel des structures nationales de l'Etat de droit

54. En s'inspirant de la théorie du changement sous-jacente au Projet commun, il est essentiel de renforcer la capacité institutionnelle du GdM à fournir des services de justice et de sécurité de manière efficace et responsable pour améliorer la confiance du public. A cette fin, l'appui fourni ciblera les institutions clés du MJDH et des Mdi/DGPN/DGGN, tant centrales que territoriales, au niveau de leur capacité à administrer efficacement les acteurs de la chaîne pénale chargés du maintien de l'ordre et de la justice.
55. **Le fonctionnement efficace des Directions des services de maintien de l'ordre, du point de vue de l'appui aux OPJ, est assuré, et les capacités des fonctionnaires du MJDH à exercer leurs fonctions sont renforcées (1.1 et 1.3).** Pour professionnaliser la Police nationale et la Gendarmerie, ainsi que les acteurs de la justice et pour garantir leur capacité à fournir efficacement des services de justice aux citoyens maliens, il est absolument nécessaire que leurs ministères de tutelle possèdent les capacités requises pour administrer de manière efficace les différents systèmes. Comme cela est indiqué plus haut, le manque de capacités administratives adéquates constitue un défaut majeur du système dans sa globalité, comme en témoignent les scores de 32/100 et 38/100 concernant la gestion publique et l'intégrité de la fonction publique sur la Fiche d'évaluation de *Global Integrity* pour 2015.² Les crédits budgétaires insuffisants de ce secteur sont l'une des manifestations des faiblesses ministérielles – l'incapacité à calculer et formuler correctement les besoins et à plaider en leur faveur par l'intermédiaire des processus appropriés. La nécessité d'administrer les services de manière efficace requiert également une bonne aptitude à répertorier les équipements, à tenir compte de l'amortissement, à budgéter les coûts d'entretien et à répartir les ressources en fonction de besoins. Renforcer une telle aptitude au sein des ministères rassurera également les donateurs quant à la bonne utilisation de leurs dons.
56. Au sein des institutions, il est nécessaire d'examiner les MON et les directives internes afin de s'assurer que des MON appropriés sont en place, qu'ils respectent les normes internationales, qu'ils assurent l'uniformité de l'exécution d'une fonction particulière, et qu'ils sont utilisés pour respecter des exigences de conformité et mettre en œuvre des plans et politiques. La nécessité d'approches spécialisées en matière de violence sexuelle dans le cadre de réponses policières et globales a été reconnue. Il a été établi que la création de groupes de la problématique hommes-femmes au sein des principales institutions de sécurité était la manière la plus efficace d'intégrer cette problématique et de développer des politiques et plans opérationnels en tenant compte au niveau institutionnel. Des groupes spécialistes de la problématique hommes-femmes au sein du MJDH et de la Police nationale peuvent favoriser un changement d'attitude de la part de la population et encourager un meilleur signalement des infractions sexistes. De tels groupes de la problématique hommes-femmes fourniront une expertise spécialisée en la matière qui sera locale et disposera de ressources adéquates, et constitueront la source principale de conseils sur les questions d'égalité des sexes qui contribueront à améliorer les réponses apportées

² Voir <http://aig.globalintegrity.org>.

- aux affaires de VSS. Ils joueront également un rôle essentiel dans la communication et la collaboration accrues entre les acteurs clés du gouvernement et de la société civile en matière de justice pour les femmes.
57. Conformément à l'Accord de paix, le MdI devra également élaborer des plans pour la création de forces de police territoriales. Le Projet commun appuiera les contributions à ce processus pour s'assurer que des liens adéquats avec le secteur de la justice seront créés dès le départ. De même, le Projet appuiera les processus de consultation nationale sur le projet de document de la Réforme nationale des secteurs judiciaires et pénitentiaires afin de s'assurer qu'un consensus national aura été trouvé sur les priorités en matière de justice. Ces priorités nationales continueront naturellement à guider les priorités du Projet.
58. **Les mécanismes de contrôle centraux des enquêtes de police et des activités judiciaires sont renforcés (1.2 et 1.4).** L'une des conséquences de l'insuffisance de réformes administratives à ce jour est que les institutions de maintien de l'ordre et judiciaires pâtissent généralement de faibles salaires et d'une absence de définitions d'emploi claires et de recrutement basé sur les compétences. Les fonctionnaires n'ont pas à rendre compte de la qualité de leur travail, ce qui crée des conditions propices à la corruption. Il est important de s'assurer que des liens objectifs sont établis entre la qualité du travail et la rémunération à travers des évaluations qui sont objectives, rigoureuses et exhaustives, et perçues comme telles. Les services des ressources humaines doivent être en mesure d'identifier les besoins en formation et de fournir des programmes de formation répondant à ces besoins de manière efficace. Afin de favoriser la mise en œuvre efficace de la réforme de la fonction publique, une expertise particulière est nécessaire pour soutenir les capacités des ministères et services et faciliter leur compréhension d'une administration efficace et d'un service des ressources humaines fonctionnel. En outre, l'application du système de contrôle des fonctionnaires et des codes de déontologies nécessite un appui. Le bon fonctionnement des juridictions est censé être assuré par les services d'inspection respectifs de la Police, de la Gendarmerie et du corps judiciaire. De plus, le Conseil supérieur de la magistrature exerce théoriquement des fonctions de contrôle. Ces services doivent être renforcés afin de remplir leurs fonctions dans le but ultime d'améliorer le fonctionnement des régions. De même, en renforçant la compréhension par le public des services qu'il peut attendre des institutions publiques et de leurs coûts, et en créant des mécanismes pour réprimer les abus, la responsabilisation du système sera accrue.
59. **Le cadre national pour la mise en œuvre d'un système d'aide judiciaire est renforcé et un système national d'aide judiciaire est créé (1.5).** Le droit à l'assistance d'un avocat « dans tous les cas où l'intérêt de la justice l'exige » constitue un droit fondamental bien établi et si l'intéressé n'en pas les moyens, une telle assistance doit être fournie gratuitement. La fourniture d'une aide judiciaire est le devoir et la responsabilité de l'Etat, ce qui nécessite des dispositions législatives et réglementaires spécifiques et un système d'aide judiciaire complet qui soit accessible, efficace, viable et crédible, ainsi que l'affectation des ressources humaines et financières nécessaires. Bien que la constitution du Mali reconnaisse le droit à une aide judiciaire, il n'existe pour l'heure aucun système national. L'aide judiciaire est principalement régie par les dispositions législatives, mais les lois ne sont pas appliquées. En outre, les lois ne prévoient pas d'organisme national de contrôle susceptible de coordonner l'ensemble des fournisseurs d'aide judiciaire et de leur délivrer un agrément. Une étude concernant « l'évaluation de l'accès à la justice au Mali » a été publiée en 2012 et ses principales recommandations demeurent valides. Il existe très peu d'avocats au Mali et, pour fournir une représentation par avocat adéquate, des efforts devraient être déployés pour encourager les étudiants en droit à choisir cette profession à travers une sensibilisation et la création de centres juridiques. Afin d'aider le Mali à créer un système d'aide judiciaire selon les Principes et directives des Nations Unies sur l'accès à l'aide judiciaire dans les systèmes de justice pénale, une évaluation du système indépendant d'aide judiciaire le plus crédible, abordable, accessible, efficace et viable devrait être effectuée. Idéalement, ceci devrait déboucher sur une stratégie et un cadre liés à l'évaluation. Une instance ou autorité indépendante d'aide judiciaire devrait être créée afin de coordonner et agréer les fournisseurs d'aide judiciaire de toute sorte, y compris les assistants juridiques.
60. **La législation clé existante est examinée et des lois prioritaires sont rédigées (1.6).** Le projet de Rapport national SJP a identifié une série de processus nécessaires d'examen législatif. En donnant la priorité à ceux qui concourent à la réalisation de son objectif global, le présent Projet propose de fournir un appui à certains de ces processus qui vont dans le sens d'autres réalisations prioritaires énoncées dans la présente section. Il est nécessaire d'adopter des lois tenant compte de la problématique hommes-femmes et susceptibles de s'attaquer aux inégalités endémiques sous-jacentes, accompagnées d'une campagne nationale de sensibilisation pour générer des débats et discussions sur des lois particulières concernant la violence sexuelle et le tribunal des affaires familiales. Le Rapport a également identifié un ensemble de lois archaïques sur les prisons/établissements pénitentiaires qui devraient faire l'objet d'un examen et donner lieu à l'adoption de

nouvelles lois pour professionnaliser le secteur pénitentiaire, en prévoyant, par exemple, que le personnel doit être recruté en fonction de ses qualifications et au mérite et que les droits des détenus doivent être respectés. De même, une mesure législative est nécessaire pour renforcer la protection des victimes et des témoins, adopter des dispositions appropriées en matière d'aide judiciaire et, d'une manière générale, réformer les codes pénal et de procédure pénale pour remédier à certains des insuffisances identifiées dans le cadre des présentes. Pour soutenir le processus d'élaboration des lois de la manière la plus efficace, il est proposé de créer un appui administratif aux comités d'élaboration des lois. Ceci permettra une orientation stratégique sur la systématisation et la démocratisation des méthodes d'élaboration des lois (contribuant ainsi aux efforts de réforme législative), tout en améliorant la coordination et la coopération entre les principaux acteurs de l'état de droit et de la société civile.

Résultat 2 : renforcement de la capacité opérationnelle à fournir des services de maintien de l'ordre et de justice

61. **La capacité des acteurs des services de maintien de l'ordre et de la justice à mener des enquêtes et à engager des poursuites en tenant compte de la problématique hommes-femmes, de manière efficace et conformément aux normes relatives aux droits de l'homme, est renforcée (2.1).** La population civile malienne continue de souffrir d'une augmentation des actes de violence et des violations graves des droits de l'homme (y compris la violence sexuelle) et, simultanément, de la lenteur des réponses gouvernementales pour lutter contre l'impunité. Pour accroître la confiance de la population et protéger les civils, il est impératif de s'attaquer à l'impunité croissante et à l'absence de responsabilité.
62. Depuis le début de la crise, les tribunaux n'ont traité que peu d'affaires graves liées au conflit, et aucune liée aux VSS, en raison d'un certain nombre d'obstacles et de difficultés. Le système juridique et judiciaire officiel dans le Nord ne fonctionne pas de manière optimale et il n'existe que peu de capacités institutionnelles pour enquêter sur les affaires graves, dont les VSS, et fournir un appui global aux survivants. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et ses partenaires ont récemment porté 80 affaires de VSLC devant les tribunaux maliens afin de remédier à cette lacune et des enquêtes sont en cours. Dans le projet de Rapport national SJP, le MJDH a érigé en priorité l'accès à la justice pour les femmes et les filles, en particulier pour les victimes de VSS. Tout appui doit commencer par l'essentiel et le Projet propose des équipements et un appui logistique modestes pour garantir le fonctionnement opérationnel des bureaux chargés du maintien de l'ordre et de la justice dans un ensemble restreint de lieux.
63. Une autre difficulté majeure tient au manque de capacités au sein des institutions judiciaires et de maintien de l'ordre du Mali pour obtenir des condamnations à l'aide de preuves scientifiques. Une évaluation de la criminalistique au Mali effectuée en janvier 2015 par l'ONUDC a constaté que la Police et la Gendarmerie possèdent toutes deux un petit nombre de techniciens de police scientifique qui semble disposer d'une solide formation de base et d'équipements destinés aux enquêtes sur les lieux des infractions, mais a déploré un manque constant de demandes de services de police scientifique de la part du corps judiciaire. Tout appui au renforcement de la police scientifique au Mali doit par conséquent s'attaquer non seulement à l'offre, mais également à la demande. Le présent Projet commun, grâce au regroupement des compétences et à ses partenaires, constitue un instrument utile pour relever ce défi. Un appui à tout effort de renforcement des capacités et de rééquipement sur le plan technique sera également fourni.
64. **La capacité des tribunaux à rendre la justice conformément aux normes internationales est améliorée (2.2).** La capacité des tribunaux dans les différents ressorts à fournir des services de justice efficaces est gravement compromise par les faibles structures de gestion des tribunaux, et se manifeste par l'absence de systèmes de gestion des affaires, un personnel insuffisamment formé au sein des greffes, et une mauvaise connaissance parmi le personnel des normes en matière de procès équitable et de respect de la légalité. Le Projet commun s'efforcera de résoudre ces problèmes à travers des exercices de renforcement des capacités et de tutorat avec le personnel des tribunaux. Un autre problème majeur correspond à l'exécution insuffisante des condamnations. Bien qu'ils soient institutionnellement rattachés aux parquets, les greffes veillent rarement à l'exécution des peines. Conformément aux préférences exprimées au niveau national, le Projet commun appuiera la création d'un service dédié à l'exécution des décisions au sein de certains parquets.

65. **Des liens sont établis entre la justice officielle et les processus traditionnels de règlement des litiges pour garantir des processus tenant compte de la problématique hommes-femmes et des résultats qui promeuvent les droits de l'homme (2.3).** Le Rapport national SJP a mis en avant une étude réalisée en 2014 (« *Hiil innovating justice* ») qui a constaté que les jeunes en particulier faisaient peu confiance au système judiciaire officiel et qu'il existait une préférence pour les processus traditionnels de règlement des litiges, par exemple à travers les chefs religieux et communautaires, les maires et les centres juridiques. Il a été recommandé que les avantages des mécanismes existants de règlement des litiges soient développés de manière à mieux répondre aux besoins de la population. L'étude a également mis en lumière les faiblesses des processus traditionnels de règlement des litiges, telles que le manque de connaissance des informations juridiques, le manque de transparence de la procédure et le déséquilibre des décisions au détriment des femmes. Le Rapport national SJP a reconnu les lacunes de la loi sur le statut personnel des femmes et l'opposition au sein de la population à une promotion progressiste des droits des femmes. Le dilemme entre l'adoption de droits de l'homme reconnus sur le plan international et des coutumes profondément enracinées doit être abordé à travers la conscientisation, des campagnes de sensibilisation et une stratégie de contrôle établissant des liens entre le système judiciaire officiel et les processus traditionnels, ainsi qu'un contrôle de la société civile.

Résultat 3 : renforcement du service pénitentiaire

66. **Les capacités du personnel pénitentiaire à exercer ses fonctions sont renforcées (3.1).** Il est absolument essentiel, comme l'ont indiqué les interlocuteurs nationaux, de fournir une formation durable à l'ensemble des parties prenantes, y compris les juges, les procureurs et les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, sur les normes internationales liées aux sanctions et mesures non privatives de liberté et sur les dispositions législatives nationales qui prévoient des alternatives à l'emprisonnement. Il est également nécessaire de développer des programmes de formation pour que les directeurs de prison améliorent leurs fonctions et appliquent les normes internationales dans le cadre de leur travail quotidien.
67. **La capacité des autorités maliennes à s'attaquer à la surpopulation des prisons et aux détentions illégales et arbitraires est renforcée (3.2).** La stratégie clé pour réduire le nombre de détenus consiste à utiliser des alternatives à l'emprisonnement, conformément aux normes internationales. Il est nécessaire d'examiner la législation pénale existante, la réglementation et les politiques judiciaires en matière de détention, d'évaluer le caractère adéquat des lois existantes prévoyant des alternatives à l'emprisonnement, de développer de nouvelles options et d'améliorer les mécanismes d'application des mesures non privatives de liberté à tous les stades de la procédure pénale, en particulier antérieurement à la tenue des procès. Ceci inclura le développement et la mise en œuvre d'un véritable système de libération sous caution et le développement d'une nouvelle stratégie et de mécanismes visant à recourir plus souvent à des sanctions non privatives de liberté, telles que des amendes, des condamnations avec sursis et des travaux d'intérêt général.
68. L'introduction de programmes de médiation entre victimes et délinquants, de dispositions légales en matière de désistement et d'abandon des poursuites, de systèmes de libération anticipée et conditionnelle, d'améliorations des mécanismes de coordination entre les organismes de justice pénale et les autorités pénitentiaires, de services d'assistance sociale et de probation et l'institution d'un organisme de contrôle indépendant chargé d'observer la situation des détenus et d'en rendre compte constituent d'autres interventions essentielles.
69. **Les personnes en détention provisoire reçoivent une assistance judiciaire (3.3).** La surpopulation de la Maison centrale d'arrêt de Bamako constitue une violation grave des normes minimums et d'autres établissements pénitentiaires des différentes régions sont confrontés au même problème. A Bamako, la prison a initialement été construite pour un maximum de 400 détenus, mais elle contient aujourd'hui 1800 personnes dont plus de 1000 sont toujours en détention provisoire. Certains détenus se trouvent à la MCA depuis des années sans avoir été jugés étant donné que très peu de détenus peuvent se payer les services d'un avocat pour s'assurer que leur affaire progresse tout au long de la chaîne de la justice.
70. Il n'existe actuellement aucun système d'aide judiciaire financé par le Gouvernement pour veiller à ce que les personnes indigentes soient représentées devant les tribunaux. Des mesures préliminaires, telles que des structures d'aide judiciaire mobiles, devraient être mises en œuvre pour accélérer l'examen des affaires dans le but de libérer les personnes en détention provisoire et de fournir une représentation par avocat. La création d'un fonds pour fournir une représentation par avocat devrait également être envisagée aux fins d'une approche plus durable.

71. **Les conditions de détention sont améliorées (3.4).** La MCA ne respecte pas les règles minima concernant les conditions de détention. Les détenus doivent dormir tour à tour la nuit, étant donné qu'il n'y a pas suffisamment de lits, et les conditions sanitaires et les locaux sont bien en deçà des normes acceptables. Il est urgent de réhabiliter les prisons existantes et de respecter les exigences minimums concernant le confort, les soins de santé, la nutrition, la réadaptation et le développement personnel des détenus. L'une des zones d'appui identifiées correspond à l'un des centres agricoles proches de Bamako qui offre un espace considérable pouvant être aménagé pour accueillir des détenus peu dangereux. Accroître la capacité de ce centre agricole à l'aide de nouveaux dortoirs fournira non seulement de nouvelles opportunités de réintégration future pour certains détenus, mais contribuera également à compléter l'alimentation des détenus à l'aide des fruits et légumes cultivés dans le centre.
72. **Des programmes de réadaptation et réinsertion sont développés et mis en œuvre pour les détenus des deux sexes (3.5).** Comme cela est décrit plus haut, il existe d'importantes lacunes dans la fourniture au sein des prisons pour hommes et pour femmes de programmes et d'activités de réadaptation et d'intégration sociale à plus long terme, qui sont essentiels pour prévenir la récidive et l'extrémisme. Il est proposé que le Projet soutienne une série d'activités génératrices de revenus.

Résultat 4 : amélioration de l'accès à la justice pour les populations affectées par le conflit

73. **La mobilisation de la communauté pour sensibiliser l'opinion publique sur l'égalité entre les sexes et les droits des femmes et pour définir des stratégies de prévention des VSS et des VSLC est renforcée (4.1).** Une stratégie efficace visant à prévenir et combattre les violences dirigées contre les femmes dans le cadre de la promotion de l'égalité des sexes devrait s'accompagner de la participation directe et constructive de la société civile, en particulier au niveau communautaire. Les représentants de la société civile et autres parties prenantes disposent d'une base de connaissance et d'une expérience uniques qui sont inestimables pour le développement, la mise en œuvre et le contrôle de la prévention des VSS. Il s'agit notamment des femmes victimes/survivantes, des organisations non gouvernementales expérimentées en matière de lutte contre les violences faites aux femmes, des chefs religieux et dirigeants politiques, des organisations de femmes locales, des femmes et des hommes appartenant à des groupes marginalisés, des prestataires de services, de la police et des procureurs, de l'aide judiciaire, du corps judiciaire, des médias publics et commerciaux, du secteur de la santé, des universitaires, du secteur de l'enseignement et du secteur privé. Les organisations de femmes locales et celles qui travaillent pour éliminer les violences à l'encontre des femmes et/ou pour fournir des services aux survivants manquent fréquemment de ressources et sont confrontées à des problèmes de contraintes de temps. De nombreuses bonnes pratiques sont d'origine individuelle et risquent de décroître ou de disparaître au fur et à mesure que les travailleurs s'en vont ou que les fonds s'épuisent. Il y a souvent un manque de temps ou de ressources pour le développement professionnel et peu d'occasions pour les travailleurs de partager les informations et de définir des stratégies pour les interventions à plus long terme.
74. Il existe des lacunes dans les interventions programmatiques et les stratégies nationales actuelles en ce qui concerne l'exploitation des capacités et la mobilisation des différents groupes de parties prenantes de manière à s'attaquer aux causes profondes qui contribuent aux inégalités entre les sexes, à la discrimination contre les femmes et aux VSS. Il s'agit notamment de campagnes de sensibilisation spécifiques conçues pour accroître la connaissance des lois adoptées pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et des recours qu'elles prévoient, ainsi que des services à la disposition des victimes/survivantes de violences visant les femmes, et de campagnes de « modification des mentalités » promouvant des masculinités positives, respectueuses et non violentes, bousculant les stéréotypes sexistes, sensibilisant l'opinion publique au caractère inacceptable de la violence contre les femmes et faisant prendre conscience à la communauté que la violence contre les femmes est une manifestation de l'inégalité entre les sexes et une violation des droits fondamentaux des femmes. Il est nécessaire de soutenir les organisations et réseaux locaux afin de stimuler l'activité au niveau communautaire et de garantir une action coordonnée à travers différentes zones géographiques. Le Projet commun soutiendra ces parties prenantes afin d'établir des stratégies permettant d'atteindre des objectifs à long termes spécifiques et de faciliter une approche coordonnée, en rapprochant les efforts déployés par la société civile de ceux de l'Etat.
75. **Les victimes de violations liées au conflit, y compris les victimes de VSLC, bénéficient d'un appui médical, psycho-social et juridique mobile (4.2).** Une large partie de la population malienne n'est pas informée de ses droits et ne sait pas à qui soumettre ses problèmes juridiques. L'étude HIIL sur les besoins des

- Maliens en matière de justice indique que 10 % des Maliens ne savent pas comment procéder dans la mesure où ils ne savent pas où trouver des informations exactes, et que le manque d'informations conduit à l'inaction pour résoudre leurs problèmes.
76. Le Gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre une politique de réconciliation fondée sur l'accès à la justice pour tous. Les autorités judiciaires ont lancé de vastes enquêtes sur des allégations d'infractions graves commises contre des personnes depuis janvier 2012 afin d'accorder aux victimes et à leurs familles une réparation adéquate. Toutefois, les enquêtes sont entravées par les contraintes géographiques liées à l'éloignement des territoires dans lesquels les victimes résident, et les traumatismes psychologiques, ainsi que des facteurs socio-culturels, ont un effet dissuasif sur le dépôt de plaintes. Soixante personnes auraient déposé des plaintes auprès des autorités judiciaires malgré la création d'un centre d'écoute consacré à la réception de plaintes dans chacun des tribunaux qui ont été réhabilités dans le Nord du Mali. Par conséquent, la création d'un mécanisme complémentaire destiné à faciliter les enquêtes et les poursuites est nécessaire pour minimiser l'impunité.
77. Le Projet commun envisage de créer des centres d'écoutes mobiles sous l'autorité et le contrôle des procureurs près les tribunaux de première instance. Ces centres permettront aux victimes d'avoir accès à une équipe d'auxiliaires de justice dont la composition sera décidée par le Ministre de la justice. Il est essentiel que l'équipe soit multidisciplinaire et se compose d'un avocat, d'un psychologue, d'un sociologue, d'un anthropologue, d'un interprète et d'un membre d'une organisation de défense des droits de l'homme.
78. **Des mécanismes de protection globaux sont développés et fournis aux victimes et témoins participant directement aux procédures judiciaires (4.3).** Une protection effective des témoins et victimes, y compris des mesures visant à leur fournir un appui en matière de sécurité et sur les plans physique et psychologique, sont essentielles à l'efficacité des enquêtes et poursuites concernant les auteurs de graves violations des droits de l'homme et, plus généralement, à l'efficacité de toute chaîne pénale. Les organes conventionnels des droits de l'homme ont recommandé au Mali d'adopter les lois nécessaires à la création de programmes visant à garantir un financement approprié de la protection des témoins et victimes.
79. La crise de 2012 a conduit à la commission documentée et massive de violations graves des droits de l'homme par des forces et groupes de sécurité et armés contre des groupes vulnérables et qui, à ce jour, demeurent impunes, y compris des violences sexuelles, viols, mariages forcés, des actes de harcèlement sexuel et des violences contre des civils par des groupes armés. Postérieurement à l'accord de Ouagadougou, c'est au Tribunal de la Commune 3 qu'il a été donné compétence pour juger l'ensemble des affaires liées au conflit, mais ce sont les organisations de la société civile qui ont aidé les victimes à porter leurs affaires devant la justice. Dans de nombreux cas, les victimes et témoins hésitent à se faire connaître de peur d'éventuelles représailles ou d'une possible stigmatisation sociale ou familiale au cas où leurs affaires seraient rendues publiques. La libération d'un certain nombre d'auteurs d'infractions et les récentes violences ciblées ont accru les risques pour les victimes et les témoins, ainsi que pour les institutions judiciaires qui combattent l'impunité. L'absence de programme de protection au sein du système judiciaire du Mali sape les efforts de lutte contre l'impunité et diminue la confiance que la population accorde à la justice.
80. Le présent projet vise à fournir une protection, un appui et une assistance appropriée aux témoins et victimes de violations des droits de l'homme commises par des forces de sécurité et armées et des groupes armés dans le cadre du conflit, à compter de 2012 et jusqu'à l'heure actuelle, en se concentrant particulièrement sur les groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants, ainsi que le personnel judiciaire participant aux processus d'enquête, de jugement et post-jugement.
81. **Une stratégie et des mécanismes de justice transitionnelle sont en place et fonctionnent conformément aux règles et normes internationales (4.4).** Une Commission vérité, justice et réconciliation malienne (CVJR) a été créée en janvier 2014 pour remplacer l'ancienne Commission dialogue et réconciliation (CDR). Le changement est notable en ce qui permet à la CVJR d'enquêter sur les infractions commises entre 1960 et 2013 (depuis l'indépendance) et de formuler des recommandations au gouvernement avec pour large mandat de contribuer à la consolidation de la paix et à l'unité nationale.
82. L'Accord de paix de Ouagadougou signé en 2013 et l'Accord de paix de mai/juin 2015 confirment également la création d'une commission d'enquête internationale et le Gouvernement coopère avec la Cour pénale internationale pour enquêter sur les violations des droits de l'homme commises dans le pays à la suite de la crise de 2012. Ces initiatives constituent des éléments essentiels pour ouvrir des enquêtes nationales sur les infractions graves qui ont été commises et combattre l'impunité.

83. La Commission vérité, justice et réconciliation n'est pas totalement opérationnelle quand bien même le président de la Commission a été récemment nommé. Au soutien de la mise en œuvre de l'Accord de paix de 2015, il est essentiel de fournir une assistance technique au développement et à l'adoption d'une Stratégie nationale de justice transitionnelle afin de consolider les efforts passés et en cours et de définir une stratégie sur la meilleure façon de parvenir à la réconciliation et à l'unité dans le pays dans un cadre temporel limité. Il s'agirait notamment de veiller à l'organisation de consultations avec la population, en particulier les groupes de victimes et les personnes touchées par le conflit, de s'assurer de la mise en place législative et physique et du fonctionnement efficace de la CVJR et de renforcer les capacités du personnel de la CVJR en ce qui concerne les questions thématiques pertinentes et les compétences spécialisées.
84. **Des services VCF efficaces, axés sur les survivants et multisectoriels sont fournis dans l'ensemble du pays à des femmes et des enfants (4.5).** Les autorités étatiques ont depuis longtemps reconnu la nécessité de mettre en place et d'améliorer constamment une réponse intégrée, en matière de service, de police et de justice, aux violences dirigées contre les femmes. Il est urgent de créer/renforcer, financer et soutenir une réponse intégrée, à l'échelle du système tout entier, aux incidents de violence contre les femmes incluant les éléments essentiels que sont les soins, le soutien et l'autonomisation des victimes/survivantes, la protection et la justice et la coordination et l'intégration du système. La réponse devrait prévoir la couverture universelle du système à travers les différentes régions et être accessible à l'ensemble des femmes.
85. La fourniture de services d'appui aux femmes ayant été victimes de violences constitue un élément central du Projet commun et une obligation au regard des droits de l'homme. Des soins de santé physique et mentale d'urgence, un hébergement sécurisé, un accompagnement psychologique et des conseils juridiques sont tous essentiels pour permettre aux victimes/survivantes d'échapper à la violence et de se rétablir et il est capital, aux fins de leur autonomisation à long terme, de définir des stratégies pour les aider à trouver un logement et un emploi stables. Dans les cas de violences conjugales (et, parfois, d'autres formes de violence), les soins, l'appui et la protection fournis devraient également inclure les enfants accompagnant la victime/survivante. L'une des meilleurs façons de procéder consiste à établir des « guichets uniques » auprès desquels les femmes (et les enfants qui les accompagnent) peuvent bénéficier de multiples formes d'appui à un seul endroit, à travers des partenariats entre divers organismes.
86. Au Mali, la loi ne rend pas obligatoire la fourniture de services d'aide d'urgence spécialisée aux victimes/survivantes d'actes de violence dirigés contre les femmes. Par conséquent, ils sont souvent fournis par des organisations de la société civile disposant de moyens financiers limités et d'un financement imprévisible, ce qui a pour effet de restreindre leur disponibilité. De ce fait, de nombreuses femmes ayant été victimes de violences ne bénéficient pas de services d'appui ou bénéficient de services insuffisants ou même préjudiciables. Bien que la Police nationale ait fait part de son intérêt à jouer un rôle important dans l'établissement de ces services, il est prévu que ces services d'aide d'urgence spécialisée aux victimes/survivantes d'actes de violence dirigés contre les femmes soient gérés par des organisations non gouvernementales féminines indépendantes et expérimentées fournissant un appui propre à chaque sexe, autonomisant et exhaustif aux survivantes de violences, sur la base des principes énoncés ci-dessus. Plusieurs projets sont actuellement en cours pour inclure certaines parties des stratégies de « guichet unique », mais il existe des lacunes en ce qui concerne la fourniture de centres de soins pour les victimes d'agressions sexuelles et de VS. Il est par conséquent nécessaire de créer des établissements de soins polyvalents dans lesquels les victimes de VSS peuvent recevoir des soins médicaux et une aide psychologique rapidement et qui permettent la collecte de preuves médico-légales pour les besoins d'éventuelles poursuites pénales. Il est également nécessaire de développer les capacités des conseillers indépendants dans le domaine des violences conjugales et leur formation, en particulier pour ce qui concerne les spécialistes qui travaillent avec des victimes les plus vulnérables, en répondant à leur besoins en matière de sécurité et en les aidant à gérer les risques auxquels elles sont confrontées.

4. Systèmes de gestion

Modalité d'exécution

87. Le projet sera mis en œuvre à travers la modalité **DIM** (*Direct Execution / Direct Implementation Modality*) dans le cadre d'une collaboration et d'un partenariat étroits avec le Ministère de la justice et des droits de l'homme, le Ministère de la sécurité intérieure, le Ministère de la femme, de l'enfant et des affaires familiales,

et avec d'autres partenaires participant au processus de réforme du secteur de la justice et de la sécurité, et sera administré et géré conformément aux règles et règlements du PNUD.

Comité directeur

88. Un Comité directeur présidera le présent Projet et fournira des conseils et recommandations sur son exécution et sa gestion dans leur globalité. En cas de changement de situation majeur ayant des répercussions sur l'exécution du Projet, cet organe fournira des recommandations stratégiques sur la manière de surmonter ces difficultés et indiquera les mesures appropriées à mettre en œuvre. Le Comité directeur sera composé du SDRSG (EdD) et du Directeur de pays du PNUD. Le Comité directeur se réunira au début et à la fin du Projet ou chaque fois que nécessaire.

Conseil d'exécution du projet

89. Le Conseil d'exécution du projet se réunira chaque trimestre et sera composé du responsable de la MINUSMA chargé de l'état de droit, du responsable de la MINUSMA chargé de la police, du responsable de la MINUSMA chargé des droits de l'homme, du Directeur de pays adjoint du PNUD, du Directeur de pays de l'ONU Femmes et du Représentant de l'ONUDC dans le pays. La fonction principale du Conseil sera de s'assurer que l'exécution du projet se déroulera de manière conforme au plan. En particulier, le Conseil devra :
- a. examiner et approuver le programme de travail annuel du Projet et les programmes de travail trimestriels, si nécessaire ;
 - b. examiner les rapports de situation et s'assurer que les obstacles à la bonne exécution du projet seront surmontés ;
 - c. suggérer des révisions/mesures ou la réaffectation de fonds si le Projet est confronté à des obstacles dans le cadre de son exécution au titre de toute section.

Directeur et personnel du projet

90. Le Directeur de projet sera issu du PNUD et aura pour fonction de veiller à ce que le Projet se déroule sans accroc en s'assurant que tout problème lié à sa gestion et aux services du programme sera réglé, y compris tout problème concernant les achats, les rapports et tout autre problème se rapportant à l'exécution du projet. La responsabilité principale du Directeur de projet sera de veiller à ce que le Projet produise les résultats mentionnés dans le présent Descriptif de projet, en respectant le niveau de qualité requis et les contraintes de temps et de coût indiqués. L'équipe de projet placée sous l'autorité du Directeur sera responsable de l'exécution du Projet conformément au programme de travail et à sa mission spécifique, sous la direction administrative générale du Directeur de projet et du Conseil d'exécution du projet et sous la direction fonctionnelle/technique de chaque entité contributrice.
91. Quand bien même le PNUD sera principalement responsable de la gestion quotidienne du projet et de l'appui aux services, des fonctionnaires appartenant aux services état de droit, police et droits de l'homme de la MINUSMA/HCDH, au PNUD, à l'ONU Femmes, à l'ONUDC et à l'Equipe d'experts des Nations Unies fourniront un appui technique permanent tout au long du déroulement du Projet.
92. Le Projet engagera des auxiliaires Programme et du personnel d'appui pour les besoins de la gestion quotidienne du Projet. En outre, le Projet engagera, en tant que de besoin, des consultants et conseillers pour mettre en œuvre les activités déjà identifiées.

Assurance du projet et suivi et évaluation

93. Le Directeur de projet du PNUD s'acquittera des fonctions d'assurance du projet, principalement à travers le Conseil d'exécution du projet, afin que les plans du projet soient établis selon les normes, que les procédures de gestion soient dûment respectées et que les risques potentiels soient atténués de manière appropriée. Le Directeur de projet devra également s'assurer que les réalisations, les définitions et la définition des activités (selon le cas) auront été dûment enregistrées dans le module de gestion de projet Atlas afin de faciliter le suivi et l'établissement de rapports, et que les recommandations du conseil d'exécution du projet seront appliquées.

94. Le Projet commun fera l'objet d'un suivi et d'une évaluation conformément au Plan figurant à l'annexe 5 ci-dessous.

5. Durée

95. Le Projet commun se déroulera sur cinq ans, de janvier 2016 à décembre 2020, de manière à s'aligner globalement sur le Document de réforme nationale SJP que doit publier le GdM et les autres documents de planification stratégique à long terme, comme le PNUAD 2015-2019.

6. Gestion des risques

96. Un registre des risques figure à l'annexe 3 ci-dessous et a été conçu de manière à illustrer les risques liés à l'exécution du projet et les mesures d'atténuation prévues pour chacun. Il inclut les risques liés à l'environnement géopolitique, fiscal et humanitaire global dans lequel le projet s'inscrit, les risques liés aux rapports avec et entre les interlocuteurs nationaux, ainsi que les risques liés au projet lui-même et à son exécution conjointe par les Partenaires CMC.

7. Stratégie de sortie

97. La stratégie de sortie du Projet commun sera influencée par différents facteurs dont certains échappent au contrôle direct des Partenaires CMC, tels que le succès de la mise en œuvre de l'Accord de paix, la mise en œuvre réussie de processus de réforme engagés par le pays dans les secteurs de la justice et de la sécurité, la situation fiscale du GdM, l'état des efforts de réconciliation nationale, l'ampleur de la criminalité et des tensions régionales, et les relations du GdM avec ses voisins régionaux.
98. D'autres facteurs à prendre en compte dans le cadre d'une stratégie de sortie, et sur lesquels les Partenaires CMC tenteront de peser, incluent notamment la vitesse d'adoption et de mise en œuvre de cadres juridiques améliorés, la coopération entre différentes institutions, les capacités d'absorption des interlocuteurs et la quantité, le type et le succès de l'assistance fournie par d'autres au cours des cinq années à venir et au-delà. Etant donné le nombre et la diversité de ces variables, il semble prématuré de définir une stratégie de sortie pour le projet tout entier au regard des cinq années d'activités d'exécution à venir. Toutefois, des stratégies de sortie basées sur des calendriers et des échéances clairement définis ont fait l'objet d'un accord et ont été intégrées aux réalisations et activités du projet.
99. Par conséquent, aux fins du présent document, la stratégie de sortie se concentrera sur les questions relevant largement de la sphère d'influence et de contrôle des Partenaires CMC. Elle énonce donc les résultats que l'on peut raisonnablement s'attendre à obtenir en se concentrant sur la manière dont le Projet commun fonctionnera pour atteindre un haut niveau de viabilité, en se rendant superflu et en laissant à ses interlocuteurs des capacités, systèmes et réseaux durables.
100. Sur la base de l'expérience et de l'évaluation des activités antérieures des partenaires CMC dans le pays, plusieurs activités dépendent de la mise en place préalable de stratégies de sortie explicites. Ceci s'applique en particulier aux capacités de développement des partenaires nationaux. Les connaissances des experts seront transférées au fil du temps, sur la base de jalons de transfert de connaissances et d'objectifs d'apprentissage clairs. Il en ira de même pour le développement des capacités de S&E.
101. En ce qui concerne l'appui du projet aux organisations de la société civile, il sera impératif pour celles-ci de (continuer à) diversifier le cercle de leur donateurs et de développer des capacités permettant de générer des revenus provenant d'autres sources. La stratégie de sortie de l'appui du projet en matière d'assistance judiciaire dépendra au moins en partie du succès de certaines autres activités du projet, telles que les efforts de conception d'un système d'aide judiciaire opérationnel, et la création d'un fonds d'aide judiciaire.
102. Etant donné qu'il n'est pas possible pour le moment de prévoir en détails la manière dont le projet procèdera à l'interruption d'un nombre important de ses activités et réalisations, il sera impératif de commencer à concevoir une stratégie de sortie lors de l'évaluation à mi-parcours du projet, en fonction de la situation qui règnera alors sur le terrain. Egalement à cette fin, un rapport d'examen à mi-parcours sera produit et sera complété au moyen de discussions régulières et spécifiques sur la stratégie de sortie avec l'ensemble des parties prenantes nationales. Ce processus nécessitera aussi des consultations avec les donateurs et autres acteurs du développement travaillant dans ce secteur pour aider à définir davantage les détails de la stratégie de sortie.

8. Cadre juridique

103. L'Agent d'administration et les organisations participantes des Nations Unies signeront le mémorandum d'accord approuvé par le GNUD aux fins du présent Projet commun. Les donateurs contribuant au Projet commun signeront avec l'Agent d'administration l'accord administratif type approuvé par le GNUD.
104. Les Partenaires CMC, en tant qu'organismes d'exécution, devront se conformer aux politiques, procédures et pratiques du système de gestion de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies. Les Partenaires CMC déploieront tous les efforts possibles pour s'assurer qu'aucune somme reçue en application du Descriptif de projet ne sera utilisée pour fournir un appui à des personnes ou entités liées au terrorisme et que les bénéficiaires de toute somme versée par le PNUD en vertu des présentes ne figureront pas sur la liste tenue par le Comité du Conseil de sécurité établi en vertu de la résolution 1267 (1999). Cette liste peut être consultée sur le site http://www.un.org/sc/committees/1267/aq_sanctions_list.shtml. La présente disposition doit être incluse dans l'ensemble des contrats de sous-traitance ou accords subsidiaires conclus en vertu du présent Descriptif de projet.

Annexe 1 : cadre de résultats et d'allocation des ressources et budget

Annexe 1 : caure de résultats et d'attribution des ressources et des

	Année (USD)											
	1		2		3		4		5		TOTAL	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Résultat 1	1.635.911	34 %	1.298.500	23 %	1.015.600	23 %	687.000	23 %	337.800	21 %	4.974.812	26 %
Résultat 2	601.700	13 %	982.800	18 %	756.500	17 %	493.500	16 %	56.000	3 %	2.890.501	15 %
Résultat 3	1.117.800	24 %	1.188.500	21 %	745.500	17 %	269.500	9 %	94.500	6 %	3.415.801	18 %
Résultat 4	1.387.500	29 %	2.125.500	38 %	1.947.750	44 %	1.541.750	52 %	1.112.000	69 %	8.114.502	42 %
Total des activités	4.742.911	80 %	5.595.300	82 %	4.465.350	80 %	2.991.750	80 %	1.600.300	82 %	19.395.615	81 %
Personnel du projet		9 %		8 %		10 %		9 %		3 %		8 %
Directeur de projet P4 (Années 1-3)	250.000		250.000		250.000		0		0		750.000	
Directeur de projet NOB (Années 4-5)	0		0		0		48.000		48.000		96.000	
Directeur des opérations P3 (Années 1-4)	220.000		220.000		220.000		220.000		0		880.000	
Achats NOB (100 % année 2)	24.000		48.000		24.000		24.000		0		120.000	
Communications NOB 50 %	24.000		24.000		24.000		24.000		0		96.000	
Chauffeur	15.600		15.600		15.600		15.600		15.600		78.000	
Frais d'exploitation directs du projet		4 %		2 %		3 %		4 %		7 %		3 %
Locaux et installations	81.400		74.400		74.400		74.400		74.400		379.000	
Véhicules, carburant, entretien	62.000		12.000		12.000		12.000		12.000		110.000	
TIC (ordi. portables, factures com.)	25.200		7.200		7.200		25.200		7.200		72.000	
Missions (IJS, etc.)	24.000		24.000		24.000		24.000		24.000		120.000	
Frais bancaires	2.000		2.000		2.000		2.000		2.000		10.000	
S&E	15.000		15.000		45.000		15.000		15.000		105.000	
Coût total du projet	743.200		692.200		698.200		484.200		198.200		2.816.000	
Sous-total (Activités + Projet)	5.486.111		6.287.500		5.163.550		3.475.950		1.798.500		22.211.615	
GMS (8 %)	438.889	7 %	503.000	7 %	413.084	7 %	278.076	7 %	143.880	7 %	1.776.929	7 %
TOTAL	5.925.000		6.790.500		5.576.634		3.754.026		1.942.380		23.988.544	

Réalisations	Indicateurs	Responsable	Année budgétaire (1-5)
Résultat 1 : renforcement institutionnel des structures nationales de l'état de droit.			
Directions des services de maintien de l'ordre			
1.1 Le fonctionnement efficace des Directions des services de maintien de l'ordre, du point de vue de l'appui aux OPJ, est assuré.	Situation initiale : manque d'encadrement et de directives pour la DGGN et la DGPN et leur personnel et/ou absence d'examen exhaustif des MON existants ; 0 groupe spécialiste de la problématique hommes-femmes ; aucune structure régionale de maintien de l'ordre. Indicateurs : des MON sont développés et mis en œuvre pour promouvoir le professionnalisme à travers l'application systématique d'un processus ou d'une procédure au sein des institutions ; les MON et politiques respectent les principes d'égalité entre les sexes et les normes en matière de droits de l'homme ; un Groupe de la problématique hommes-femmes est créé et fonctionne de manière efficace conformément à son mandat ; un certain nombre de bureaux de la problématique hommes-femmes sont créés dans les commissariats et les brigades ; des mécanismes sont mis en place pour permettre à la DGGN et la DGPN d'apporter des réponses aux questions liées à la problématique hommes-femmes aux niveaux institutionnel et opérationnel ; un accord est conclu sur la création de structures régionales de maintien de l'ordre conformément à l'accord de paix.	1.1.1 Appuyer la création de nouvelles structures régionales de maintien de l'ordre conformément à l'accord de paix.	42.000
		1.1.2 Appuyer la création d'un groupe spécialiste de la problématique hommes-femmes au sein de la DGPN, y compris des systèmes d'analyse de données, la gestion des affaires de violence contre les femmes et les filles et la fourniture d'une formation spécialisée au personnel du Groupe.	160.000
		1.1.3 Aider le Mdl, le MdD et la DGPN/DGGN à renforcer les capacités du personnel à fournir un appui aux OPJ de manière efficace et conforme à leurs attributions (évaluation des besoins de la DGPN et de la DGGN ; renforcement des capacités du personnel ; examen des procédures, directives et politiques existantes et rédaction de nouvelles procédures, directives et politiques ; renforcement des chaînes logistiques et établissement d'inventaires et d'une gestion du matériel roulant liés au budget national dans chaque direction ; équipement ; etc.).	Mdl 172.555
		1.2.1 Aider le Mdl et le MdD à assurer un contrôle de la qualité du travail des OPJ (recrutement au mérite ; codes de déontologie ; renforcement et opérationnalisation de l'inspection générale de la police et de l'inspection générale de la gendarmerie, y compris un appui aux visites d'inspection ; etc.).	341.300
1.2 Les mécanismes de contrôle centraux des enquêtes de police sont renforcés.			

<p>Situation initiale : un faible contrôle interne et un manque de contrôles formels aux niveaux central et régional, en particulier du fait de la fragmentation du pays. Les mécanismes permettant aux citoyens de signaler les actes répréhensibles de la police et l'utilisation excessive de la force sont inefficaces et sont notés 0/100 sur la fiche d'évaluation état de droit/responsabilité de <i>Global Integrity</i> pour 2015 (http://aii.globalintegrity.org/).</p> <p>Indicateurs : un certain nombre de codes de conduite sont réécrits ou adoptés ; des codes de déontologie destinés aux fonctionnaires judiciaires sont mis en place et appliqués dans les différents ministères.</p>	<p>1.2.2 Soutenir des initiatives permettant à la population (les victimes d'infractions) de comprendre quels sont les services de maintien de l'ordre dont elle a le droit de bénéficier, à quel coût et où signaler les actes de corruption, les abus et les retards.</p>	79.000
<p align="center">Institutions judiciaires</p>		
<p>1.3 Les capacités des fonctionnaires du MJDH à exercer leurs fonctions sont renforcées.</p> <p>Situation initiale : la capacité du MJDH à fournir des services de justice est compromise par le faible niveau de compétence des fonctionnaires et une représentation inégale des sexes, leurs faibles incitations au rendement et des inefficacités organisationnelles plus généralement ; il existe un manque d'encadrement et de directives pour les institutions clés et leur personnel et/ou une absence d'examen exhaustif des MON existants ; plusieurs services du MJDH manquent d'équipements pour fonctionner efficacement ; aucune équipe spécialiste de la problématique hommes-femmes au MJDH. L'intégrité de la fonction publique s'agissant de la nomination et de l'évaluation des fonctionnaires est noté 0/100 sur la fiche d'évaluation de <i>Global Integrity</i> pour 2015. Le népotisme prévaut habituellement sur le mérite (http://aii.globalintegrity.org/).</p> <p>Indicateurs : l'ampleur des améliorations et modifications apportées aux structures organisationnelles et descriptions de poste ; le nombre de candidats qualifiés, y compris les candidats de sexe féminin, recrutés avec succès selon de nouvelles échelles de salaires basées sur le mérite ;</p>	<p>1.3.1 Aider le MJDH à effectuer une évaluation exhaustive des capacités du personnel et à améliorer les fonctions de gestion du personnel du MJDH.</p>	793.356
	<p>1.3.2 Aider le MJDH à assurer un contrôle de la qualité du travail du personnel (recrutement au mérite et tenant compte de la problématique hommes-femmes, représentatif des régions et des ethnies, évaluations et nominations transparentes et objectives, application de codes de déontologie, développement de MON).</p>	283.000
	<p>1.3.3 Aider le MJDH à évaluer les procédures existantes visant à préparer et exécuter les budgets, comprendre les exigences du Ministère des finances, améliorer les compétences et la capacité à s'acquitter des fonctions avec efficacité.</p>	133.000

<p>les améliorations apportées aux procédures des fonctions essentielles de la GRH telles que le recrutement, l'évaluation de la qualité du travail, les nominations et les mutations; l'amélioration de la compréhension des codes de conduite et des sanctions (avant et après diffusion) et de l'application des codes de conduite et des sanctions; les améliorations apportées aux procédures budgétaires qui sont approuvées par CS/CSM/MJDH; les effectifs sont représentatifs des régions et ethnies; le niveau de compréhension par le personnel des exigences du MdF; l'augmentation du budget du MJDH; des MON sont développés et mis en œuvre pour promouvoir le professionnalisme à travers l'application systématique d'un processus ou d'une procédure au sein des institutions; les MON et politiques respectent les principes d'égalité entre les sexes et les normes en matière de droits de l'homme; un Groupe de la problématique hommes-femmes est créé et fonctionne de manière efficace conformément à son mandat; des mécanismes sont mis en place pour permettre à la DGGN et la DGPN d'apporter des réponses aux questions liées à la problématique hommes-femmes aux niveaux institutionnel et opérationnel.</p>	<p>1.3.4 Faciliter la diffusion du Plan national des priorités de la justice finalisé et la formation sur celui-ci, ainsi que l'examen d'un Plan national des priorités de la justice révisé et des consultations sur celui-ci en 2019.</p>	150.000
<p>1.4 Les mécanismes de contrôle des activités judiciaires sont renforcés.</p>	<p>1.4.1 Fournir une formation conjointe sur les mécanismes de contrôle des juridictions et préparer des documents de formation et de référence sur les procédures et les stratégies d'information.</p>	180.000
<p>Situation initiale: une inspection des services judiciaires du MJDH (non placée sous l'autorité de la hiérarchie) a été créée par ordonnance en septembre 2000 [DCAF 2011]. L'ISJ manque de matériels et de financements suffisants pour fonctionner efficacement, les visites d'inspection prévues sont rarement respectées, de sorte que plusieurs juridictions et prisons échappent à tout contrôle pendant de longues périodes. Tout ceci fait obstacle à la lutte contre la corruption et l'impunité dans les milieux judiciaires. (PAJM et Document de réforme) Conformément à l'art. 82 de la constitution, le CSM aide le président à garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire. Le président étant également le président du CSM, la séparation des pouvoirs n'est pas garantie et l'indépendance du pouvoir judiciaire est plutôt compromise. Les attributions de cet organe sont énoncées à l'art. 2 de la loi n° 03-33 du 7 octobre 2003. Toutefois, cet organe est limité dans ses fonctions en raison des carences de la loi organique qui le régit et de l'absence</p>	<p>1.4.2 Soutenir des initiatives permettant à la population (les victimes d'infractions) de comprendre quels sont les services judiciaires dont elle a le droit de bénéficier, à quel coût et où signaler les actes de corruption, les abus et les retards.</p>	16.600

<p>d'adoption des textes d'application de cette loi, d'une part, et de l'application de certaines dispositions essentielles de la loi organique, d'autre part. (Document de réforme) Le Mali a déployé des efforts pour lutter contre la corruption et rédigé quatre codes de déontologie destinés aux avocats, huissiers, notaires et agents pénitentiaires.</p> <p>Indicateurs : le nombre d'inspections par période qui sont planifiées et effectuées de manière efficace ; la nature, la qualité et la quantité des ressources attribuées à l'ISJ ; la rédaction et la diffusion d'une liste de visites de contrôle de différents services et d'autres acteurs du système judiciaire. Une amélioration sensible du système de gestion des finances publiques et le signalement des affaires de corruption en interne et par la population.</p>	<p>1.4.3 Renforcer les capacités des organes de contrôle interne et l'appui à ceux-ci, y compris l'ISJ, le CSM et la DNAIS, pour effectuer des visites d'inspection et en rendre compte.</p>	288.000
<p>1.5 Le cadre national pour la mise en œuvre d'un système d'aide judiciaire est renforcé et un système national d'aide judiciaire est créé.</p> <p>Situation initiale : il n'existe pas de cadre de base d'assistance judiciaire, autrement dit, il n'existe aucun système fonctionnel d'aide judiciaire intervenant dès l'engagement de l'action publique et aucun organisme indépendant d'aide judiciaire. Les structures existantes ne sont pas suffisantes pour garantir la fourniture de services d'aide judiciaire effectifs, efficaces et indépendants à tous les stades de la procédure pénale, en particulier du fait du manque de connaissances parmi les acteurs des services de maintien de l'ordre et de la justice. Malgré quelques améliorations au cours de la décennie passée, le nombre d'avocats est très insuffisant. Bien que le Mali ait augmenté le nombre de juges de 30 % (de 283 à 368) entre 2010 et 2012, il n'y a qu'un juge pour 44.345 citoyens, ce qui est très inférieur à la norme internationale.</p>	<p>1.5.1 Aider le Ministre de la justice malien à choisir le modèle à privilégier pour la fourniture d'une aide judiciaire et établir le système le plus économique pour la rémunération des prestations fournies.</p>	217.000
	<p>1.5.2 Aider le MJPH à définir une Stratégie nationale d'aide judiciaire et à établir des services gratuits d'aide judiciaire permettant une représentation par avocat devant chaque tribunal inférieur, ainsi qu'un fonds d'affectation spéciale national pour l'aide judiciaire.</p>	628.000

<p>Indicateurs: sur la base des Principes et directives des Nations Unies sur l'accès à l'aide judiciaire : • des analyses détaillées des différents systèmes d'aide judiciaire possibles sont développées avec le MJDH ; • approbation d'un modèle à privilégier pour la fourniture d'une aide judiciaire par le MJDH et d'autres parties prenantes maliennes ; • une stratégie nationale d'aide judiciaire garantissant un accès à l'aide judiciaire à tous les stades de la procédure pénale, en particulier dès le début de la procédure, est développée ; • un organisme indépendant d'aide judiciaire est créé ; • un fonds d'aide judiciaire est créé ; • des services parajuridiques sont organisés et institutionnalisés ; • des mécanismes de formation des prestataires et d'assurance de la qualité des services d'aide judiciaire sont instaurés ; • le nombre d'avocats/membres du barreau/ONG d'aide judiciaire/OSC de services parajuridiques inscrits au nouveau système d'aide judiciaire (en fonction du modèle choisi) ; • les acteurs des services de maintien de l'ordre et de la justice ont acquis une connaissance des droits à l'aide judiciaire des personnes en contact avec le système de justice pénale, et les moyens de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour s'assurer que les demandes d'aide judiciaire peuvent être formulées en temps utile et selon la forme appropriée. Augmentation sensible des affaires dans lesquelles les mécanismes de l'aide judiciaire ont été utilisés.</p>	<p>1.5.3 Aider le MJDH à instaurer un organisme national et indépendant de contrôle de l'aide judiciaire pour les besoins de l'agrément et du contrôle des fournisseurs d'aide judiciaire, faciliter la création d'une procédure d'agrément des fournisseurs d'aide judiciaire (y compris l'aide judiciaire, l'assistance et la représentation).</p>		449,000
<p>Examen des lois</p> <p>1.6 La législation dé existante est examinée et des lois prioritaires sont rédigées.</p>	<p>1.6.1 Fournir un appui technique aux ministères et comités d'élaboration des lois concernés au titre de l'élaboration ou de l'examen, notamment : de la loi sur les VSS, des lois sur les prisons et centres de détention, de la loi sur la protection des victimes et témoins, du code pénal, du code de procédure pénale, en particulier les dispositions sur l'accès à l'aide judiciaire, de la loi n° 01-082 d'août 2001 sur l'aide judiciaire et les décrets connexes, de la loi sur la commission des droits de l'homme, de la loi sur la sécurité des autorités judiciaires, de la loi sur la police régionale (telle qu'envisagée dans l'Accord de paix), du code de la famille, et de la loi sur l'abolition de la peine de mort.</p>	<p>MJDH</p>	954,000
<p>Situation initiale: Bien que le Mali ait ratifié la plupart des instruments juridiques internationaux, très peu d'entre eux ont été transposés dans la législation nationale et certains n'ont pas fait l'objet d'un examen de conformité aux normes relatives aux droits de l'homme.</p> <p>Indicateurs: un certain nombre de projets de loi examinés par le parlement aux fins d'adoption tiennent compte de la problématique hommes-femmes et sont conformes aux droits légaux et aux droits de l'homme reconnus au niveau international.</p>	<p>1.6.2 Faciliter les consultations et la sensibilisation de la société civile et des autres parties prenantes, telles que le parlement et les partis politiques, et la diffusion de publications.</p>		88,000

TOTAL DU RESULTAT 1		4.974.811	
Résultat 2 : renforcement de la capacité opérationnelle à fournir des services de maintien de l'ordre et de justice.			
La capacité des acteurs des services de maintien de l'ordre et de la justice à mener des enquêtes et à engager des poursuites en tenant compte de la problématique hommes-femmes, de manière efficace et conformément aux normes relatives aux droits de l'homme, est renforcée.	2.1.1	Fournir un appui aux commissariats, brigades, bureaux de police régionaux, parquets et institutions judiciaires à l'aide des équipements et de l'appui logistique nécessaires.	316.000
	2.1.2	Renforcer la capacité des acteurs des services de maintien de l'ordre et de la justice à mener des enquêtes et à engager des poursuites, y compris en matière de police scientifique et de gestion des preuves, ainsi qu'en ce qui concerne les infractions violentes.	916.000
	2.1.3	Renforcer la capacité des acteurs des services de maintien de l'ordre et de la justice à mener des enquêtes et à engager des poursuites en matière de VSS.	468.300
Indicateurs : les MON des premiers intervenants préconisent la collecte de preuves sur les lieux des infractions ; le nombre d'affaires dans lesquelles des preuves sont utilisées pour obtenir des condamnations ; des programmes de formation qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes et promeuvent l'égalité des sexes sont utilisés dans 70 % des formations des acteurs clés de la justice ; le nombre d'ateliers organisés pour le personnel féminin MSF ; 50 % des acteurs des services de maintien de l'ordre et de la justice possèdent des compétences professionnelles élémentaires leur permettant de mener de bout en bout des enquêtes en matière de VSS dans toutes les régions du Mali ; tous les cours destinés aux officiers de niveau opérationnel incluent un module sur les VSS ; un formulaire MSF normalisé destiné au signalement des affaires de VSS est créé avant décembre 2014 ; le nombre de réunions de coordination organisées entre MSF et le corps judiciaire.		MDI, MJDH	
Situation initiale : un manque systématique d'infrastructures et d'équipements ; pas de politique cohérente concernant l'utilisation des preuves et de la police scientifique ; les spécialistes de police scientifique sont rarement appelés sur les lieux des infractions ; un manque systématique de demandes de preuves de la part de la justice ; les laboratoires de police scientifique sont insuffisamment équipés ; un manque de manuels, documents et programmes de formation exhaustifs fournissant des indications aux enquêteurs et aux acteurs des services de maintien de l'ordre et de la justice en matière de justice pour les femmes ; un manque de formation spécialisée cohérente et exhaustive en matière de justice pour les femmes.			

<p>2.2 La capacité des tribunaux à rendre la justice conformément aux normes internationales est améliorée.</p>	<p>2.2.1 Soutenir la création d'un service d'application des peines sous l'autorité du procureur et du greffier en chef dans trois juridictions pilotes.</p>	<p>35.000</p>
<p>Situation initiale: la plupart des membres du personnel des tribunaux ne sont pas formés et sont par conséquent incapables d'exécuter les fonctions qui leur ont été attribuées. La gestion des tribunaux est dans la plupart des cas très mauvaise, en particulier dans le domaine de la préparation des divers documents de procédure. Les normes en matière de procès équitable et de régularité de la procédure ne sont pas connues ou appliquées. Le Mali est gravement sous-développé en matière de système de gestion des affaires. Le matériel informatique est rare et les dossiers sont principalement manuscrits, ce qui rend extrêmement difficile l'établissement de chiffres et de statistiques au niveau national. Les juges s'abstiennent souvent de motiver leurs décisions (note de 25/100 sur la Fiche d'évaluation de <i>Global Integrity</i> pour 2015, http://ai.globalintegrity.org/)</p> <p>Indicateurs: 50 % des procès contrôlés sont jugés équitables; des avis/statistiques mensuels sont envoyés par le personnel administratif; des mécanismes efficaces et transparents de prononcé des peines existent dans les juridictions. Une augmentation sensible du pourcentage des affaires qui sont enregistrées électroniquement à partir d'un système de dossiers sur support papier.</p>	<p>2.2.2 Organiser des exercices de formation et de tutorat avec le personnel des tribunaux sur leurs divers actes juridiques administratifs, sur les normes internationales en matière de procès équitable et de régularité de la procédure et sur la signification en bonne et due forme des actes de procédure.</p>	<p>515.200</p>
<p>2.3 Des liens sont établis entre la justice officielle et les processus traditionnels de règlement des litiges pour garantir des processus tenant compte de la problématique hommes-femmes et des résultats qui promeuvent les droits de l'homme.</p>	<p>2.3.1 Faciliter les mécanismes, politiques et directives de renvoi et de partenariat entre le système judiciaire officiel (Mdj, police, tribunaux et barreau) et les processus traditionnels de règlement des litiges.</p>	<p>355.000</p>
<p>Situation initiale: pas de liens et de contrôle clairs entre les processus traditionnels de règlement des litiges et le système judiciaire officiel pour garantir la protection des droits légaux des femmes.</p> <p>Indicateurs: une augmentation sensible en % du nombre de juges traditionnels qui mettent en œuvre un système de renvoi des affaires et une augmentation en % du nombre d'affaires auxquelles des femmes sont parties et qui sont contrôlées par des OSC/le MJDH dans certains districts.</p>	<p>2.3.2 Aider les OSC, les éducateurs communautaires et les assistants juridiques à représenter/accompagner des plaideurs de sexe féminin et assurer un contrôle par la société civile des processus traditionnels de règlement des litiges.</p>	<p>285.000</p>
<p>TOTAL DU RESULTAT 2</p>		<p>2.890.500</p>

Résultat 3 : renforcement du service pénitentiaire.

3.1	Les capacités du personnel pénitentiaire à exercer ses fonctions sont renforcées.			
		3.1.1	Fournir un appui technique pour améliorer la gestion de certaines prisons conformément aux Règles Mandela et aux Règles de Bangkok applicables aux délinquants.	120.000
		3.1.2	Au sein de l'INFP, développer des programmes de formation contextuels de manière à ce que le personnel pénitentiaire améliore ses fonctions et applique les normes internationales dans le cadre de son travail quotidien, y compris en ce qui concerne les principes d'égalité des sexes et les Règles de Bangkok.	29.800
		3.1.3	Fournir une formation conjointe sur les mécanismes de contrôle des prisons et préparer des documents de formation et de référence sur les procédures et les stratégies d'information.	76.000
3.2	La capacité des autorités maliennes à s'attaquer à la surpopulation des prisons et aux détentions illégales et arbitraires est renforcée.	3.2.1	Fournir un appui technique au MIDH et aux OSC pour développer une politique de solutions alternatives à l'emprisonnement pour les délinquants de sexes masculin et féminin, et les mineurs et, sur la base de politiques, procédures et systèmes, établir des liens entre un telle politique de solutions alternatives et les efforts de développement des compétences et de création de revenus ou les mesures multisectorielles visant à réintégrer les délinquants de sexes masculin et féminin dans le marché du travail.	451.000

<p>Situation initiale: la Maison centrale d'arrêt de Bamako a été construite pour un nombre maximum de 400 détenus. Actuellement, plus de 1800 détenus sont enfermés à la MCA. Plus de 60 % de ces détenus sont en détention provisoire. Les structures pénitentiaires sont vétustes et mal équipées. Un manque de matériel et des crédits budgétaires insuffisants entravent leur bon fonctionnement. Les prisons sont surpeuplées et leur fonctionnement ne respecte pas les normes internationales applicables. La situation est aggravée par un manque de sûreté, de sécurité et d'assistance judiciaire. Le système pénitentiaire du Mali est gravement sous-développé en matière de système de gestion des affaires. Le matériel informatique est rare et les dossiers sont principalement manuscrits, ce qui rend extrêmement difficile l'établissement de chiffres et de statistiques au niveau national.</p> <p>Indicateurs: un nombre réduit de détenus à la MCA, un nombre accru de détenus bénéficiant d'une aide judiciaire, des conditions de détention améliorées. Une augmentation sensible du pourcentage des affaires qui sont enregistrées électroniquement à partir de systèmes de dossiers sur support papier.</p>	<p>3.2.2 Faciliter la mise en place d'un système de gestion des affaires et d'enregistrement.</p>	<p>400.000</p>
<p>3.3 Les personnes en détention provisoire reçoivent une assistance judiciaire.</p> <p>Situation initiale: dans la Maison centrale d'arrêt de Bamako, plus de 60 % de ces détenus sont en détention provisoire. La majorité des détenus n'ont pas les moyens d'obtenir une aide judiciaire et de se faire représenter en justice. Pour de nombreux détenus, la durée de leur détention provisoire est supérieure à la celle de la condamnation encourue. Les structures existantes ne sont pas suffisantes pour garantir la fourniture efficace, efficiente et indépendante de services d'aide judiciaire aux personnes en détention provisoire au Mali.</p> <p>Indicateurs: un nombre considérablement réduit de détenus à la MCA, un nombre accru de détenus bénéficiant d'une aide judiciaire et d'une représentation en justice gratuites, une augmentation sensible du pourcentage de personnes en détention provisoire bénéficiant d'une aide judiciaire.</p>	<p>3.3.1 Faciliter les partenariats entre la DNEPS, les autorités pénitentiaires compétentes, les juridictions répressives, les fournisseurs d'aide judiciaire et les OSC concernées pour garantir un examen régulier des affaires de détention provisoire.</p> <p>3.3.2 Fournir un appui à l'aide judiciaire aux personnes en détention provisoire à travers une équipe spécialisée évaluant et prenant en charge les personnes en détention provisoire et traiter les dossiers en attente à travers des sessions extraordinaires.</p>	<p>382.500</p> <p>386.500</p>
<p>3.4 Les conditions de détention sont améliorées.</p>	<p>3.4.1 Faciliter la réhabilitation et la fourniture d'équipements pour améliorer les infrastructures de certaines prisons conformément aux Règles Mandela et aux Règles de Bangkok applicables aux délinquantes.</p>	<p>771.000</p>

<p>3.5 Des programmes de réadaptation et réinsertion sont développés et mis en œuvre pour les détenus des deux sexes.</p> <p>Situation initiale : les activités professionnelles dépendent toutes de l'appui des donateurs. Les détenus n'ont que peu ou pas de possibilités de se former ou de travailler à la planification de leurs qualifications en vue de leur libération.</p> <p>Indicateurs : création d'une ligne budgétaire pour la formation et des activités éducatives et de réinsertion sociale dans le budget de la DNAPES/du MJDH et, par conséquent, adoption d'une approche durable de réinsertion sociale (cf. p. 124 du Document de réforme nationale SJP).</p>	<p>3.4.2 Fournir des équipements et améliorer les installations dans les prisons pour femmes, en complément de l'aide existante des donateurs (par exemple, l'UE).</p>	25.000
	<p>3.4.3 Fournir un appui au Centre pénitentiaire agricole et aux autres projets agricoles de manière à augmenter leur potentiel d'amélioration de la qualité et de la quantité de l'alimentation des détenus.</p>	300.000
	<p>3.5.1 Faciliter les activités génératrices de revenus qui permettent la réinsertion sociale et complètent les budgets limités des services pénitentiaires.</p>	414.000
	<p>3.5.2 Faciliter les dispositifs de réadaptation des détenus, et les activités professionnelles et récréatives dans les prisons.</p>	60.000
TOTAL DU RESULTAT 3		
3.415.800		
Résultat 4 : amélioration de l'accès à la justice pour les populations affectées par le conflit.		
<p>4.1 La mobilisation de la communauté pour sensibiliser l'opinion publique sur l'égalité entre les sexes et les droits des femmes et pour définir des stratégies de prévention des VSS et des VSIC est renforcée.</p>	<p>4.1.1 Soutenir un programme complet de sensibilisation communautaire aux niveaux national et local en matière d'égalité des sexes et de prévention des VSS/VSIC en renforçant les capacités des OSC locales et en mobilisant un large éventail d'acteurs de la justice, des médias, du secteur privé et de chefs religieux et communautaires.</p>	610.000

<p>Situation initiale: • un taux élevé d'analphabétisme et un bas niveau de connaissance des droits légaux et du système judiciaire ; • la plupart des Maliens utilise le système de justice traditionnel ; un niveau de connaissances bas à négligeable parmi les juges traditionnels ; une communication et une collaboration limitées entre les OSC et agents des forces de l'ordre en matière de prévention des VCF, en particulier dans les zones rurales.</p>		508.500
<p>Indicateurs: des statistiques indiquant une augmentation de la connaissance des droits légaux, désagréées par sexe ; des statistiques indiquant une image positive du système judiciaire officiel ; le nombre d'heures d'émission radiophonique à destination de la population ; le nombre de personnes ayant participé à des séances de théâtre et d'information ; le nombre de chefs communautaires ayant reçu une formation concernant leurs droits et obligations ; 20 % des secteurs concernés des communautés locales/OSC sont mobilisés pour participer à des campagnes de sensibilisation sur les violences sexistes ; 60 % des secteurs concernés des communautés locales sont mobilisés ; 20 OSC sont formées pour organiser des forums réguliers avec les services de maintien de l'ordre (Police nationale et Gendarmerie) sur la prévention des VCF à Bamako, Gao, Kayes, Tombouctou et Mopti ; 50 % des juges traditionnels traitent des affaires concernant les questions relatives aux femmes, dans le respect des droits protégés.</p>	<p>4.1.2 Promouvoir les initiatives de sensibilisation au droit à l'échelle nationale, en particulier pour les femmes et les groupes vulnérables, des mécanismes appropriés d'intervention en matière de justice et les compétences des institutions de maintien de l'ordre et judiciaires.</p>	
<p>4.2 Les victimes de violations liées au conflit, y compris les victimes de VSLC, bénéficient d'un appui médical, psycho-social et juridique mobile.</p>	<p>4.1.3 Faciliter les partenariats entre le MIDH et le Ministère de l'enseignement supérieur pour inclure des thèmes relatifs à l'égalité des sexes (tels que la justice pour les femmes et les droits des femmes) dans les programmes existants de formation en droit dans trois universités locales.</p>	79.000
<p>Situation initiale: l'accès à la justice pour les victimes de violations liées au conflit est entravé par l'absence d'avocats et de tribunaux opérationnels tant dans les régions qu'à Bamako, ainsi que par les frais des procédures judiciaires. Les victimes ont une connaissance insuffisante des recours dont elles disposent. Peu de victimes reçoivent une aide judiciaire et financière pour engager une procédure devant un tribunal malien. Aucune affaire de violence sexuelle n'est soumise au système officiel. 11 avocats maliens qui représentent des victimes de VSLC devant les tribunaux maliens n'ont jamais bénéficié d'une formation spécialisée.</p>	<p>4.2.1 Soutenir des organisations de manière à fournir des conseils et une assistance juridiques dans le cadre de procédures judiciaires aux victimes de violences liées au conflit.</p>	350.000
	<p>4.2.2 Fournir une assistance opérationnelle pour permettre aux survivants et aux témoins de participer à des procédures pénales.</p>	60.000

<p>Indicateurs: 100 victimes ont reçu une assistance juridique pour préparer leurs affaires, 100 victimes ont porté leurs affaires devant les tribunaux, 20 avocats bénéficient d'un appui pour fournir leur assistance dans le cadre de certaines affaires. La population de Tombouctou, Gao et Mopti est informée des mécanismes disponibles de réparation judiciaire pour les affaires liées au conflit. Les victimes de VSLC sont représentées par des avocats faisant preuve d'une expertise particulière en matière de VSLC.</p>	4.2.3	Faciliter la création et l'équipement de centres d'écoute mobiles.	1.700.000
	4.3.1	Faciliter la création et le fonctionnement de mécanismes de protection, y compris un réseau d'alerte et des mécanismes de coordination entre les autorités nationales, les acteurs des Nations Unies, les OSC et tout autre acteur concerné.	282.000
	4.3.2	Aider les entités étatiques à renforcer les capacités des institutions et du personnel à protéger les victimes et les témoins, conformément à leurs attributions.	425.000
	4.3.3	Identifier les affaires nécessitant une protection, effectuer un examen au cas par cas du bénéficiaire et une vérification des faits, fournir un appui technique à l'élaboration de MON, d'une stratégie de programme, fournir un suivi des affaires nécessitant une protection, assurer la liaison avec la CPI en tant que de besoin.	125.000
	4.3.4	Renforcer les capacités des OSC et des autorités judiciaires et de maintien de l'ordre nationales, participer aux mécanismes de protection et fournir une protection complémentaire aux victimes et témoins de violations des droits de l'homme, y compris à travers la gestion d'un Fonds d'affectation spéciale de protection.	832.000
<p>Indicateur: une augmentation sensible du pourcentage d'affaires dans lesquelles des mécanismes de protection ont été utilisés.</p>	4.4.1	Fournir un appui technique et logistique à l'organisation de consultations sur les besoins de la justice transitionnelle (droits à la vérité, à la justice, à la réconciliation, et à réparation) aux niveaux central et régional.	53.000
	4.4.2	Fournir une assistance technique à l'élaboration et à l'adoption d'une Stratégie nationale de justice transitionnelle.	94.000
	<p>Situation initiale: 0 CVJR opérationnelle en 2015; 0 politique / loi; 0 affaire emblématique de violation des droits de l'homme devant les tribunaux.</p>		
<p>Des mécanismes de protection globaux sont développés et fournis aux victimes et témoins participant directement aux procédures judiciaires.</p> <p>4.3</p>			
<p>Une stratégie et des mécanismes de justice transitionnelle sont en place et fonctionnent conformément aux règles et normes internationales.</p> <p>4.4</p>			

Un projet commun des Nations Unies – Lutter contre les facteurs de conflit au Mali à travers l'état de droit – 2016-2020

<p>Indicateurs: une CVJR opérationnelle à Bamako et dans deux régions ; 1 politique/loi adoptée ; 10 affaires de violation flagrante des DH devant les tribunaux ; tous les commissaires sont formés ; la population de Bamako, Gao, Mopti et Tombouctou a connaissance de la JT et de la CVJR.</p>	4.4.3	Evaluer les besoins et fournir un appui technique et logistique pour garantir la mise en place législative et physique et le fonctionnement efficace de la CVJR et renforcer les capacités du personnel de la CVJR en ce qui concerne les questions thématiques pertinentes et les compétences spécialisées.	1.115.000
	4.4.4	Fournir un appui technique et logistique à l'organisation d'une campagne de sensibilisation à la justice transitionnelle pour la population.	88.000
	4.5.1	Fournir un appui à la Police nationale et au MJDH pour développer et établir des Centres polyvalents pour les victimes de VSS dans le cadre d'un projet pilote à Bamako et à Gao.	1.433.000
	4.5.2	Renforcer les capacités des OSC locales, y compris les assistants juridiques, pour appuyer les activités et services des Centres polyvalents, tels que l'aide judiciaire, l'assistance psycho-sociale, les soins de santé, l'aide psychologique et l'orientation vers des enquêteurs.	360.000
<p>4.5 Des services VCF efficaces, axés sur les survivants et multisectoriels sont fournis dans l'ensemble du pays aux femmes et aux enfants.</p> <p>Situation initiale: 0 Centre polyvalent en 2015.</p> <p>Indicateurs: des centres polyvalents pilotes sont créés en 2016 à Bamako et Gao et cinq Centres polyvalents au total sont créés et opérationnels en 2020 ; une augmentation en % du nombre de victimes de VSS aidées par des Centres polyvalents.</p>		<p>TOTAL DU RESULTAT 4</p> <p>8.114.500</p>	
<p>TOTAL GENERAL DES ACTIVITES</p>		<p>19.395.611</p>	

Annexe 2 : Programme de travail annuel 2015-2016

N°	Activités connexes	Organisme des Nations Unies	Institutions partenaires	Zone géographique	T1	T2	T3	T4	Budget 2016 (\$)	Détails
RESULTAT 1 : RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DES STRUCTURES NATIONALES DE L'ETAT DE DROIT										
Réalisation 1.1 Fonctionnement efficace des Directions des services de maintien de l'ordre (appui aux OP).										
Activité 1.1.1 Fournir un appui à de nouvelles structures régionales de maintien de l'ordre.										
1.1.1.1	Procéder à une évaluation des structures les plus efficaces pour les structures régionales de maintien de l'ordre prescrites par l'accord de paix et à des consultations à cet égard.	POL	Mdi DGPN DGGN	Bamako et les régions		X	X		22.000	Consultant PTF pour 3 mois (90 jours, JS de 200 \$) plus billet d'avion (MINUSMA UNPOL avec le Groupe RSS).
1.1.1.2	Organiser des consultations et des ateliers sur la structure des structures régionales de maintien de l'ordre.	POL	Mdi DGPN DGGN	Bamako et les régions		X	X		20.000	Consultations et ateliers (MINUSMA UNPOL avec le Groupe RSS).
Activité 1.1.2 Appuyer la création d'un groupe spécialiste de la problématique hommes-femmes.										
1.1.2.1	Appuyer la création d'un groupe spécialiste de la problématique hommes-femmes au sein de la DGPN, y compris la mise en place de systèmes informatiques et d'une gestion des affaires de violence sexiste et la fourniture d'équipements.	ONU Femmes	DGPN	Bamako	X	X			80.000	Pour les véhicules, le carburant, l'entretien, la remise en état, les équipements et 3 agents.
1.1.2.2	Formation initiale et continue pour le personnel du Groupe de la problématique hommes-femmes de la DGPN.	ONU Femmes	DGPN	Bamako		X	X		20.000	Formation continue.
Activité 1.1.3 Appuyer le renforcement des capacités du personnel du Mdi, du MDD et des DGPN/DGGN										
1.1.3.1	Fournir des conseils techniques sur la mise en place de systèmes opérationnels d'inventaire des stocks et de gestion du matériel roulant (pour les équipements, en particulier les véhicules, les téléphones cellulaires, les TI, le matériel de scène de crime), y compris la rédaction de MON et la création de structures.	POL	Mdi DGPN DGGN	Bamako		X	X		20.000	Déploiement à partir de la FPP de Brindisi d'un conseiller en logistique (disposant d'une expertise en matière d'achats, de gestion du matériel roulant, d'entretien et d'inventaire) pour 6 mois : 40.000 \$. Ce coût devrait être partagé 50/50 avec le SIP dans le cadre du 1.3.1 ci-dessous qui utilisera le conseiller pour fournir des conseils au MJDH sur les mêmes questions.
1.1.3.2	Organiser une formation pour les interlocuteurs concernés en matière d'inventaires et de gestion du matériel roulant.	POL	Mdi DGPN DGGN	Bamako		X	X		9.355	6 cours pour 20 personnes, 3 jours, indemnité de déplacement et déjeuner plus location des lieux ; partagé 50/50 avec le SIP dans le cadre du 1.3.1 ci-dessous.

1.1.3.3	Fournir les équipements requis pour mettre en place un système efficace d'inventaire des stocks et de gestion du matériel roulant.	POL	Mdi DGN DGN	Bamako						X	10.500	3 sites, 1 PC, 2 ordinateurs portables, une imprimante de code-barres, un scanner de code-barres, logiciels. L'achat et la mise à disposition doivent être liés aux procédures du 1.1.3.
Réalisation 1.2 Les mécanismes de contrôle centraux des enquêtes de police et des activités judiciaires sont renforcés.												
Activité 1.2.1 Aider le Mdi et le MdD à assurer un contrôle de la qualité du travail des OPI.												
1.2.1.1	Fournir une assistance technique aux inspections générales.	POL	Mdi DGN DGN	Bamako		X					46.500	Consultant (3 mois) = 44.000 \$ + 1 ordinateur, 1 imprimante = 3.700 \$
1.2.1.2	Fournir des équipements pour appuyer le fonctionnement opérationnel du secrétariat des inspections.	POL	Mdi DGN DGN	Bamako			X				26.200	5 ordinateurs et imprimantes pour chacune des DGN et DGN (5 x 2.500 \$) ; des bons de carburant (50 \$ par mois). L'achat et la mise à disposition doivent être liés aux procédures du 1.1.3.
1.2.1.3	Examiner et améliorer les mécanismes de protection de l'intégrité du personnel de la justice, fournir un appui aux inspections internes (création/renforcement de l'équipe d'inspection ; fourniture d'équipements, procédures et manuels pour enquêter sur les affaires de corruption ; contribuer à la mise en œuvre de plans d'action pour l'intégrité de la justice), fournir un appui au développement/à la révision des codes de déontologie des fonctionnaires judiciaires.	ONUDC	MJDH	Bamako et les régions		X	X	X			35.000	Contribution en pourcentage à l'expert P3.
1.2.1.4	Concevoir des cours et fournir une formation en matière de déontologie et d'intégrité pour les fonctionnaires judiciaires et autres personnels judiciaires.	ONUDC	MJDH	Bamako		X	X	X			20.000	2 ateliers de formation (10.000 \$) et frais de déplacement de l'expert (10.000 \$).
Activité 1.2.2 Appuyer les initiatives facilitant la compréhension par le public des services de maintien de l'ordre.												
1.2.2.1	Appuyer la conception et l'installation de panneaux publics d'information sur les services de maintien de l'ordre.	POL	Mdi DGN DGN	Bamako		X	X	X			9.000	Installation des panneaux dans des zones pilotes à Mopti, Tombouctou et Gao (10 brigades, 4 commissariats) x 500 \$ par bureau ; 2.000 \$ pour les réunions de consultation.
1.2.2.2	Mener des campagnes de sensibilisation pour familiariser le public avec le système et les procédures judiciaires.	ONUDC	MJDH	Bamako et les régions		X	X	X			10.000	Frais d'impression et un événement.
Réalisation 1.3 Les capacités des fonctionnaires du MJDH à exercer leurs fonctions sont renforcées.												
Activité 1.3.1 Aider le MJDH à effectuer une évaluation des capacités du personnel et à améliorer les fonctions de gestion des ressources humaines du MJDH.												

1.3.1.1	Aider le MIDH à effectuer une évaluation exhaustive des capacités du personnel et à améliorer les fonctions de gestion du personnel du MIDH.	PNUD	MIDH	Bamako	X	X				98.000	Un consultant pour l'évaluation et la formation, et le renforcement des capacités des ressources humaines. Expertise technique en formation et 2 ateliers.
1.3.1.2	Fournir des conseils techniques sur la mise en place de systèmes opérationnels d'inventaire des stocks et de gestion du matériel roulant (pour les équipements, en particulier les véhicules, les téléphones cellulaires, les TI, le matériel de scène de crime), y compris la rédaction de MDN et la création de structures.	JP	MIDH	Bamako		X	X			20.000	Déploiement à partir de la FPP de Brindisi d'un conseiller en logistique (disposant d'une expertise en matière d'achats, de gestion du matériel roulant, d'entretien et d'inventaire) pour 6 mois : 40.000 \$. Ce coût devrait être partagé 50/50 avec POL dans le cadre du 1.1.3 ci-dessous qui utilisera le conseiller pour fournir des conseils au MdI sur les mêmes questions.
1.3.1.3	Fournir les équipements requis pour mettre en place un système efficace d'inventaire des stocks et de gestion du matériel roulant.	JP	MIDH	Bamako		X	X			9.356	6 cours pour 20 personnes, 3 jours, indemnité de déplacement et déjeuné plus location des lieux ; partagé 50/50 avec POL dans le cadre du 1.1.3 ci-dessous.
1.3.1.4	Fournir un appui technique au MIDH en matière de politique d'intervention judiciaire contre les VSIC.	PNUD	MIDH	Bamako	X	X	X	X		50.000 [50% du salaire]	Expert déployé par l'EE [travaille également avec le Doyen des juges, voir 2.1.3.1 ci-dessous].
Activité 1.3.2 Aider le MIDH à assurer un contrôle de la qualité du travail du personnel.											
1.3.2.1	Aider le MIDH à assurer un contrôle de la qualité du travail du personnel (recrutement au mérite et tenant compte de la problématique hommes-femmes, évaluations et nominations transparentes et objectives, application de codes de déontologie, etc.).	PNUD	MIDH	Bamako	X	X	X	X		150.000	Le consultant devra fournir une formation et un appui au MIDH en matière de rédaction de documents d'appui interne, de descriptions de poste, former le personnel des RH au contrôle de la qualité du travail, conseil et formations, développement de MDN.
Activité 1.3.3 Aider le MIDH à évaluer les procédures existantes visant à préparer et exécuter les budgets.											
1.3.3.1	Fournir un appui technique au MIDH pour évaluer les procédures existantes visant à préparer et exécuter les budgets, comprendre les exigences du Ministère des finances, améliorer les compétences et la capacité à s'acquitter des fonctions avec efficacité.	PNUD	MIDH	Bamako	X	X	X	X		42.000	Le consultant devra fournir une formation et un appui en matière de planification budgétaire, de stratégie et de sensibilisation. Formation sur les processus budgétaires. Un consultant + 2 ateliers.
Activité 1.3.4 Faciliter la diffusion du Plan national des priorités de la justice finalisé et la formation sur celui-ci.											
1.3.4.1	Publication de copies du Plan national des priorités de la justice aux fins de diffusion.	JP	MIDH	Bamako	X					5.000	Des copies devraient être distribuées à chacune des entités partenaires CMC qui les diffuseront dans le cadre de leurs activités.

1.3.4.2	Fournir un appui à la cérémonie de lancement du Plan national des priorités de la justice.	JP	MJDH	Bamako	X					15.000	
1.3.4.3	Organiser des ateliers nationaux afin d'harmoniser le Plan national des priorités de la justice avec les dispositions des instruments internationaux.	ONUDC	MJDH	Bamako	X	X	X	X		30.000	Fourniture de conseils pendant 2 mois et deux ateliers.
Réalisation 1.4 Les mécanismes de contrôle des activités judiciaires sont renforcés.											
Activité 1.4.1 Fournir une formation conjointe sur les mécanismes de contrôle des juridictions et des prisons et préparer des documents de formation et de référence.											
1.4.1.1	Préparer un manuel sur les contrôles décrivant les procédures et autres stratégies d'information, y compris les normes et indicateurs des DH	DH	MJDH	Bamako		X	X	X		75.000	Contribution au P4 (25.000 \$) ; 2 ateliers ; formation.
Activité 1.4.2 Appuyer les initiatives facilitant la compréhension par le public des services judiciaires.											
1.4.2.1	Appuyer la conception et l'installation de panneaux de service public indiquant les tarifs officiels.	JP	MJDH	Bamako et les régions				X	X	11.000	Installation des panneaux dans des zones pilotes à Mopti, Tombouctou et Gao (18 tribunaux et parquets) x 500 \$ par bureau ; 2.000 \$ pour les réunions de consultation.
Activité 1.4.3 Renforcer les capacités des organes de contrôle interne et l'appui à ceux-ci... pour effectuer des visites d'inspection et en rendre compte.											
1.4.3.1	Aider le MDJ à effectuer des états des lieux sur les problèmes clés des DH dans les domaines relevant du contrôle du JSI et à rendre compte des progrès annuels par rapport aux états des lieux réalisés.	DH	MJDH	Bamako	X	X	X	X		45.000	10 % du P4 (25.000 \$) ; 50 % de 2 NPO (20.000 \$).
1.4.3.2	Appui aux visites d'inspection.	JP	MJDH	Nord	X	X	X	X		10.000	US, équipement.
1.4.3.3	Appui aux visites d'inspection.	PNUD	MJDH	Sud	X	X	X	X		8.000	US, équipement.
1.4.3.4	Evaluer le fonctionnement de la justice, les besoins en personnel dans chaque juridiction pour décider du déploiement et du transfert du personnel judiciaire, système d'évaluation de la qualité du travail des juges.	ONUDC	MJDH	Dans l'ensemble du pays.	X	X	X	X		11.250	Contribution au P3, consultants experts et déplacements.
1.4.3.5	Fournir un appui aux inspections internes (création / renforcement des équipes d'inspection et des équipements, procédures et manuels pour enquêter sur les affaires de corruption, publier la liste de contrôle annuel, fournir une formation au personnel et une aide pour lui permettre de mettre en œuvre des	ONUDC	MJDH	Dans l'ensemble du pays.	X	X	X	X		11.250	Contribution au P3, consultants experts et déplacements.

[illegible]

1.6.1.5	Un appui technique est fourni pour donner des conseils d'expert sur le processus de réforme du code pénal / code de procédure pénale, ainsi que sur le processus législatif pour faciliter la création d'une groupe opérationnel de police scientifique.	POL	MJDH	Bamako	X	X	X	X	42.000	Un consultant en matière d'élaboration des lois, y compris pour la réforme du code pénal et la police scientifique, pour effectuer notamment une évaluation du code de procédure pénale et des révisions nécessaires en fonctions des besoins des OPJ.
Activité 1.6.2 Faciliter les consultations et la sensibilisation de la société civile et des autres parties prenantes.										
1.6.2.1	Faciliter les consultations et les activités de sensibilisation de la société civile et des autres parties prenantes, telles que le législateur et les partis politiques.	ONU Femmes	OSC/ONG	Bamako			X	X	33.000	25 % de 132.000 6 ateliers, matériel, subventions aux ONG (Une semaine, 20 participants = 7.000 x 6 = *42.000) Impression/Matériel = 10.000 Subventions aux ONG = 80.000
1.6.2.2	Sensibilisation de la société civile et du public à la loi de protection des victimes et des témoins.	DH	OSC/ONG	Toutes				X	35.000	Ateliers et initiatives.
RESULTAT 2 : RENFORCEMENT DE LA CAPACITE OPERATIONNELLE A FOURNIR DES SERVICES DE JUSTICE										
Réalisation 2.1 La capacité des acteurs des services de maintien de l'ordre et de la justice à mener des enquêtes et à engager des poursuites de manière efficace est renforcée.										
Activité 2.1.1 Fournir un appui aux commissariats, brigades, bureaux de police régionaux, parquets et institutions judiciaires à l'aide des équipements et de l'appui logistique nécessaires.										
2.1.1.1	Fournir des équipements à 10 brigades et 4 commissariats dans des zones pilotes à Mopti, Tombouctou et Gao.	POL	MdI DGPN DGGN	Mopti, Tombouctou, Gao	X	X	X	X	28.000	En fonction des besoins, y compris les menottes, téléphones cellulaires, bons de carburant... 2.000 \$ par an et par bureau.
2.1.1.2	Fournir des équipements aux tribunaux et parquets dans des zones pilotes.	JP	MJDH	Mopti, Tombouctou, Gao	X	X	X	X	28.000	Somme forfaitaire à distribuer en fonction des besoins et après établissement d'une procédure de demande. Peut inclure les fournitures de bureau, les bons de carburant...
Activité 2.1.2 Renforcer la capacité à effectuer des enquêtes et à engager des poursuites.										
2.1.2.1	Rédaction d'un document de réflexion et d'une étude de faisabilité sur la manière de faciliter les enquêtes et les poursuites relatives aux infractions graves.	JP	MJDH DGPN DGGN		X				12.000	Déploiement à court terme d'un expert du Siège ou du SCIC (40 jours x 200 \$ plus billet d'avion).
2.1.2.2	Organiser un séminaire de haut niveau (incluant la police et la justice) sur l'importance de l'utilisation des preuves.	JP	MJDH DGPN DGGN	Bamako	X				20.000	Séminaire de 3 jours (réservation des lieux) pour environ 60 personnes (repas), inviter également le barreau, les médecins, etc.; inclure les JIS et billets d'avion pour 5 experts de Dakar (1.500 \$ chacun); le matériel.

2.1.2.3	Evaluation des besoins d'assistance en matière de police judiciaire.	POL	MJDH DGPn DGN	Bamako et les régions	X				10.000	Evaluation à partir du Siège ou de la FPP de Brindisi, sur la base de l'évaluation existante de l'ONUDC.
2.1.2.4	Fournir une formation conjointe aux groupes de gestion des scènes de crime en matière de photographie, de balistique, d'intervention sur les scènes de crime après des attaques terroristes...	POL	MJDH DGPn DGN	Bamako		X	X	X	14.000	US, experts, location des lieux ; inclure les procureurs et les juges.
2.1.2.5	Contribuer à la rédaction d'un Plan d'action conjoint (avec le GdM, NL, FR, USA, EUCAP...) pour promouvoir l'utilisation des preuves.	POL	MJDH DGPn DGN	Bamako		X	X	X	10.000	Fournir un appui administratif à des groupes de travail sur ces thèmes (devant se réunir chaque semaine pendant 3 mois) ; publication ; frais accessoires. JP et l'ONUDC (et d'autres, selon les demandes) contribueront à l'appui administratif.
Activité 2.1.3 Renforcer la capacité des acteurs des services de maintien de l'ordre et de la justice à mener des enquêtes et à engager des poursuites en matière de VSS.										
2.1.3.1	Fournir des conseils techniques au Doyen des juges relativement aux affaires de VSLC qui ont été portées devant la justice.	EE	MJDH	Bamako et les régions	X	X	X	X	50.000 [50 % du salaire]	Expert déployé par l'EE (travaille également avec le MJDH, voir 1.3.1.4 ci-dessous).
2.1.3.2	Fournir une expertise technique pour conseiller la police/gendarmerie en matière d'intervention dans les affaires de VSLC.	EE	Police/Gendarmerie	Bamako et les régions	X	X	X	X	100.000	Expert déployé par l'EE.
Réalisation 2.2 La capacité des tribunaux à rendre la justice est améliorée.										
Activité 2.2.1 Soutenir la création d'un service d'application des peines dans trois juridictions pilotes.										
2.2.1.1	Evaluer le caractère adéquat des lois existantes prévoyant des alternatives à l'emprisonnement et formuler des recommandations sur la création d'un service d'application des peines dans chaque juridiction.	JP	MJDH	Bamako et les régions		X			35.000	Conseils de courte durée (3 mois) ; déplacement.
Activité 2.2.2 Organiser des exercices de formation et de tutorat avec le personnel des tribunaux sur leurs divers actes juridiques administratifs.										
2.2.2.1	Aider le MdJ et les tribunaux nationaux/régionaux à développer une stratégie de formation, y compris des documents et cours pour les juges et le personnel des tribunaux, en matière d'application des normes de procès équitable et de régularité de la procédure.	DH	MJDH	Bamako et les régions	X	X	X	X	102.200	Honoraires d'expert international = 100.000 \$ Équipement : 1 ordinateur, 1 téléphone cellulaire = 2.000 + 200 = 2.200.

2.2.2.2	Examiner la gestion des affaires par les parquets et les tribunaux et, ultérieurement, fournir des conseils, un renforcement des capacités, une formation au personnel des tribunaux, y compris pour promouvoir l'amélioration de l'enregistrement/du suivi/de la tenue des dossiers à travers des moyens appropriés (des systèmes de dossiers sur support papier ou des systèmes électroniques) et d'autres fonctions de gestion des tribunaux.	ONUDC	MDH	Bamako et les régions	x	x	x	x	65.000	Contribution en pourcentage à l'expert de niveau P3 ; formation ; déplacements de l'expert.
Réalisation 2.3 Des liens sont établis entre la justice officielle et les processus traditionnels de règlement des litiges.										
Activité 2.3.1 Faciliter les mécanismes, politiques et directives de renvoi et de partenariat entre le système judiciaire officiel et les processus traditionnels de règlement des litiges.										
2.3.1.1	Faciliter les mécanismes, politiques et directives de renvoi et de partenariat entre le système judiciaire officiel (Mdj, police, tribunaux et barreau) et les processus traditionnels de règlement des litiges.	ONU Femmes		Bamako et les régions	x	x	x	x	82.500	10 % P4 GIPS/pa = 25.000 2 séminaires de consultation nationale 14.000 NOB 12 mois + déplacements = 40.000/pa Elaboration de directives de renvoi et systèmes d'enregistrement = 1.500 Base de données et système de gestion des affaires au Mdj, Police nationale = 2.000
Activité 2.3.2 Aider les OSC, les éducateurs communautaires et les assistants juridiques à représenter des plaideurs de sexe féminin et assurer un contrôle par la société civile.										
2.3.2.1	Aider les OSC, les éducateurs communautaires et les assistants juridiques à représenter/accompagner des plaideurs de sexe féminin et assurer un contrôle par la société civile des processus traditionnels de règlement des litiges.	ONU Femmes		Bamako	x	x	x	x	95.000	Subventions à des ONG à Bamako, Gao, Mopti, Tombouctou (4 ONG), plus 10 % P4.
RESULTAT 3 : RENFORCEMENT DU SERVICE PENITENTIAIRE										
Réalisation 3.1 Les capacités du personnel pénitentiaire à exercer ses fonctions sont renforcées.										
Activité 3.1.1 Fournir un appui technique pour améliorer la gestion de certaines prisons conformément aux [Règles Mandela et de Bangkok].										
	Pas avant la 2 ^{ème} année.									
Activité 3.1.2 Développer des programmes de formation contextuels pour le personnel pénitentiaire.										
3.1.2.1	Aider l'INFP en tant que de besoin à développer et mettre en œuvre des programmes de formation spécialisés sur l'égalité de sexes et les Règles de Bangkok.	ONU Femmes		Bamako	x	x			29.800	2 ateliers (14.000) Consultant (12.800) Matériel (3.000).
Activité 3.1.3 Fournir une formation conjointe sur les mécanismes de contrôle des prisons et préparer des documents de formation et de référence sur les procédures et les stratégies d'information.										

3.1.3.1	Former les directeurs et le personnel des prisons aux normes internationales et bonnes pratiques applicables ; inclure une conférence consultative avec les acteurs de la justice et des prisons sur un projet de manuel de la DNAPES.	ONUDC	MIDH	Bamako		X	X	X	76 000	5 x 3 jours de formation ; 25 % du P3.
Réalisation 3.2 La capacité des autorités maliennes à s'attaquer à la surpopulation des prisons et aux détentions illégales et arbitraires est renforcée.										
Activité 3.2.1 Fournir un appui technique au MIDH et aux OSC pour développer une politique de solutions alternatives à l'emprisonnement.										
3.2.1.1	Fournir un appui technique au MDJ pour développer des politiques de solutions alternatives à l'emprisonnement pour certaines infractions et lier ces solutions alternatives à des travaux d'intérêt général et services volontaires pour les délinquantes.	ONU Femmes	MIDH	Bamako et les régions			X	X	77 000	Consultant (17 000) Subventions à des ONG dans deux régions pilotes (Bamako + Mopti) 35 000 ; 10 % de P4.
3.2.1.2	Appuyer la mise en œuvre de solutions alternatives à l'emprisonnement, y compris par la formation des directeurs et du personnel des prisons aux normes internationales et bonnes pratiques applicables.	ONUDC	MIDH	Bamako et les régions	X	X	X	X	55 000	Contribution au P3 ; 2 ateliers de formation et déplacement des experts.
Activité 3.2.2 Faciliter la mise en place d'un système de gestion des affaires et d'enregistrement.										
3.2.2.1	Fourniture d'ordinateurs équipés de logiciels de bureautique de base, et d'une formation.	JP	MIDH	Bamako et les régions				X	20 000	10 ordinateurs équipés du logiciel Excel, à fournir conformément aux directives de gestion des stocks, et formation.
3.2.2.2	Élaborer un plan de réforme des prisons à travers un processus participatif assorti de programmes à court terme et à moyen terme.	ONUDC	MIDH	Bamako et les régions					27 500	Contribution au P3 (17 500 \$) ; formation ; déplacement.
3.2.2.3	Améliorer la gestion des dossiers des détenus dans certaines prisons.	ONUDC	MIDH	Bamako et les régions					40 000	Consultant pendant 3 mois (30 000 \$) ; formation ; déplacement.
3.2.2.4	Effectuer un recensement de la population carcérale existante, y compris les personnes en détention provisoire.	ONUDC	MIDH	Bamako et les régions					30 000	Consultant pendant 3 mois.
3.2.2.5	Promouvoir l'adoption de mécanismes d'examen des situations des personnes en détention provisoire par le corps judiciaire.	ONUDC	MIDH	Bamako et les régions					17 500	Contribution au P3.
Réalisation 3.3 Les personnes en détention provisoire reçoivent une assistance judiciaire.										
Activité 3.3.1 Faciliter les partenariats pour garantir un examen régulier des affaires de détention provisoire.										

3.3.1.1	Faciliter les partenariats entre la DNAPES, les autorités pénitentiaires compétentes, les juridictions répressives, les fournisseurs d'aide judiciaire et les OSC concernées pour garantir un examen régulier des affaires de détention provisoire.	PNUD	MIDH	Bamako	X	X	X	X	12.500	5 % du P4.
3.3.1.2	Elaborer et appuyer un programme pilote axé sur la réinsertion sociale des détenus.	ONUDC	MIDH	Bamako	X	X	X	X	27.500	Contribution en pourcentage au P3 (17.500 \$) ; un atelier (5.000 \$) ; déplacement (5.000 \$).
3.3.1.3	Promouvoir le partage des expériences et des informations concernant la déradicalisation, l'emprisonnement et la réadaptation des terroristes emprisonnés et détenus.	ONUDC	MIDH	Bamako	X	X	X	X	27.500	Contribution en pourcentage au P3 (17.500 \$) ; un atelier (5.000 \$) ; déplacement (5.000 \$).
Activité 3.3.2 Fournir une aide judiciaire aux personnes en détention provisoire et lutter contre la surpopulation.										
3.3.2.1	Fournir un appui à l'aide judiciaire aux personnes en détention provisoire à travers une équipe spécialisée évaluant et prenant en charge les personnes en détention provisoire et traiter les dossiers en attente à travers des sessions extraordinaires.	PNUD	MIDH	Bamako	X	X	X	X	166.500	Créer et rémunérer une équipe d'avocats fournissant une aide judiciaire et une représentation devant les tribunaux afin de lutter contre la surpopulation. 5 % P4 12.500, véhicules x 2 = 100.000, équipe d'avocats 50.000 de rémunération, 2 ordinateurs.
Réalisation 3.4 Les conditions de détention sont améliorées.										
Activité 3.4.1 Faciliter la réhabilitation et la fourniture d'équipements pour améliorer les infrastructures.										
3.4.1.1	Fournir des équipements de sécurité carcérale au personnel de la Maison centrale d'arrêt.	JP	MIDH	Bamako		X			30.000	50 agents, équipements comprenant des casques, matraques, boucliers, menottes, des tenues de protection, des grilles à cadenas supplémentaires, etc.
3.4.1.2	Fournir des bus grillagés pour le transport des détenus à la Maison centrale d'arrêt.	JP	MIDH	Bamako			X		60.000	(ne peut être acheté qu'après la mise en place de MON de gestion du matériel roulant, cf. 1.3.1 ci-dessus).
3.4.1.3	Fournir un appui opérationnel aux prisons pour améliorer le traitement sécurisé et humain des détenus.	JP	MIDH	Bamako et les régions	X	X	X	X	18.000	Subventions de 500 \$ par mois à 3 prisons modèles (peut inclure des bons de carburant, des aliments complémentaires, des médicaments, selon les besoins) (sur la base d'un MON et selon les besoins).
Activité 3.4.2 Fournir des équipements et améliorer les installations dans les prisons pour femmes.										
3.4.2.1	Appuyer les efforts de remise en état dans la prison pour femmes de Bollé et dans cinq autres établissements pénitentiaires pour femmes afin de garantir que les conditions de	ONU Femmes	MIDH	Bamako		X	X	X	25.000	Equipement et frais de remise en état pour une prison.

[illegible]

4.1.2.1	Fournir une formation pour améliorer les connaissances et capacités des acteurs de la justice coutumière afin d'intégrer les droits des femmes, l'égalité des sexes et les principes des Plans d'action nationaux en matière de violence sexuelle, 1325 et la CEDAW dans leur travail.	ON U Femmes	Bamako		x	x			39.000	10 % GIPS = 25.000 2 ateliers nationaux (14.000).
4.1.2.2	Fournir un appui technique aux acteurs de la justice traditionnelle, ONG, OSC, y compris les médias, afin de mener des campagnes de sensibilisation et diffuser des documents d'information sur l'égalité des sexes et la prévention de la VCF au profit des femmes dans les zones rurales, à Bamako et dans les régions.	ONU Femmes	Bamako, Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal		x	x	x	x	65.000	10 % GIPS 25.000 Subventions à des ONG 40.000.
Activité 4.1.3 Faciliter les partenariats entre le MIDH et le Ministère de l'enseignement supérieur pour inclure des thèmes pertinents dans les programmes de formation.										
4.1.3.1	Fournir un appui technique pour faciliter les partenariats entre le MIDH et le Ministère de l'enseignement supérieur pour inclure des thèmes relatifs à l'égalité des sexes dans les programmes existants de formation en droit dans des universités locales.	ONU Femmes	MIDH Bamako			x	x		39.500	10 % P4 GIPS/pa =25.000 Consultant national 200x60 jours+déplacement 12.000+1.000 Matériel + base de données=1.500
Réalisation 4.2 Les victimes de violations liées au conflit, y compris les victimes de VSLC, bénéficient d'un appui médical, psycho-social et juridique mobile.										
Activité 4.2.1 Soutenir des organisations de manière à fournir des conseils et une assistance juridiques dans le cadre de procédures judiciaires.										
4.2.1.1	Fournir un appui à des ONG à travers des subventions.	PNUD	OSC/ONG	Bamako et les régions	x	x	x	x	75.000	Subvention à des ONG/OSC d'aide judiciaire.
4.2.1.2	Fournir une formation aux avocats et à la société civile sur la gestion des affaires de VSLC (y compris le barreau) pour leur permettre de fournir une assistance / aide judiciaire bénévole dans les affaires de VSLC.	PNUD	OSC/ONG	Bamako	x	x	x	x	50.000	Financée par l'EE.
Activité 4.2.2 Fournir une assistance pour permettre aux survivants et aux témoins de participer à des procédures pénales.										
4.2.2.1	Aider les victimes et les témoins à avoir accès aux procédures pénales.	PNUD	MIDH	Bamako et les régions		x		x	20.000	Indemnité de transport et d'hébergement pour les victimes.
Activité 4.2.3 Faciliter la création et l'équipement de centres d'écoute mobiles.										
4.2.3.1	Centre d'écoute mobile pilote dans une localité.	PNUD	MIDH	Régions	x	x			100.000	Création d'un centre d'écoute mobile et personnel d'appui.
Réalisation 4.3 Des mécanismes de protection globaux sont développés et fournis aux victimes et témoins participant directement aux procédures judiciaires.										
Activité 4.3.1 Faciliter la création et la mise en œuvre de mécanismes de protection adéquats et opérationnels.										

Un projet commun des Nations Unies – Lutter contre les facteurs de conflit au Mali à travers l'état de droit – 2016-2020

4.3.1.1	Fournir une expertise technique pour le développement, la mise en œuvre et l'évaluation d'une stratégie et d'un programme de protection pour Bamako et les régions.	DH	OSC/ONG	Bamako et les régions	x	x	x	x	27.000	10 % d'un spécialiste des droits de l'homme P4 + déplacement dans les régions.
Activité 4.3.2 Renforcer les capacités des institutions et du personnel à protéger les victimes et les témoins.										
4.3.2.1	Fournir une expertise technique pour créer et gérer un fonds d'affectation spéciale de protection destiné à financer les frais de protection des victimes et des témoins, y compris les critères d'admissibilité, le contrôle financier, la comptabilité, les autorisations de paiement, etc.	DH	OSC/ONG	Bamako et les régions	x	x	x	x	25.000	25 % d'un spécialiste des droits de l'homme.
Activité 4.3.3 Identifier les affaires nécessitant une protection, effectuer un examen au cas par cas du bénéficiaire et une vérification des faits.										
4.3.3.1	Fournir un appui technique pour l'élaboration de critères et MON de manière à effectuer une évaluation individuelle des risques et à déterminer l'admissibilité des victimes et témoins au programme de protection.	DH	OSC/ONG	Bamako et les régions	x	x	x	x	25.000	10 % d'un spécialiste des droits de l'homme des VNU (25.000 \$).
4.3.3.2	Effectuer un examen mensuel des dossiers des bénéficiaires du programme de protection et fournir un suivi individuel.	DH	OSC/ONG	Bamako et les régions	x	x	x	x	25.000	50 % de 2 spécialistes des droits de l'homme NPO pour la détermination et la fourniture des mesures de protection = 10.000 \$ x 2 Equipeement SCI = 5.000 \$
Activité 4.3.4 Renforcer les capacités des OSC et des autorités judiciaires et de maintien de l'ordre nationales à fournir une protection aux victimes et témoins.										
4.3.4.1	Fournir un appui technique pour créer et organiser des mécanismes de coordination entre les acteurs concernés de la protection au Mali, y compris des groupes de travail hebdomadaires dédiés à la protection à Bamako et dans les régions.	DH	OSC/ONG	Bamako et les régions	x	x	x	x	25.000	10 % d'un spécialiste des droits de l'homme P4 25.000.
4.3.4.2	Faciliter la budgétisation continue du fonds d'affectation spéciale pour les victimes et les témoins.	DH	OSC/ONG	Bamako et les régions				X	50.000	Contribution au fonds d'affectation spéciale.
4.3.4.2	Faciliter le fonctionnement de la « ligne verte » du PNC.	DH	OSC/ONG	Bamako et les régions	X	X	X	X	12.000	
4.3.4.3	Organiser des sessions d'appui et des ateliers sur la protection des civils.	DH	MJDH	Bamako et les régions		X	X	X	30.000	
4.3.4.4	Créer les logiciels et la maintenance des bases de données.	DH	MJDH	Bamako et les régions		X	X	X	15.000	

4.3.4.5	Examiner les procédures nationales concernant les témoignages des victimes/témoins et proposer des modifications de celles-ci, en attachant une attention particulière aux témoins/victimes vulnérables.	ONUDC	MIDH	Bamako	x	x			47.500	Contribution en pourcentage au P3 (17.500 \$) ; consultant (30.000 \$).
4.3.4.6	Fournir une formation aux fonctionnaires de la justice pénale en contact avec les victimes/témoins.	ONUDC	MIDH	Bamako et les régions		x	x		50.000	Consultant (30.000 \$) ; formation (10.000 \$) ; déplacement (10.000 \$).
4.3.4.7	Examiner les mécanismes de renvoi existants entre les fonctionnaires des services de maintien de l'ordre et de la justice pénale, et les prestataires de services étatiques/non-étatiques, y compris les ONG nationales ou internationales.	ONUDC	OSC/ONG	Bamako	x	x			17.500	Contribution en pourcentage au P3.
Réalisation 4.4 Une stratégie et des mécanismes de justice transitionnelle sont en place et fonctionnent conformément aux règles et normes internationales.										
Activité 4.4.1 Fournir un appui technique et logistique à l'organisation de consultations sur les besoins de la justice transitionnelle.										
4.4.1.1	Fournir un appui technique et logistique à l'organisation de 3 ateliers de consultation sur la justice transitionnelle à Bamako, Tombouctou et Mopti.	DH		Bamako et les régions		x	x		29.000	3 consultations JT à Bamako et 2 régions + déplacement du Commissaire et du personnel.
Activité 4.4.2 Fournir une assistance technique à l'élaboration et à l'adoption d'une stratégie nationale de justice transitionnelle.										
4.4.2.1	Fournir une assistance technique à l'élaboration et à l'adoption d'une stratégie nationale de justice transitionnelle.	DH		Bamako et les régions		x	x		94.000	Honoraires de conseil pour 6 mois 94.000 \$.
Activité 4.4.3 Evaluer les besoins et fournir un appui technique et logistique pour garantir la mise en place législative et physique de la CVR.										
4.4.3.1	Evaluer les besoins pour la mise en place de bureaux de la CVR à Bamako et dans les régions.	DH		Bamako et les régions		x	x		14.000	Honoraires de conseil pour un mois.
4.4.3.2	Appuyer la mise en place physique et l'approvisionnement des bureaux.	PNUD		Bamako et les régions		x	x		75.000	Equipment et approvisionnement.
Activité 4.4.4 Fournir un appui technique et opérationnel à l'organisation d'une campagne de sensibilisation à la justice transitionnelle.										
Pas avant la 3 ^{ème} année.										
Réalisation 4.5 Des services VCF efficaces, axés sur les survivants et multisectoriels sont fournis dans l'ensemble du pays aux femmes et aux enfants.										
Activité 4.5.1 Fournir un appui à la Police nationale et au MIDH pour développer et établir des Centres polyvalents pour les victimes de VSS.										
4.5.1.1	Fournir un appui technique, matériel et consultatif à la Police nationale pour amplifier les activités du service d'assistance existant « Ligne verte » afin d'améliorer l'accès des femmes à la justice et d'établir des liens avec les Centres polyvalents proposés.	ONU Femmes	DGPN	Bamako, Gao	x	x			33.000	10 % GPs x 1 an = 25.000 Equipment = 8.000

Un projet commun des Nations Unies – Lutter contre les facteurs de conflit au Mali à travers l'état de droit – 2016-2020

4.5.1.2	Aider la Police nationale et le MJDH à développer et créer des centres polyvalents pour les victimes de VSS dans le cadre d'un projet pilote à Bamako et Gao (2016) et dans trois autres régions de 2017 à 2019.	ONU Femmes	DGPN	Bamako, Gao	X	X	X	X	280.000	280.000 (pour un centre) Remise en état ; véhicules ; fonds ; équipement ; formation ; entretien pour cinq centres.
Activité 4.5.2 Renforcer les capacités des OSC locales, y compris les assistants juridiques, pour appuyer les activités et services des Centres polyvalents.										
4.5.2.1	Renforcer les capacités des OSC locales, y compris les assistants juridiques, pour appuyer les activités et services des Centres polyvalents, tels que l'aide judiciaire, l'assistance psycho-sociale, les soins de santé, l'aide psychologique et l'orientation vers des enquêteurs.	ONU Femmes		Bamako, Gao	X	X	X	X	75.000	Subventions à des ONG (50.000 \$) ; 10 % P4.
	TOTAL ACTIVITES								4.742.911	
5. Frais de personnel du projet										
5.1	Directeur de projet P4	PNUD			X	X	X	X	250.000	
5.2	Directeur des opérations P3	PNUD			X	X	X	X	220.000	
5.3	Achat NOB	PNUD					X	X	24.000	
5.4	Communications NOB 50%	PNUD			X	X	X	X	24.000	
5.5	Chauffeur	PNUD			X	X	X	X	15.600	
	TOTAL PERSONNEL								533.600	
6. Frais d'exploitation directs du projet										
6.1	Locaux et installations				X	X	X	X	81.400	6.000 \$ de loyer par mois, mobilier (7.000 \$), services collectifs (200 \$ p.m.)
6.2	Véhicules, carburant, entretien				X	X	X	X	62.000	Véhicule 50.000 \$; 1.000 \$ p.m.
6.3	TIC				X	X	X	X	25.200	6 ordinateurs portables, 6 factures de téléphone cellulaire.
6.4	Missions (IJS, etc.)				X	X	X	X	24.000	Diverses missions du personnel du projet.
6.5	Frais bancaires				X	X	X	X	2.000	
6.6	Suivi et évaluation				X				15.000	Une mission par un expert en S&E.
	TOTAL FED								209.600	
	SOUS-TOTAL								5.486.111	
	GMS (8 %)								438.889	
	TOTAL GENERAL 2016								5.925.000	

Annexe 3 : registre des risques

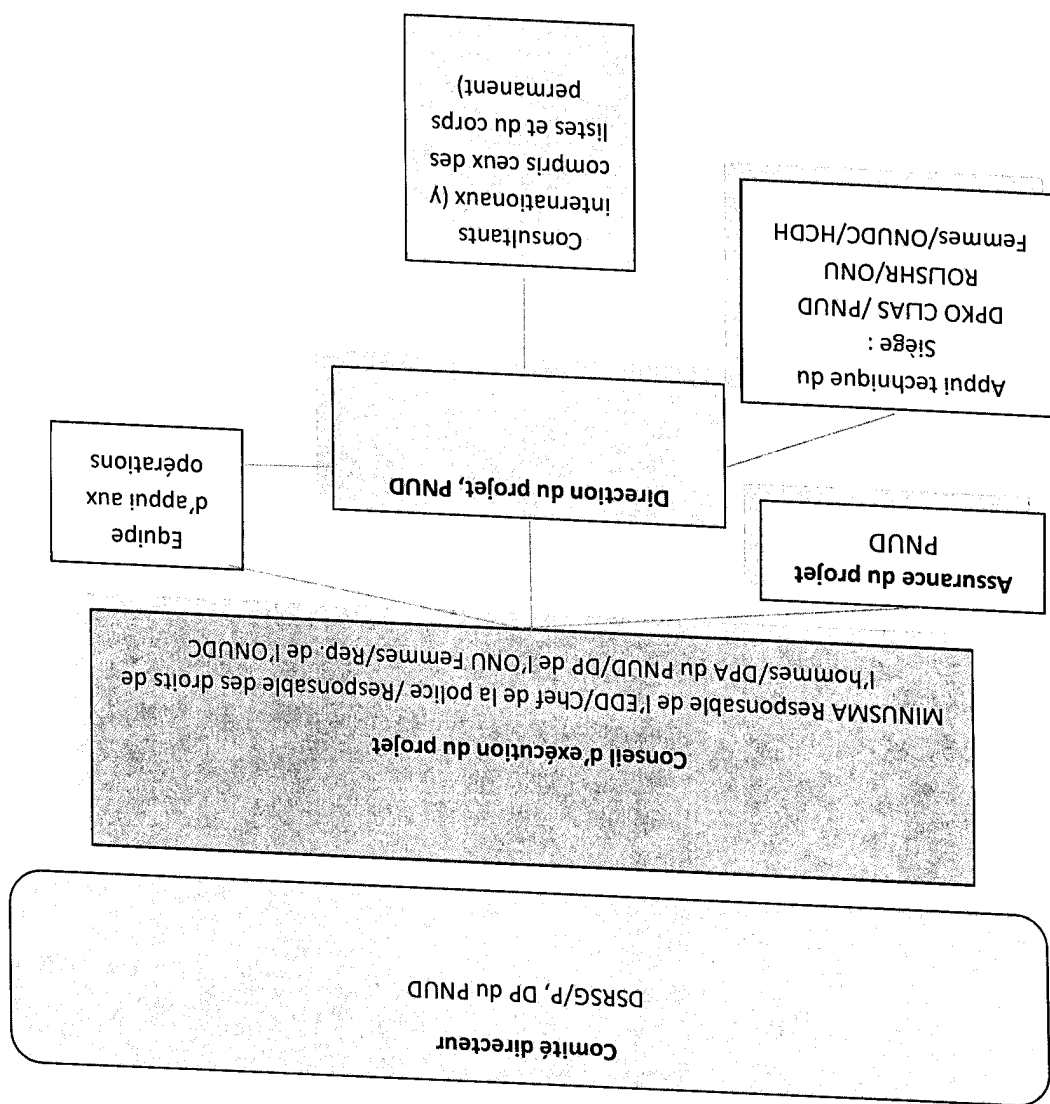
Description	Activités du projet affectées	Impact et probabilité des risques		
		Probabilité	Impact	Niveau
1. Les tensions et conflits dans la région (Sahel). Toutes les activités pourraient être affectées si le projet était contraint de suspendre sa mise en œuvre en raison de risques accrus pour la sécurité.		Moyenne	Elevé	Moyen
2. Les actions militaires. Toutes les activités du projet pourraient être affectées en raison de restrictions d'accès et de mouvement accrues, en particulier dans le Nord. Des attaques et des avancées supplémentaires des rebelles, ainsi qu'une détérioration accrue de la situation humanitaire pourraient entraîner un retard ou la suspension de tout ou partie des activités du projet.		Haute	Elevé	Elevé
3. La détérioration de la coordination et de la coopération permanentes avec le Gouvernement du Mali. Ce risque affecte potentiellement l'ensemble des activités et interventions du Projet commun, étant donné que sa réussite dépend de la coordination avec le Gouvernement du Mali. Outre l'impact direct sur la mise en œuvre du projet, la détérioration de la coordination et de la coopération permanentes avec le GdM pourrait également affecter la viabilité à long terme du projet.		Moyenne	Elevé	Moyen
4. La mise en œuvre de l'Accord de paix. Un échec de l'Accord de paix aura probablement un effet préjudiciable sur le développement, tant en ce qui concerne la détérioration de la sécurité que le bon fonctionnement du GdM. Un échec est susceptible d'accroître les dissensions politiques internes. En même temps, il existe un risque réel de désengagement accru de la communauté internationale.		Haute	Moyen	Elevé
En cas d'échec ou même de suspension de l'Accord de paix, le Projet commun pourra être contraint de prendre des mesures pour atténuer l'impact qui en résultera sur la mise en œuvre du projet, par exemple en se concentrant sur des mécanismes nationaux de mise en œuvre et/ou en mettant moins l'accent sur le GdM pour privilégier les partenaires de la société civile afin d'aider à combler les lacunes en matière de fourniture de services, dans la mesure du possible.				
Mesures d'atténuation		Impact et probabilité des risques		
A travers l'utilisation généralisée de mécanismes d'exécution nationaux, l'autonomisation du personnel national du projet, et la poursuite du renforcement des capacités avec l'ensemble des interlocuteurs du projet, le Projet commun sera capable de poursuivre la mise en œuvre des activités dans des conditions défavorables. En cas de risques élevés pour la sécurité, un passage à une mise en œuvre accrue par les acteurs de la société civile pourra être envisagé, si cela est indiqué.		Le Projet commun poursuivra l'autonomisation du personnel national du projet et augmentera la décentralisation de la gestion du projet, tout en incorporant systématiquement des éléments d'exécution nationale des composants du projet.		
Les Partenaires CMC n'ont aucune influence directe sur la coordination et la coopération avec le GdM.		Les Partenaires CMC n'ont aucune influence directe sur la coordination et la coopération avec le GdM.		

Description	Activités du projet affectées	Impact et probabilité des risques		
		Probabilité	Impact	Niveau
5. élections. Les	L'impact potentiel des élections présidentielles et parlementaires sur la mise en œuvre du projet ne peuvent être surestimées, étant donné la possibilité de modifications profondes du paysage politique. En fonction du résultat des élections, le projet commun devra probablement adapter ses interventions.	Moyenn	Elevé	Elevé
6. La corruption, le népotisme et le favoritisme.	La corruption, sous ses nombreuses formes, constitue un risque grave pour tout processus de développement institutionnel, public et l'état de droit. A ce titre, elle représente un risque important, non seulement au niveau de chaque activité et intervention, mais aussi pour le projet commun dans son ensemble.	Elevée	Elevé	Elevé
7. Le manque de volonté politique de haut niveau.	Le fait que les mandats des principales institutions de la justice demeurent peu clairs continue d'affaiblir la fourniture de services de justice. Bien que la situation actuelle ait fait maintes fois l'objet de discussions, aucun changement n'est intervenu et cette situation continue de créer un risque pour l'exécution du projet.	Elevée	Elevé	Moyen
8. Une prise de décisions lente et centralisée.	Ce risque se rapporte aux processus décisionnels prolongés et parfois peu clairs de certains interlocuteurs institutionnels du projet. En outre, la rotation des membres du personnel aux différents postes crée parfois un manque de continuité.	Moyenn	Moyen	Moyen
Mesures d'atténuation		<p>En fonction du résultat des élections, des modifications importantes des interventions du projet pourraient être nécessaires. Les mesures d'atténuation pourraient inclure une attention continue au renforcement des capacités techniques des interlocuteurs institutionnels, tandis que l'appui à la société civile se poursuivra vraisemblablement, bien qu'avec une modification possible de son étendue et de son objet. Une étroite coopération et des consultations seraient nécessaires avec l'ensemble des acteurs et parties prenantes concernés afin de parvenir à un consensus sur la meilleure façon de fournir un appui au peuple malien dans le cadre de la situation sur le terrain, postérieurement aux élections.</p> <p>Le projet commun continuera de militer en faveur de modifications du cadre (juridique). Outre la promotion d'une coopération au niveau technique, les Partenaires CMC continueront à fournir un appui au GdM dans le cadre de ses efforts de clarification des mandats, éventuellement avec l'aide des donateurs du projet.</p> <p>Le projet commun prendra dûment compte du temps nécessaire à la prise de décisions par certains interlocuteurs et continuera de travailler de manière participative et consensuelle. En outre, les Partenaires CMC travailleront de façon rapide à garantir des progrès concrets les avantages potentiels des réformes et favoriser un engagement en faveur des</p>		

Description	Activités du projet affectées	Impact et probabilité des risques		Mesures d'atténuation
		Probabilité	Impact	
9. Le manque d'engagement en faveur de la prise en compte de la problématique hommes-femmes.	Bien que le GdM ait pris des engagements publics symboliques pour promouvoir les droits des femmes et l'égalité entre les sexes, les résultats sur le terrain sont médiocres. La plupart des institutions demeurent moins informées, ou même réticentes à faire de l'accès des femmes à la justice et de leurs droits fondamentaux une priorité.	Moyenne	Moyen	Les Partenaires CMC ont connu un succès considérable en matière de prise en compte de la problématique hommes-femmes et d'appui à des services spécialisés de justice et de sécurité pour les femmes. L'enseignement essentiel tiré de cet engagement est qu'une approche progressive à travers un travail et des activités concrets, produit les meilleurs résultats. Le projet commun utilisera cette approche pour favoriser et promouvoir les efforts de prise en compte de la problématique hommes-femmes dans l'ensemble de ses partenariats institutionnels.
10. La discrimination sociale et juridique à l'égard des femmes.	Ceci constitue un risque connu pour la mise en œuvre de certains aspects du projet mais également l'une des raisons clés pour lesquelles le projet est nécessaire. Il appartient aux Partenaires CMC de contester ces normes et valeurs patriarcales et de s'attaquer aux symptômes, tels que les hauts niveaux de violence à l'égard des femmes.	Elevée	Elevé	Les Partenaires CMC possèdent ensemble une expertise et une expertise considérables en ce qui concerne le développement de stratégies efficaces pour promouvoir l'accès des femmes à la justice et les droits de celles-ci. Le projet commun fournira un appui à des organisations de femmes pour conduire des initiatives communautaires visant à acculturer un soutien accru aux droits des femmes. Ces approches « ascendantes » seront complétées par un appui aux institutions pour veiller à ce qu'elles répondent mieux aux besoins des femmes dans les domaines de la justice et de la sécurité et adoptent une approche en matière d'égalité des sexes fondée sur le respect des droits.
11. Le manque des donateurs.	Etant donné la complexité du projet et le nombre de questions de politique générale sur lesquelles il entend agir, le soutien des donateurs du projet (et de la communauté internationale toute entière) sur les décisions et changements de politique générale pourra être fréquemment nécessaire. Un manque d'engagement des donateurs sur les questions essentielles de politique générale constitue un risque pour le succès du projet.	Moyenne	Moyen	Associer les donateurs du projet à des tentatives visant à parvenir à des changements de politique générale et travailler ensemble à l'obtention des résultats escomptés sera probablement plus efficace que si les Partenaires CMC tentent d'y parvenir seuls. Le projet favorise pour travailler de l'intérieur et conduire à des changements de politique générale, mais ces efforts doivent s'accompagner d'un message fort et cohérent de la communauté des donateurs.

Description	12. La modalité du projet commun.			13. Des processus d'appui interne contraignants.			14. La division géographique du programme.			15. Le manque de données fiables pour prendre des décisions éclairées.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
	Activités du projet affectées			La modalité du Projet commun utilisée pour la mise en œuvre de ce programme pourrait, hormis de nombreuses opportunités et synergies, créer certains risques liés à des questions telles que l'information et la cohérence globale en matière d'exécution et de coordination.	L'un des risques pesant sur le projet est que les processus d'appui interne ne suivent pas le rythme d'exécution nécessaire. En particulier, les efforts de recrutement des ressources humaines seront considérables et prendront du temps.	Il existe des risques potentiels liés au fait que les Partenaires CMC dans différentes zones géographiques. Ces risques incluent notamment les différences de contexte de développement, ainsi que les problèmes d'accès et de déplacement et la sécurité.	Le manque de données fiables, collectées et analysées de manière systématique, crée un risque considérable pour le projet commun, dans la mesure où la prise de décisions éclairées sur l'exécution du projet est de ce fait rendue extrêmement difficile.	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn	Moyenn

Annexe 4 : structure organisationnelle du projet



Annexe 5 : cadre de suivi et d'évaluation

Le présent Projet fera l'objet d'un suivi conformément aux politiques et procédures de programmation du PNUD. Les ministères et institutions/organismes gouvernementaux concernés, la MINUSMA, l'ONU Femmes et l'ONUDC, ainsi que les ONG, seront consultés sur la mise en œuvre des activités décrites dans le Programme de travail annuel (PTA).

Le directeur de projet adressera des rapports de situation réguliers, chaque semestre, au conseil d'exécution du projet et utilisera les indicateurs du cadre de résultats du présent Projet à des fins de suivi. Un examen à mi-parcours sera confié à des évaluateurs indépendants à la moitié du Projet.

Outre ce suivi continu, un rapport de fin de projet, préparé par le directeur de projet, formera la base d'évaluation des résultats globaux du projet. Tous les organismes participants fourniront un appui technique permanent et pourront prendre part aux discussions relatives à l'examen du projet.

Annexe 6 : liste des documents de référence

Documents nationaux

- Plan d'action national sur les violences sexistes
- Plan d'action national pour la mise en œuvre de la RCS 1325 (2000) et des résolutions connexes des Nations Unies sur les femmes et la paix et la sécurité 2015-2017 (juin 2015)
- Document de projet de réforme de la justice, de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée au Mali (présenté le 24 novembre 2014) – Projet de *Rapport national SJP*
- Colloque national sur la justice transitionnelle au Mali (novembre 2014)
- Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger (*Accord de paix*), mai 2015

Documents des Nations Unies

- Plan cadre intégré des Nations Unies pour l'aide au développement au Mali 2015-2019 (PNUAD)
- UNDP Country programme document for Mali (2015-2019)
- Secretary General's Reports on Mali from 2012-2015
- OCHA Humanitarian Bulletins on Mali from 2012-2015
- Inside the Malian National Police: Notes from Visits to Units and Facilities, *DPKO Standing Police Capacity* (octobre 2013)
- Assessment Mission on Forensic Science to Bamako, UNODC (janvier 2015)

Référence

- Axes de développement de l'appareil de formation professionnelle au Mali, A Moutawakkil and M. Hilali (février 1993)
- Gouvernance de la Justice au Mali, *Friedrich Ebert Stiftung* (novembre 2007)
- *Control of Armed Forces* (2008)
- Parliamentary Oversight of the Security Sector in West Africa, Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (2011)
- Security Sector Governance in Francophone West Africa, Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (2011)
- Genre et sécurité au Mali, *Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées* (mars 2011)
- World Development Report 2011: Conflict, Security and Development, World Bank
- Access to Justice Assessment Mali, *American Bar Association* (janvier 2012)
- Mali: Security, Dialogue and Meaningful Reform, *International Crisis Group* (avril 2013)
- Etudes sur le renforcement de la justice pénale au Mali, *Centre d'études sur la coopération juridique internationale* (juillet 2013)
- Crime after Jihad: armed groups, the state and illicit business in post-conflict Mali, *Clingendael Institute* (mai 2014)
- Les besoins des Maliens en matière de justice, HiIL (août 2014)
- Possibilities and Challenges for Transitional Justice in Mali, *ICTJ* (septembre 2014)

Un projet commun des Nations Unies – Lutter contre les facteurs de conflit au Mali à travers l'état de droit – 2016-2020

- Building the capacity of the Malian police, *Institute for Security Studies* (octobre 2014)
- Période de démarrage du Programme d'appui au secteur de la justice au Mali (PAJM), Union européenne (novembre 2014)
- Stratégie de justice transitionnelle au Mali, *ABA-ROLI* (2015)
- The State of the World's Human Rights 2014-2015, *Amnesty International* (février 2015), pp 242 ff
- The Roots of Mali's Conflict, *The Clingendael Institute* (mars 2015)
- Mali: Lawlessness, Abuses Imperil Population, *Human Rights Watch* (14 avril 2015)
- Fending for Ourselves: The Civilian Impact of Mali's Three-Year Conflict, *Civic* (mai 2015)